



Heures locales/Radio-Télévision

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 15028 - 7 F

- DIMANCHE 23 - LUNDI 24 MAI 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESSOURNE

Inexorable sida

Le dernier bilan chiffré de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) concernant le sida est accablant. Toutes les données épidémiologiques convergent et témoignent de l'inexorable diffusion géographique du virus. L'Afrique noire, avec 1,75 million de cas, demeure le continent le plus touché. Une proportion croissante des adultes des grandes villes de l'est et du centre du continent est contaminée, alors que le virus gagne les campagnes et que l'épidémie progresse vers les pays du Sud et de l'Ouest.

Mais la situation africaine n'est pas unique. Déjà, en Asie du Sud et du Sud-Est, l'infection se transmet à la même vitesse. L'épidémie commence à faire des ravages en Amérique latine et dans les Caraïbes. Elle émerge aujourd'hui dans les pays du Proche-Orient et d'Afrique du Nord, tout comme en Europe centrale.

CHACUN bilan ne fait que confirmer les prévisions les plus pessimistes. Les spécialistes annoncent déjà trente à quarante millions de cas cumulés de contaminations par le virus en l'an 2000. Ces chiffres traduisent de manière dramatique les profondes difficultés rencontrées par les responsables de la santé publique.

On sait tout aujourd'hui des voies de transmission du virus et l'on sait également que la progression mondiale de l'épidémie résulte pour l'essentiel de contaminations hétérosexuelles. Le sida prend ainsi, au fil du temps, deux visages. Maladie d'origine liée à l'homosexualité et à la toxicomanie intravéneuse dans les pays industrialisés, cette affection est, pour le tiers-monde, un terrible fléau qui vient s'ajouter à la cohorte des maladies infectieuses d'origine bactérienne ou parasitaire.

Dix ans après la découverte française, le 20 mai 1983, de l'origine de la maladie, rien n'est à attendre, à court ou moyen terme, de l'approche scientifique. Le virus résiste à toute action médicamenteuse. Aucune des tentatives vaccinales n'a encore fait la preuve de son efficacité. Et quand bien même disposerait-on d'un vaccin efficace, celui-ci ne pourrait, sans grosses difficultés, être administré sur l'ensemble de la planète.

A l'échelon mondial, la lutte contre le sida implique donc nécessairement une modification des comportements sexuels. On en connaît les principes : réduire le nombre de rapports avec des partenaires inconnus ou pouvant être considérés comme « à risques », utilisation généralisée de préservatifs masculins, recours à des pratiques sexuelles ne permettant pas la contamination. Or, certaines autorités religieuses continuent de s'opposer à l'usage du préservatif, estimant que la chasteté avant le mariage et la fidélité absolue ensuite sont la seule protection acceptable.

L'épidémie de sida non seulement menace de mort des millions de personnes, mais conduit à modifier les modes de vie et engendre de nouvelles formes d'exclusions. L'humanité a connu précédemment d'effroyables fléaux, mais, à l'ère de l'informatique et des biotechnologies, jamais elle n'aurait imaginé devoir relever un tel défi.

Page 8

M0146 - 0523 0 - 7.00 F



Mini-sommet diplomatique à Washington

M. Clinton se déclare opposé au « statu quo » militaire en Bosnie

Tirant les conclusions des succès militaires serbes en Bosnie-Herzégovine, les Occidentaux et les Russes ont entrepris d'intenses consultations pour geler la situation sur le terrain dans l'attente d'une éventuelle solution politique. Les chefs des diplomatie américaine, britannique, française et - éventuellement - russe devaient se retrouver, samedi 22 et dimanche

23 mai, à Washington pour un mini-sommet sur la Bosnie. Cependant, le président Clinton a exprimé ses doutes sur les propositions russe et européenne, visant à « stabiliser » la situation militaire, pour « résoudre la crise de façon satisfaisante ». En Bosnie, les forces serbes célèbrent leurs gains territoriaux, estimant qu'ils sont « suffisants ».

« Les deux rives sont serbes »

ZVORNIK

de notre envoyée spéciale

La kalachnikov au vestiaire, la vareuse déboutonnée, les soldats de la brigade de Zvornik effectuent une ronde sentinelle sur un air de musique populaire. Dans le restaurant de l'hôtel Vidikovac (Belvédère), qui surplombe la Drina à la sortie de Zvornik, ils fêtent en ce jour de printemps le premier anniversaire de la création de leur brigade.

L'établissement, qu'ils avaient transformé en caserne, a rouvert ses portes. Un orchestre a été engagé, et les nappes blanches ont fait leur réapparition, comme l'alcool, jusqu'ici proscrit par le règlement militaire. Profitant du relâchement de la discipline austère des zones

de guerre, quelques civils s'attardent sur la terrasse ensoleillée d'où le major Vinko Pandurevic, commandant de la région de Zvornik, admire la Drina. Il pense qu'elle n'a jamais été aussi belle que depuis que les deux rives sont serbes.

Avec ses hommes, il a participé à toutes les opérations militaires qui ont permis de faire de cette région à majorité musulmane une province serbe. Les dernières poches de résistance de Kamenica, Cerkez et Konjevic Polje sont tombées aux mains des Serbes en février et mars. L'enclave de Srebrenica était sur le point de subir le même sort lorsqu'elle a été déclarée « zone de sécurité » par l'ONU. Une situation que les dirigeants serbes ont acceptée mais

que les militaires considèrent avec amertume puisqu'elle les a privés d'une victoire alors qu'ils n'étaient qu'à un kilomètre et demi du village. Quoi qu'il en soit, cette « tâche » musulmane délimitée en territoire soumis au contrôle serbe est bien trop petite pour remettre en question les acquis de la guerre.

Les Serbes de Bosnie, qui représentent 31,4 % de la population bosniaque, ont aujourd'hui ce qu'ils voulaient. Ils se sont emparés de 70 % des territoires de la Bosnie-Herzégovine, qu'ils ont « purifiés » pour y être majoritaires.

FLORENCE HARTMANN

Lire la suite page 3

Une vague de licenciements express



Après les salariés de SKF en Indre-et-Loire, des travailleurs d'Iveco, en Saône-et-Loire, ont été victimes à leur tour de licenciements expéditifs

page 13

HEURES LOCALES

Le Nord passe à la grande vitesse

Après le Sud-Est et l'Ouest atténués, la région Nord-Pas-de-Calais possède sa liaison par TGV. Un espoir de renaissance pour Lille qui espère tourner une page marquée par les catastrophes industrielles

pages 17 à 24

François Bayrou invité du « Grand Jury RTL-Le Monde »

François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-Le Monde », dimanche à 18 h 30

Mikhaïl Gorbatchev en tournée

Après d'autres capitales, l'ennemi intime de Boris Eltsine arrive à Paris

MOSCOU

de notre correspondant

« Gorby » revient. Pas au Kremlin ni même dans l'arène politique russe, mais sur la scène médiatique française. On croyait la gorbysmanie morte d'épuisement, et on aura une véritable tempête d'apparitions en tous genres, déchaînée par les soins d'une firme de relations publiques chargée de la mise en valeur de la visite qu'il fera en France du 28 mai au 2 juin. Il faut dire que Mikhaïl Gorbatchev, curieusement, n'était pas venu à Paris

depuis qu'il a dû quitter le pouvoir, alors qu'il a multiplié les voyages un peu partout ailleurs, avec des succès divers.

Il y aura donc, entre autres, une « Heure de vérité », un passage au journal de 20 heures de TF 1, toutes sortes de prestations sur invitations, une quantité d'interviews... Mais le clou du spectacle sera fourni par François Mitterrand lui-même, qui a invité l'ancien président à l'accompagner dans son pèlerinage de la Pentecôte à Cluny, et donc, forcément, à gravir à ses côtés la roche de Solutré... Pour finir,

c'est le premier ministre, Edouard Balladur, qui offrira un cocktail, avec peut-être parmi les invités Jacques Chirac, si ce dernier rentre à temps... de Moscou, où lui-même compte rencontrer Boris Eltsine pendant le week-end de la Pentecôte.

Bref, Mikhaïl Gorbatchev, déjà réapparu sur les écrans de Cannes parmi les anges de Wim Wenders, aura largement l'occasion de dire ce qu'il a sur le cœur. Il aime parler, sur ce point il ne changera sans doute jamais, et c'est avec une intense satisfaction qu'il évoque « ces assistances

de trente mille personnes » qui l'écourent au Japon, en Amérique, « dans le plus grand silence ». Dans le cadre plus intime de son bureau moscovite, col ouvert, bonne mine, il parle aussi, avec une passion presque juvénile. Mais il accepte à présent qu'on interrompe ses développements, et qu'il soit privé de la pompe comme de la réalité du pouvoir le rend, fatalement, plus proche, plus sympathique aussi. Plus « battant » que jamais, il poursuit son immémorial combat contre Boris Eltsine.

JAN KRAUZE

Lire la suite page 4

LE MONDE diplomatique

Dix-huitième volume de la collection « Manière de voir »

LES FRONTIÈRES DE L'ÉCONOMIE GLOBALE : SÉGRÉGATIONS PLANÉTAIRES

Mondialisation : le mot a fait à ce point fortune qu'on finirait par croire en l'unité de la planète. Globales, mondiales, de puissantes firmes et institutions financières le sont. Mais elles représentent des intérêts du Nord. Le Sud, au mieux, sert de sous-traitant. Au Nord même, les ségrégations s'aggravent : entre « élites » et exclus. L'économisme règne sur les esprits, le « social » demeure à la remorque. La croissance elle-même, qui se fait attendre, loin de créer des emplois, en supprimera, au nom de la « modernité » et de la concurrence. Révolution technologique, mais aussi stagnation de la pensée. Or, sous peine de voir se durcir les apartheid sociaux, des changements radicaux s'imposent dans la vision du temps et du travail.

Ainsi, partout, la mondialisation trace de nouvelles frontières, nourrit de nouvelles crises. « Manière de voir » aide à comprendre ces bouleversements et esquisse les solutions pour sortir de cette interminable crise.

EN VENTE DANS LES KIOSQUES - 42 F

Cannes 93 Flaubert et Mao

Manoel de Oliveira a relu « Madame Bovary » et Tian Zhuangzhuang revu quinze ans d'histoire chinoise

CANNES

de notre envoyé spécial

A la veille de la projection de *Moi Ivan, toi Abraham*, le film de Yolande Zauberman qui clôturera le 22 mai la Quinzaine des réalisateurs, deux œuvres dominent de leur masse la sélection : le *Val Abraham* de Manoel de Oliveira et le *Cerf-volant bleu* de Tian Zhuangzhuang.

DATES

Il y a quarante ans, « l'Express » ; il y a vingt ans, « Libération ».

Page 2

CHRONIQUE DES MARCHÉS

Devises et or • Marché monétaire et obligataire • Marché international des capitaux • Matières premières.

Pages 14 et 15

volant bleu de Tian Zhuangzhuang.

Le *Val Abraham* est un coin retiré du Douro où grandit une jeune fille nommée Emma qui épouse très jeune Carlos de Faiva, un « médecin paysan » à la personnalité effacée. Mais le long film du cinéaste portugais n'est pas une adaptation de *Madame Bovary*. C'est à la fois, une lecture, une critique et une méditation à partir du roman de Flaubert.

Manoel de Oliveira s'est donné les moyens de son projet. Il lui fallait avant tout du temps, et son film dure plus de trois heures. Et aussi des acteurs capables de porter un texte qui pèse bien plus lourd que ce que l'on entend d'ordinaire au cinéma. Leonor de Silveira est une Emma étonnante dont le visage seul montre que l'on n'est pas seulement chez Flaubert. Elle est incapable de la part de bêtise, d'incompréhension, dont le romancier avait investi son personnage. Cette

Emma-là prend la parole, cherche avec une énergie farouche ce qui lui manque, jusqu'à son échec final, une quasi-assomption, aux antipodes de l'agonie de la Normandie. Cette trajectoire sinuée et gracieuse est filmée avec une minutie d'une intelligence écrasante.

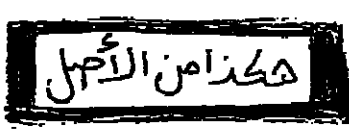
Le *Val Abraham* n'accueille pas le spectateur à bras ouverts et certains auront peut-être l'impression de passer un examen face aux paradoxes intellectuels, aux références picturales et littéraires qui tassent la toile d'Oliveira. Ce film purement cérébral n'est pourtant entaché d'aucune affectation. Manoel de Oliveira, quatre-vingt-cinq ans, se contente de filmer comme il pense, très haut.

Coproduction entre Hongkong et la Chine populaire, le *Cerf-volant bleu* a été tourné sur le continent mais interdit de montage.

THOMAS SOTINEL

Lire la suite page 10

A L'ÉTRANGER : Afrique, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 860 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 26 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 250 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 400 L ; Luxembourg, 46 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 190 PTE ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,50 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.



DATES

Il y a quarante ans... et vingt ans

Les débuts de « l'Express » et de « Libération »

par Michel Colonna d'Istria
et Yves-Marie Labé

AVRIL 1953. La France s'enlise dans la guerre qu'elle mène en Indochine, les Français s'amusent ou s'inquiètent des turbulences gouvernementales. Le pays compte... 24 209 téléviseurs, et le public, privé d'images, est captivé par la radio - 7 millions de récepteurs sont les rois des foyers - mais aussi par la presse. On dénombre alors 12 quotidiens nationaux et quelque 116 régionaux. Mais aucun hebdomadaire d'informations générales. La France est à la traîne : les news magazines américains *Time* et *Newsweek* sont nés avant la seconde guerre mondiale. *Der Spiegel* juste après. Un jeune homme bien né va combler le vide : Jean-Jacques Servan-Schreiber. Fils du propriétaire du quotidien économique *les Echos*, il séjourne au Brésil à sa sortie de l'Ecole polytechnique. Tout en s'exerçant à la gestion d'hôtel et à des activités industrielles, il livre en

vous. De mai à novembre 1953, *l'Express* vend un peu plus de 41 000 exemplaires, dépasse les 50 000 un an plus tard et frôle les 100 000 exemplaires en avril 1955. Le chiffre d'affaires quintuple en un an, les budgets publicitaires affluent.

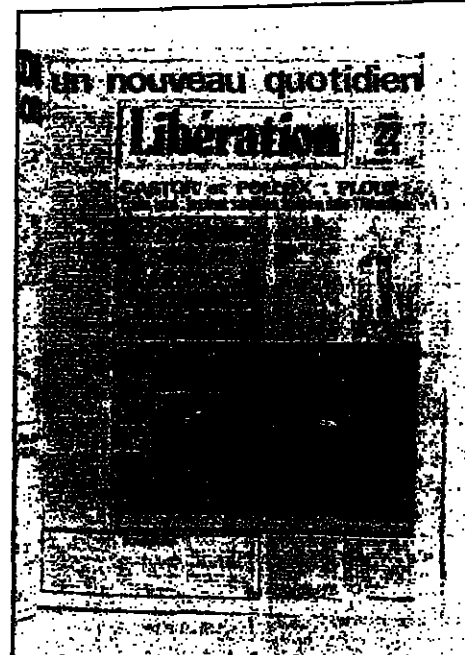
Les « scoops » de *l'Express* font parler de lui. La publication du rapport Ely-Salan, sur la situation en Indochine, vaut à l'hebdomadaire d'être accusé de trahison ; celle de liens supposés entre l'industriel Marcel Boussac et Edgar Faure conduira ce dernier à provoquer JSS en duel, lequel n'aura pas lieu.

La réussite doit aussi beaucoup à la notoriété des signatures - d'Albert Camus à François Mauriac avec son fameux « Bloc-notes », et de Jacques Soustelle à Alfred Sauvy, voire de François Mitterrand, et ses « Notes politiques », à Pierre Mendès France (« La réponse éditoriale »). En 1955, JSS se lance dans l'aventure au quotidien, afin de contribuer au retour de Pierre Men-

plus neutre. Le *news magazine* à la française est né.

Une autre histoire commence. Le 22 mai 1973, naît un quotidien nouveau, mais pas inconnu. *Libération* mûrit depuis quelques mois dans des « comités Libé », soutenus par certains « matos ». Il y a cinq ans déjà, un certain printemps a secoué la France, du Quartier latin à l'usine de Flins. Depuis, les « établis » en usent peinant à instaurer le contact entre ces deux mondes. Le gauchisme, en ses chapelles, a commencé d'enterrer en 1972, avec Pierre Overney, un militant mao assommé et ses propres illusions.

Libération n'est pas né spontanément de cet air du temps, mais il en capte les vibrations. « Matos » et pays, Lip et Larzac, marijuana et militantisme, MLF et rock... *Libération* sera ce médiateur sur papier qui détonne dans une presse que les années Pompidou n'ont pas encouragée à la contestation. Avant de devenir libéral, *Libé* est libertaire et militant, ouvrieriste et contre-culturel, homo(sexuel) et hétéro(doxe).



La parole au peuple

Le quotidien n'a pas de modèle de presse, mais des références et des précédents. Ses fondateurs ont lu - sinon écrit - la *Cause du peuple*, l'organe maoïste dont Sartre prendra la direction en 1970. C'est l'année où la Gauche prolétarienne est dissoute, *Hanoï-Khi* interdit, l'année où paraissent *Politique-hebdo*, *Actuel* et *J'accuse*. Les matos veulent donner la parole au peuple, certains journalistes dénoncent les bâillons de l'information, des intellectuels les rejoignent : le 18 juin 1971 naît l'Agence de Presse *Libération*, autour de Jean-Claude Vernier (maoïste), Claude-Marie Vadrot (alors journaliste à *l'Aurore*) et l'écrivain-philosophe Maurice Clavel, qui en sera le gérant. Dans son manifeste, l'APL (sigle qui est aussi celui de l'Armée populaire de libération chinoise...) annonce « une nouvelle bataille sur le front de l'information (...), une nouvelle jeunesse qui donnera la parole aux journalistes qui veulent tout dire, aux gens qui veulent tout savoir ».

En décembre, Maurice Clavel quitte le plateau de l'émission « A armes égales » qui l'opposait à Jean Foyer en lançant son fameux « Messieurs les censeurs, bonsoir ! ». Son film, censuré, s'appelait *Le Soulèvement de la vie*.

Soulever, c'est bien, mais il faut aussi vérifier les informations envoyées par des correspondants exaltés. L'APL déficite un débat qui va longtemps agiter *Libération*, entre ouvrierisme et professionnalisme, vérité et militantisme. Ses feuilles rondes établies peu à peu sa crédibilité, mais Jean-Claude Vernier veut aller plus loin. Avec Jean-René Huleu, journaliste venu du journal communiste nippois *le Patriote* et de la presse hippique, il lance l'éphémère *Pirate*, journal ambulant des luttes, qui « couvre » le procès de Brum-en-Artois et la grève des Nouvelles Galeries de

Thionville. Eté 1972 : les deux compères agitent l'idée d'un quotidien. Vernier va convaincre la direction maoïste d'ouvrir ce projet à d'autres sensibilités. Philippe Gavi, de retour du Chili, apportera sa caution d'intellectuel libertaire frotté de tiers-monde. Il amènera le *Manifeste*, paru en octobre : « Il est temps que paraisse un quotidien démocratique (...), de défendre l'opinion populaire pied à pied, contre l'opinion publique fabriquée dans les couloirs des ministères, dans les diners en ville, quand ce n'est pas dans les locaux de police (...), de s'attaquer au secret, et d'aider le peuple à prendre la parole. » Le *Manifeste* brosse le portrait du journaliste de *Libération*, qui « s'informe dans les cités ouvrières, les quartiers populaires, les villages, parce qu'il y vit », et pour lequel « plus on monte dans l'échelle sociale, plus on trouve de corruption ». *Libération* promet encore de « faire la critique-quotidienne de la vie quotidienne », de « se battre sous le contrôle du public », sans rien cacher des crises, des dépendances pour ses finances « que du peuple, pas de la publicité, pas de la banque ».

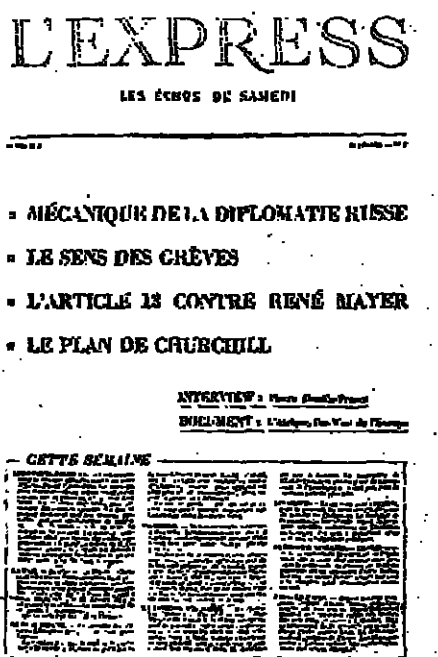
Le 4 janvier 1973, Vernier, Gavi, Sartre, Huleu et July présentent le nouveau quotidien. *Libération* veut innover sur tous les plans. Premier à introduire la photocomposition et l'offset, il contourne le syndicat du Livre CGT. Fabrication-redaction, même combat, même salaire - celui des OS de la région parisienne. On jongle et triche avec les fournisseurs et les banques. On multiplie les numéros zéro, à partir du 22 février, pour aboutir au premier numéro en kiosque le 22 mai. *Libération* quotidien s'arrêtera pour les vacances - sur les terres du Larzac, menacées d'expropriation par les armées. Enthousiaste et néophyte, brouillonne et bagarreuse, la jeune équipe, dont July prend vite les commandes, oscille entre *Petit Livre rouge* et *Do It*, entre Mao et Jerry Rubin, l'une des figures du mouvement contestataire américain. Contre les hiérarchies, contre les rubriques, contre tout. Un journal objet qui se transforme ou se périt - à l'encens pour une visite du pape. *Libé* joue avec les photos (en oubliant souvent le copyright), adapte ses rythmes à l'époque audiovisuelle. Il personnalise l'écriture, grossit les titres jusqu'au calambour, ses clivages prennent la parole dans les fameuses NDLC (notes de la claviste) irrévérencieuses.

Avec ses petites annonces gratuites, *Libé* est aussi le journal d'une communauté qui « vit ». *Libé*, et proclame ses dévotion dans le courrier des lecteurs. Prisons, sexe(s), asile : le journal visite toutes les « zones à libérer » de France.

L'Express, *Libération* : l'un est né entre Indochine et Algérie, l'autre entre mai 68 et mai 81. L'un a accompagné la décolonisation, vécu la guerre froide, épousé les « trente glorieuses » et évalué le salaire des cadres. L'autre a germé après le stalinisme, géré la fin du gauchisme, puis la conversion des socialistes au capitalisme, sans cesser de glorifier la modernité. L'hebdomadaire d'un homme, JSS, est devenu le titre d'un groupe, Alsatel. L'instrument de lutte d'un groupe ou d'une mouvance est devenu le journal de Serge July. Raymond Aron raisonnait dans l'un, Jean-Paul Sartre cautionnait l'autre.

L'Express a changé de propriétaire et de ligne politique, acclimaté les phrases courtes, imposé les « covers » en gagnant des couleurs, engendré ses concurrents par scission ou opposition. *Libération* a changé de look, accepté la pub, ouvert son capital, traversé des crises, reconnu l'information comme principe moteur. De radical, *L'Express* est devenu libéral, des « chéri(e)s » *Libé* est passé aux yuppies. « Souvent copiés, rarement égaux », les deux ont créé leur genre de presse, formé des générations de journalistes, influencé, voire symbolisé, des générations de lecteurs. *Libération* fêtera avec 160 000 exemplaires quotidiens - dix fois plus en vingt ans. *L'Express* en vend 557 000 chaque semaine - un peu moins qu'il y a vingt ans.

* Il était une fois *Libé*, F.M. Samuelson, le Seuil, 1979 ; *Animal Zone*, Germaine Aizé, Presses de la Renaissance, 1993. *Pastors*, de Jean-Jacques Servan-Schreiber, Fata Morgana, 1991. Plusieurs émissions de TV ou radio : le mercredi 2 juin sur France 2, « Les années Libé », de Michel Kappor, lundi 24 et mercredi 26 mai, sur la chaîne câblée Paris Première, deux émissions présentées par Frédéric Deszet : France Culture a également consacré son « Grand Angle » du 22 mai à « La naissance de *Libération* ».



1948 des articles à l'un des quotidiens du pays. De retour en France, son attrait pour la presse se confirme. Après quatre ans de collaboration au *Monde*, il s'en va le pas.

En avril 1953, il crée la société *l'Express*, domiciliée sur les Champs-Élysées. C'est le journal d'un homme, Jean-Jacques Servan-Schreiber. Mais c'est aussi une affaire de famille et un engagement militant. Les fonds nécessaires au lancement du futur hebdomadaire - 30 millions de francs de l'époque - sont directement fournis par un pourcentage prélevé sur les abonnements souscrits aux *Echos*. Parmi les actionnaires de la nouvelle société, figurent des sœurs de JSS - Brigitte, Christiane et Bernadette Servan-Schreiber -, son cousin Jean-Claude et la sœur de celui-ci, Marie-Claire, comtesse de Fleury, qui épousera plus tard Pierre Mendès France, etc. Présenté par le fondateur de *Publicis*, Marcel Bleustein-Blanchet, à Marcel Dassault, « l'homme le plus riche de France », Jean-Jacques Servan-Schreiber refusera toutefois le chèque de 5 millions que lui offre l'industriel.

L'aventure au quotidien

L'hebdomadaire se place résolument à gauche, et ne fait pas mystère de son soutien à Pierre Mendès France, alors député de l'Eure et président de la commission des comptes et des budgets. L'objectif de JSS, ami de PMF, est de porter au pouvoir les idées du maître de Louviers (sur la coexistence pacifique, la paix en Indochine, la planification, etc.) et, si possible, l'homme lui-même. Outre JSS, la hiérarchie de la rédaction comprend François Giroux, directeur de la rédaction de *Elle*, Pierre Vianon-Ponté, Pierre Bertaux et Léone Georges-Picot.

Le 16 mai 1953, *l'Express* est en kiosque. Celui qui n'est encore que le supplément du samedi des *Echos* est imprimé sur seize pages papier journal. Il coûte 30 F, soit le prix d'un litre de lait. Aucune signature n'apparaît, comme ce fut le cas de *Time* et de *Newsweek* : ce qui permet à chaque journaliste d'écrire sur tous les sujets mais aussi de « s'être ni aimable ni susceptible », comme le note l'éditorial. En sous-titre, la phrase « la France peut supporter la vérité », empruntée à Pierre Mendès France. La politique, française et internationale, occupe le gros de ses colonnes. La culture est réduite à la portion congrue, comme la publicité, qui s'appelle encore la « réclame ». Le succès est au rendez-

vous. De mai à novembre 1953, *l'Express* vend un peu plus de 41 000 exemplaires, dépasse les 50 000 un an plus tard et frôle les 100 000 exemplaires en avril 1955. Le chiffre d'affaires quintuple en un an, les budgets publicitaires affluent.

Les « scoops » de *l'Express* font parler de lui. La publication du rapport Ely-Salan, sur la situation en Indochine, vaut à l'hebdomadaire d'être accusé de trahison ; celle de liens supposés entre l'industriel Marcel Boussac et Edgar Faure conduira ce dernier à provoquer JSS en duel, lequel n'aura pas lieu.

La réussite doit aussi beaucoup à la notoriété des signatures - d'Albert Camus à François Mauriac avec son fameux « Bloc-notes », et de Jacques Soustelle à Alfred Sauvy, voire de François Mitterrand, et ses « Notes politiques », à Pierre Mendès France (« La réponse éditoriale »). En 1955, JSS se lance dans l'aventure au quotidien, afin de contribuer au retour de Pierre Men-



Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléc : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde

PUBLICITE

Président directeur général :
Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Cros
Membres du comité de direction :
Jacques Guin, Philippe Dupuis
Isabelle Tsaldi
15-17, rue du Colonel-Pierre-Aria
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-77
Téléc MONDOPUB 634 128 F
Téléc : 46-62-98-71. Société filiale
de la SARL Le Monde et de Média et Réseaux Europe SA.

Imprimerie
du « Monde »
12, rue de Valenciennes
94852 IVRY CEDEX
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 37 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et
index du Monde au (1) 40-65-29-33

Reproduction interdite de tout article,
sans accord avec l'administration

TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapes LEMONDE
ou 36-15 - Tapes LM

ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry,
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél. : (1) 49-60-32-90
(de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE BELGIQUE LUXEMBOURG PAYS-BAS	AUTRES PAYS monnaie CEE
3 mois	236 F	572 F	790 F
6 mois	438 F	1 103 F	1 500 F
1 an	830 F	2 085 F	2 900 F

ÉTRANGER :
par voie aérienne tant sur demande,
pour nos abonnés étrangers et belgistes
accompagnés de coupons de règlement
à l'ordre de :
ou par MINITEL 36-15 LEMONDE
code d'accès ABO

« LE MONDE » (ISSN 0395-2037) is published daily for
\$ 100 per year by « LE MONDE », 1, place Hubert-Beuve-
Méry - 94852 Ivry-sur-Seine - France. Second class
post paid at Champaign, N.Y. US and additional mailing
office. POSTMASTER: Send address changes to LMS at
NY - Box 1518, Champaign, N.Y. 12919 - 1518.

For the advertisement service see USA
INTERNATIONAL SERVICE, Inc., 1200 North
Avenue Suite 401, Virginia Beach, VA 23461 - 2461 USA

Changements d'adresse définitifs ou
provisoires : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux
semaines avant leur départ, en indi-
quant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les
noms propres en capitales d'imprimerie

PP. Pneu RP 301 MCN 01

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lesourne : gérant
directeur de la publication
Bruno Fagnant
directeur de la rédaction
Jacques Guin
directeur de la gestion
Marcel Labert
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Goltz
(adjoints au directeur
de la rédaction)

Yves Agnès
Thomas Fauriol
Philippe Herveaux
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur
des relations internationales)

Andréa directeurs
Hubert Beuve-Méry (1844-1989)
Jacques Faure (1909-1982)
André Laurens (1902-1993)
André Fontaine (1905-1991)

Pour tenir compte des conquêtes serbes en Bosnie

Les Occidentaux et les Russes cherchent un plan de compromis

Prenant acte de la victoire serbe en Bosnie, les Occidentaux et les Russes poursuivent ce week-end à Washington d'intenses consultations pour geler la situation militaire sur le terrain dans l'attente d'une hypothétique solution politique. Des conversations à trois devaient avoir lieu, samedi 22 mai, mettant autour de la même table le secrétaire d'Etat américain Warren Christopher, le ministre des affaires étrangères français, Alain Juppé, et son homologue britannique, Douglas Hurd. Si le ministre russe des affaires étrangères, Andreï Kozirev, en visite à l'ONU, devait décider de revenir à Washington durant le week-end, c'est même un mini-sommet, à quatre, sur la Bosnie qui pourrait se tenir dans la capitale fédérale.

WASHINGTON

de notre correspondant

Vendredi, M. Kozirev avait été reçu par le président Clinton avant de participer à un déjeuner de travail avec MM. Christopher et Hurd. Russes et Occidentaux

entendent tirer les leçons des victoires militaires remportées par les Serbes, victoires qui paraissent avoir porté un coup fatal au plan de paix dit Vance-Owen.

Dès lors que les milices serbes, toujours appuyées par la République de Serbie, ont assuré leur contrôle sur quelque 70 % du territoire de la Bosnie et des lors qu'Européens et Russes ne sont pas disposés à les faire reculer par la force, on voit mal, en effet, quelles peuvent être les chances d'application d'un plan qui suggère de profondes modifications sur le terrain.

Aux termes des propositions Vance-Owen, les forces serbes devraient, notamment, céder près de 40 % des territoires dont elles se sont emparées. Faute d'avoir su convaincre leurs alliés d'utiliser la force, les Etats-Unis se résoudraient à soutenir - en y participant de manière limitée - un effort politico-militaire destiné à « contenir » les Serbes et à « stabiliser » la situation sur le terrain de façon à protéger les populations civiles.

A en croire les indications données par la presse et partiellement confirmées par le porte-parole du département d'Etat, Richard Boucher, les conversations de Washington pourraient aboutir à une « déclaration » commune. Elle tournerait autour des propositions

russe et française et comprendrait les points suivants :

- Constitution de « zones de sécurité » pour mettre les populations civiles musulmanes à l'abri de nouvelles agressions serbes.
- Selon le Washington Post, les Etats-Unis auraient accepté de participer à la défense de ces « zones », soit en assurant une partie de la logistique avec des hélicoptères, soit, en cas de besoin, en intervenant avec leur aviation.

Déploiement d'observateurs le long de la frontière avec la Serbie (ce que Belgrade refuse). Il s'agit de s'assurer que le régime de Slobodan Milosevic tient sa promesse de suspendre toute aide militaire aux Serbes de Bosnie (ce qui, pour l'heure, est sérieusement mis en doute à Washington).

- Eventuel envoi de troupes américaines en République de Macédoine, pour dissuader les Serbes de toute extension du conflit.

Le moins que l'on puisse dire est que les Etats-Unis, s'ils s'apprennent à soutenir cet effort, ne sont guère enthousiastes. Ils traitent bruyamment les pieds. Après avoir reçu M. Kozirev, le président Clinton, l'air sombre, a, vendredi, publiquement fait état de ses doutes et de son scepticisme quant aux résultats que pourrait produire la mise en œuvre d'une telle politique. Dans

une déclaration à la presse, M. Clinton a promis que les Etats-Unis « allaient essayer de se mettre d'accord » avec leurs alliés européens et avec les Russes « sur ce qu'il convient de faire maintenant » (c'est-à-dire après le rejet du plan Vance-Owen par les milices serbes).

Puis, en présence même de son hôte, et, dans un langage fort peu diplomatique, le président a ajouté qu'il doutait à l'avance de l'efficacité des propositions aujourd'hui sur la table. « Les Etats-Unis sont sceptiques sur les possibilités de résoudre la crise de façon satisfaisante avec les propositions qui ont été faites » (par les Russes et les Européens), a-t-il dit, ajoutant : « Mais nous allons travailler avec nos alliés et faire de notre mieux pour arriver à une politique commune. » M. Clinton a insisté : « Peut-être pourrions-nous tirer quelque chose de bon de ces propositions mais je crois qu'il faut être très sceptique ».

« Application progressive »

Le président a réitéré toutes les réserves des Etats-Unis à l'égard des « zones de sécurité », ces points de défense de la population musulmane que les Français veulent établir, notamment autour de cinq villes. Selon M. Clinton, ces zones

risquent vite de se transformer en « champs de tir » (pour les Serbes) et, a-t-il dit, « nous ne voulons pas voir nos gens [les soldats américains] livrés à l'ennemi ». Les Etats-Unis doutent que le gel de la situation sur le terrain puisse favoriser un règlement politique ; ils craignent, au contraire, que cela ne « consacre » le statu quo militaire. Si l'administration est si « sceptique », pourquoi les Etats-Unis, a-t-on demandé au porte-parole du département d'Etat, se joignent-ils aux efforts des Européens et des Russes ? En substance, M. Boucher a répondu : il nous est difficile de ne pas nous joindre à des efforts qui auront au moins le mérite d'arrêter les combats et de soulager les populations civiles.

Comme on lui demandait si les Etats-Unis ne craignent pas ainsi le risque d'enterrer les conquêtes territoriales serbes, réalisées par la force et la terreur, M. Boucher a déclaré : « Nous n'acceptons pas le principe de l'acquisition de territoires par la force et nous ne reconnaissons pas les conquêtes serbes. » D'où la nécessité de maintenir, voire d'accroître, la politique de pressions continues sur la République de Serbie et sur les milices, a dit M. Boucher, afin de les inciter à une négociation qui pourra, peut-être, se faire à partir des principes développés dans le plan Vance-

Owen. Pour tenir compte de la victoire remportée par les Serbes, qui ont « décapé » une carte bien différente de celle envisagée par MM. Vance et Owen (dix provinces autonomes), les Russes proposent une « application progressive » du plan des deux médiateurs internationaux. Cette approche est jugée « parfaitement irréaliste » à Washington.

Elle n'en semble pas moins reprise par le secrétaire au Foreign Office, Douglas Hurd, qui, à l'issue de ses entretiens avec MM. Christopher et Kozirev, a observé que le règlement de la crise bosniaque devait se faire par étapes : « Notre préoccupation consiste d'abord à éviter que le conflit ne s'étende et à faire en sorte que les combats cessent », a-t-il dit.

Après avoir rencontré MM. Kozirev et Hurd, M. Juppé se disait plutôt confiant dans la possibilité de voir Américains, Russes et Européens définir une politique commune : « Sans faire preuve d'un optimisme déplacé sur un sujet aussi complexe, je crois que les propositions qui ont été faites par les uns et par les autres peuvent constituer un plan d'ensemble et faire, j'espère, l'objet d'un accord ».

ALAIN FRACHON

« Les deux rives sont serbes »



Suite de la première page

« Nos conquêtes sont suffisantes », avoue un colonel des forces serbes bosniaques qui a requis l'anonymat. Et l'officier de reconnaître que « la conjoncture internationale ne permet plus [aux Serbes] de conquérir de nouveaux territoires ». Ainsi les Serbes de Bosnie ont-ils fait savoir qu'ils avaient suspendu toute opération militaire et que la paix régnait désormais dans leur « République ». En ce jour anniversaire, c'est bien la victoire que célébrait la brigade de Zvornik, qui a fait défilier triomphalement ses chars à travers la ville.

De Bijeljina (nord-est) à Pale, la « capitale » de l'Etat serbe de Bosnie, qui prétend aujourd'hui à la reconnaissance internationale, la vie reprend petit à petit son cours normal. Après des mois d'austérité, les cafés commencent à rouvrir leurs portes et à dresser leur terrasse sur les trottoirs. Dans les régions éloignées du front, la police civile remplace progressivement les militaires aux points de contrôle.

Si on sent un certain relâchement dans les villes, l'armée serbe bosniaque reste toutefois sur la qui-vive et continue à contrôler chaque pouce de « son » territoire. Conscients d'avoir gagné la guerre, les dirigeants ont appelé récemment les observateurs de l'ONU à se déployer le long des lignes de démarcation pour, officiellement, « consolider la paix ».

« Légaliser » les conquêtes

En fait, les Serbes veulent geler la situation sur le terrain et « légaliser » leurs conquêtes par la présence d'une force internationale aux confins de leur « Etat ». Une force de paix qu'ils flattent lorsqu'elle sert leurs intérêts et qu'ils méprisent lorsqu'elle veut les priver de la victoire totale. Ainsi, Todor Dutina, le directeur de l'agence de presse des Serbes de Bosnie, n'hésite-t-il pas à dire devant la presse étrangère que les auteurs du plan de paix rejeté par

les Serbes, lord Owen et Cyrus Vance, sont « deux retraits incompréhensibles » et que le général Philippe Morillon, le patron des forces de l'ONU (FORPRONU) en Bosnie, qui s'est engagé personnellement pour sauver l'enclave musulmane de Srebrenica, n'est qu'« un petit général en fin de carrière qui se prend pour Moïse et veut sauver le monde ». Pour M. Dutina, « ces gens-là ont perdu le sens des réalités ; nous devons les ramener sur terre ».

La victoire dont les Serbes se félicitent n'a laissé qu'« cendres ». Dans l'est de la Bosnie, où les affrontements ont été d'une violence extrême, des centaines de villages ont été brûlés et des milliers de personnes ont été sauvagement tuées. Dans le triangle Zvornik-Skelani (sur la Drina)-Milici (sur la route de Sarajevo), il ne reste plus que la petite ville poussiéreuse de Bratunac, à la frontière avec la Serbie. Pendant les premiers mois de la guerre, ce sont des groupes incontrôlés de paramilitaires serbes qui ont sévi dans cette région montagneuse à majorité musulmane. Les musulmans qui ont survécu se sont pour la plupart réfugiés dans des enclaves qui tomberont, une à une, à la fin de l'hiver 1992. Avant cette date, les musulmans bosniaques ont, de leur côté, mené une guerre de guérilla et ont vaincu, dans des dizaines de villages serbes dans les environs de Srebrenica.

Le paysage apocalyptique qui résulte de cette guerre sert aujourd'hui aux Serbes à démontrer que la Bosnie-Herzégovine, en tant qu'Etat multinational, est « un cauchemar qu'il faut effacer à tout jamais de notre mémoire ». Et si tant de musulmans ont été chassés et tant de villages incendiés - dans l'ensemble de la Bosnie -, Todor Dutina explique qu'il fallait « établir l'équilibre entre les populations serbes et musulmanes, qui avait été rompu au détriment des Serbes en raison de l'explosion démographique musulmane après la deuxième guerre mondiale ». Si tant de massacres ont été dynamités, c'est « pour permettre aux populations converties pendant l'occupation ottomane de revenir à leur religion originelle ».

FLORENCE HARTMANN

HONGRIE : premières élections intersyndicales

Les anciens communistes remportent une victoire écrasante

Parmi les sept formations en lice, l'ancien syndicat communiste est arrivé largement en tête aux élections intersyndicales du vendredi 21 mai, marquées aussi par un taux de participation particulièrement élevé pour la Hongrie.

BUDAPEST

de notre correspondant

Ironie du calendrier : le jour même où la loi interdisant l'usage public de l'étoile rouge est entrée en vigueur en Hongrie, l'ancienne centrale communiste, rebaptisée Confédération des syndicats mégaris (MSOSZ), a remporté une victoire écrasante, vendredi 21 mai, aux premières élections intersyndicales démocratiques dans un ex-pays communiste.

Selon les premiers résultats basés sur 82 % des suffrages exprimés, la MSOSZ a recueilli la moitié de la moitié des voix (47 %) au cours de cette consultation destinée à élire des représentants aux caisses de la sécurité sociale et de la retraite, dont le déficit a doublé en trois ans, et qui seront gérées avec les organisations patronales.

Ce résultat constitue un camouflet pour le gouvernement conservateur, qui se voit infliger une sévère « sanction sociale ». C'est aussi un désaveu cinglant pour les nouveaux syndicats, dont les deux plus importants, la Ligue démocratique - le premier syndicat libre créé en Hongrie sous le régime communiste - et les Conseils ouvriers, n'ont recueilli chacun que 11 % des voix. Les autres formations en lice n'ont pas franchi la barre des 10 %.

La surprise, cependant, c'est le taux de participation de 38,7 %,

niveau particulièrement élevé pour la Hongrie où les électeurs boudent systématiquement les urnes depuis le changement de régime du printemps 1990. Les syndicats eux-mêmes ont été les premiers étonnés de ce score. Ils sont mal connus du grand public et les enjeux de ce scrutin sont demeurés extrêmement flous pour la population.

Sortie de l'ombre

Redoutant une percée de la MSOSZ, le gouvernement, appuyé par une partie de l'opposition, avait d'ailleurs tout fait pour que ce scrutin soit un échec : il a imposé une limite de 25 % de participation pour que la consultation soit valide, un seuil jamais atteint au cours des derniers scrutins partiels ; et un syndicat fantôme, soupçonné d'être un « sous-marin » du Parti chrétien-démocrate membre de la coalition au pouvoir, a été créé à la dernière minute pour disperser les voix.

A un an des prochaines législatives, le gouvernement, effrayé par le syndrome lituanien, voulait à tout prix éviter une légitimation par les urnes de l'ancien syndicat communiste, seule organisation importante de l'ancien régime ayant survécu à la transition. Mais ce calcul a échoué et le triomphe de la MSOSZ en est d'autant plus impressionnant. « Les nouveaux

syndicats ont eu un énorme handicap historique pendant cette campagne, souligne toutefois Csaba Ory, le président de la Ligue. La MSOSZ et les managers des usines d'ex-nomenklatura. Ils ont pu exercer une grande pression et un changement économique sur les salariés... Il est beaucoup plus difficile de créer de nouveaux syndicats que de préserver les structures existantes ».

Sans appel, la victoire de la MSOSZ traduit moins une volonté de retour à l'ordre ancien qu'une profonde inquiétude face au coût social des réformes - chômage (13 % de la population active) et baisse du niveau de vie moyen. Ce seraient les personnes âgées, particulièrement touchées, qui se seraient le plus mobilisées pour ces élections. Avant d'être idéologique, le choix en faveur de la MSOSZ est donc surtout tactique : les électeurs ont voté pour le syndicat le plus connu et le plus fort et donc le mieux placé pour faire pression sur le gouvernement. Mais cette victoire de la MSOSZ reste pain béni pour son allié politique, le Parti socialiste (ex-communiste). Après avoir été massivement rejetée aux premières élections libres de 1990, la gauche hongroise confirme maintenant sa lente sortie de l'ombre.

YVES-MICHEL RIOLS

ALLEMAGNE

Theo Waigel reste ministre des finances

La peur de l'extrême droite a provoqué un coup de barre à droite du premier parti de Bavière, l'Union chrétienne sociale (CSU), en prévision des élections régionales et fédérales de 1994. Après dix jours de manœuvres de couloir (le Monde du 19 mai), la révolution de palais déclenchée contre le chef de gouvernement bavarois, Max Streibl, s'est achevée, vendredi 21 mai, par la victoire des conservateurs du parti.

Le ministre de l'intérieur, Edmund Stoiber, doit être officiellement élu, le 28, par le Parlement bavarois ministre-président en remplacement de M. Streibl, prié de démissionner. La désignation de M. Stoiber à la tête du gouvernement bavarois est une défaite pour le ministre fédéral allemand des finances, Theo Waigel, et laisse présager à nouveau des rapports difficiles entre Bonn et Munich.

Président de la CSU, M. Waigel, qui continuera à représenter la Bavière dans le gouvernement de coalition du chancelier Kohl, incarne une ligne conservatrice,

mais plus libérale et surtout moins populiste que celle de son adversaire. S'il s'est vu officiellement reconnaître la prééminence au sein du parti, c'est M. Stoiber qui mènera la campagne pour les élections régionales, où la CSU risque de perdre sa majorité absolue. (Corresp.)

rixes et agressions. - La journée de l'Ascension, jeudi 20 mai, a été marquée en Allemagne par plusieurs bagarres entre Allemands et demandeurs d'asile et par des affrontements entre anarchistes et néonazis. Plus de cent dix personnes impliquées dans des agressions racistes et des rixes ont été arrêtées dans plusieurs villes de l'ex-RDA. Une bataille rangée entre un groupe d'Allemands et des demandeurs d'asile, à Fürstwalde, a fait trois blessés légers. A Francfort-sur-l'Oder, un demandeur d'asile marocain a grièvement blessé à la tête un Allemand. (AFP, Reuter.)

EN BREF

GRANDE-BRETAGNE : la reine mère a subi une intervention chirurgicale « mineure ». - La reine mère d'Angleterre, veuve du roi George VI, âgée de quatre-vingt-deux ans, a été hospitalisée et a subi, jeudi 20 mai en Ecosse où elle séjourne, une « opération mineure » pour un « léger resserrement de la gorge », selon un porte-parole de Buckingham Palace. (AFP, Reuter.)

HAUT-KARABAKH : les Arméniens invités à Genève - La Turquie a confirmé, vendredi 21 mai, qu'elle acceptait la participation de représentants arméniens du Haut-Karabakh aux consultations « à cinq » (Arménie, Azerbaïdjan, Turquie, Etats-Unis, Russie). Celles-ci se tiendraient ainsi à « 5 + 1 » à Genève du 6 au

10 juin, si le nouveau plan est accepté avant le 26 mai par Bakou, Erevan, mais aussi Stepanakert. (AFP.)

ITALIE : des membres du PSI veulent créer un nouveau mouvement de gauche. - Enzo Martina, secrétaire politique de Giorgio Benvenuto, le secrétaire démissionnaire du Parti socialiste italien (PSI), a annoncé, vendredi 21 mai, la naissance d'« une constituante réformatrice et socialiste regroupant ceux qui veulent construire quelque chose de nouveau à gauche ». Le nouveau rassemblement, qui pourrait déboucher sur une scission concrète au sein du PSI (le Monde du 22 mai), devrait se réunir le 29 mai à Rome. Le but de l'opération est d'« unir la gauche histo-

rique » et de dialoguer avec le mouvement Alliance démocratique, conduit par le vainqueur des référendums du 18 avril dernier, Mario Segni, pour tenter d'élaborer un programme commun. (AFP.)

UKRAINE : le Parlement prolonge la crise institutionnelle. - Le Parlement ukrainien a refusé, vendredi 21 mai, d'accorder des pouvoirs spéciaux au président Leonid Kravtchouk qui les avait demandés la veille (le Monde du 22 mai), lui donnant cependant le droit de prendre des décrets sur des questions économiques secondaires. Les députés s'apprêtent aussi à accepter la démission du premier ministre, Leonid Koutchma, mais ce dernier semble avoir stoppé leur élan en annon-

cant avoir reçu jeudi soir un télégramme de Russie réclamant le paiement en prix mondiaux de ses livraisons de gaz et de pétrole. (AFP, Reuter, UPI.)

L'Erythrée et Monaco demandent leur admission à l'ONU. - L'Erythrée et la principauté de Monaco ont officiellement demandé à être admis à l'Organisation des Nations unies. Les autorités de ces deux pays ont adressé des lettres de candidature au secrétaire général de l'ONU, M. Boutros-Ghali. Celui-ci les a transmises au Conseil de sécurité, qui les examinera avant de faire des recommandations à l'Assemblée générale. Avec l'Erythrée et Monaco, l'ONU compterait 183 Etats-membres. (AFP.)

EUROPE

LOIN DES CAPITALES

Le « marché russe » de Trabzon

TRABZON
(nord-est de la Turquie)

de notre envoyée spéciale

TRABZON renaît. Accrochée aux flancs escarpés des montagnes qui dominent la mer Noire, cette ville portuaire de 300 000 habitants, dans le nord-est de la Turquie, capitale de l'empire pontique grec du troisième au quinzième siècle, avait été privée de sa position géographique de centre régional durant soixante-dix ans de tension avec ses voisins communistes. Avec la chute de l'Union soviétique et l'arrivée en masse de « touristes » des Républiques nouvellement indépendantes, elle a retrouvé un dynamisme nouveau.

Le « marché russe » de Trabzon — des étalages disparates alignés sur plusieurs centaines de mètres — attire des clients de toute la Turquie venus à la recherche d'objets insolites, souvent d'une qualité exécrable, mais vendus à des prix imbattables. On y trouve tout ce qu'on peut trouver : des instruments chirurgicaux de l'Armée rouge, un moteur de hors-bord, un scaphandre, des coupons de tissu fleur, des colliers de perles et de corail, souvent faux, de la porcelaine ébréchée et des chaussures en plastique.

Parmi ce bric-à-brac invraisemblable, symbole d'un empire déchu, quelques trésors, comme cette soie naturelle d'Ouzbékistan vendue à 850 F le mètre. « C'est ma neuvième visite à Trabzon », explique Zuhra Kamalova, une institutrice de Tachkent, un sourire épanoui sur son visage rond aux yeux bridés. « Je reste trois ou quatre jours à chaque fois », ajoute-t-elle. Avec l'argent obtenu, elle achète, comme beaucoup de ses collègues, des tapis, des lustres en faux cristal — qui semblent très populaires dans les nouvelles Républiques — ou des sandales turques qu'elle revend ensuite dans son pays. Le bénéfice obtenu justifie quatre jours de voyage épuisant en camion ou bateau, avec parfois une étape en avion.

Pour encourager le club de football local, Trabzonspor, la municipalité lui a confié l'administration du marché et l'a autorisé à faire payer un droit d'entrée de 1,20 F aux acheteurs qui débambulent avec difficulté entre les rangs serrés des étalages. Les marchands, eux, ne paient rien, « ils sont nos hôtes en Turquie », explique M. Erdal Onsel, l'administrateur, qui emploie trente personnes pour l'aider dans sa tâche. Selon lui, 8 000 à 10 000 acheteurs en moyenne visitent le « marché russe » chaque jour, ce qui a permis au club de récolter plus de 3 millions de francs depuis l'ouverture officielle de sa partie couverte, en mai 1992.

La plupart des stands sont tenus par des femmes. Les Géorgiennes, habillées de vêtements usés et mal assortis et portant des foulards curieusement enroulés autour de leur tête, sont en majorité : elles viennent en voisines. Mais les Russes, les Ukrainiennes, les Azerbaïdjanaises, sont également présentes en nombre important. Certaines sont de simples paysannes, d'autres ont un niveau d'éducation plus élevé. M. Onsel cite le cas d'une gynécologue russe qui parvenait à déculper son salaire mensuel hospitalier en vendant des

crayons et du papier à Trabzon pendant quelques jours.

Le long des 200 kilomètres qui séparent Trabzon de la frontière turco-géorgienne à Sarp, la couleur tendre des roseaux jaunes, contraste avec les eaux sombres de la mer Noire et le ciel argenté. Surchargés de marchandises, des véhicules rouillés, de fabrication soviétique, avancent poussivement vers Trabzon.

À la frontière, des femmes traînent d'énormes sacs militaires, raffistolés à gros points, des cartons et des valises, avec lesquels elles espèrent, sinon faire fortune, du moins soulager temporairement les difficultés de leur vie quotidienne. Une fois la barrière franchie, ces bagages seront chargés sur le toit de minibus turcs qui attendent leur proie à proximité. Les « touristes » les plus riches économisent leur énergie en utilisant les autocars turcs luxueux qui font régulièrement le trajet Trabzon-Batoumi-Trabzon. En 1988, l'année de la réouverture du poste frontalier de Sarp, quelques dizaines de visiteurs seulement étaient arrivés en Turquie. En 1992, ils étaient près de 700 000. Et cela continue d'augmenter.

Des centaines de « Natachas »

Bien que pauvres, ces touristes dépensent en moyenne 250 à 300 dollars durant leur séjour. Cette arrivée massive d'argent a transformé la ville en un centre commercial prospère et animé. Les échoppes traditionnelles ont fait place à des boutiques qui vendent du cuir et les lustres en « cristal », omniprésents dans la ville. L'aéroport, qui ne recevait que quelques vols en provenance d'Istanbul ou



d'Ankara par semaine, dessert aujourd'hui, avec quarante vols par semaine, Bakou en Azerbaïdjan, Sotchi en Russie, Tbilissi en Géorgie, et Moscou. Des bateaux russes et ukrainiens font régulièrement la traversée de la mer Noire.

« Le tourisme est la locomotive du développement de la ville », explique M. Hakan Cihan, membre de la chambre du commerce. Agences de voyages, compagnies d'autocars et hôtels se sont multipliés rapidement depuis l'ouverture de la frontière. Des relations commerciales, basées sur le troc dans la plupart

des cas, se sont également développées entre des compagnies de Trabzon et celles des Républiques environnantes. À Sarp, des dizaines de camions chargés de bois et de charbon attendent à la douane.

Les Russes importent également de l'aluminium, du fer et des peaux brutes envoyées à Istanbul pour élever l'industrie du cuir. En échange, les Russes et les Géorgiens reçoivent des denrées alimentaires et des vêtements. « Vingt-cinq compagnies turques ont formé des joint ventures à Sotchi », explique M. Osman Yilmaz, lui-même directeur de l'une d'entre elles. « Pour l'instant, les Russes ne font que du commerce, mais des projets existent pour une coopération industrielle ».

Revers de la médaille de ce récent succès : la présence dans la ville de centaines de prostituées, surnommées les « Natachas », russes et ukrainiennes pour la plupart, que bon nombre d'habitants, très traditionalistes, ne voient pas d'un bon œil.

Trois Azerbaïdjanaises, très maquillées, portant des pantalons serrés et des talons aiguilles, qui font visiblement partie de cette catégorie de visiteuses, marchant dans un magasin de porcelaine. Un jeune vendeur, le visage fermé, les observe avec dédain. « Elles sont musulmanes mais elles ne connaissent pas l'islam après soixante-dix ans de communisme », explique-t-il. « Évidemment, elles sont bonnes pour nos affaires, mais nous ne les aimons pas. Qui a besoin de touristes comme celles-ci ? ». En fait, explique M. Selahaddin Akhaloglu, de la chambre de commerce, « leur nombre est en baisse et le problème a été largement exagéré par la presse turque ». Un de ses collègues ajoute, avec regret, « elles sont belles, tout de même, ces Russes, on les reconnaît à distance ».

Parmi ces Natachas figurent quelques professionnelles, comme l'atteste la présence de ce souteneur russe, une véritable caricature avec chaussures, costume et cravate blancs — mais une chemise noire — sans oublier le moustache fine sous le chapeau de gangster. Beaucoup d'entre elles font ce travail à titre temporaire. « Les Natachas sont souvent mariées, certaines sont des médecins, des ingénieurs ou des professeurs », explique M. Akhaloglu.

Dans la soirée, à l'heure où elles se mettent au travail, les étalages du « marché russe » se vident. Les marchands comptent et reçoivent leurs basses de billets. Un feu au milieu du marché consume les déchets d'une longue journée de travail. La fatigue se lit sur le visage de tous. Certaines femmes, prévoyantes, ont amené un lit de camp et s'endorment dans des draps blancs. D'autres, ignorant les derniers clients, déploient leur couverture et s'installent sur leur table à tréteaux, un sac rempli de marchandises leur servant d'oreiller, pour un repos bien mérité.

NICOLE POPE



AFRIQUE

ANGOLA : imputé à l'UNITA

L'échec des négociations d'Abidjan fait craindre une escalade militaire

Après quarante jours de discussions, les participants aux pourparlers de paix d'Abidjan se sont séparés, vendredi 21 mai, sans être parvenus à un accord. Cet échec, imputé à l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), risque de mener à une escalade de la guerre.

ABIDJAN

correspondance

« Je crains très fort une recrudescence des combats et, pour cela, la communauté internationale doit intensifier son aide dans le domaine humanitaire ». Les traits tirés après quarante jours de négociations difficiles, Margarete Anstee, la représentante des Nations unies en Angola, a mis un terme, vendredi, à Abidjan, aux pourparlers de paix entre le gouvernement angolais et l'UNITA. « C'est un désastre », reconnaît l'ambassadeur portugais, Antonio Monteiro, qui redoutait « une escalade de la guerre ».

Unaniment, les observateurs de la « troïka » — Américains, Russes et Portugais — ont désigné l'UNITA comme étant responsable de cet échec. Les pourparlers ont échoué sur l'épineuse question du retrait des troupes de Jonas Savimbi des villes qu'elles contrôlent, soit environ les deux tiers du pays. Ce retrait, exigé par les résolutions 804 et 811 du Conseil de sécurité, était également prévu par l'article 11 du projet de protocole d'accord d'Abidjan, rédigé par les observateurs de la « troïka » et accepté dans sa totalité par la délégation gouvernementale.

Jusqu'au dernier moment, les observateurs ont tenté de convaincre l'UNITA de signer le document, acceptant même de reformuler les termes de cet article 11. Reine perdue. « On ne peut pas signer un accord qui signifie notre disparition », a déclaré Jorge Valentim, le chef de la délégation de l'UNITA, qui réclamait une « démissionnisation

réciroque sous le contrôle d'au moins quinze mille « casques bleus ».

Tout au long des discussions, la délégation de l'UNITA a contesté la validité des résolutions des Nations unies. « De toute façon, nous n'étions pas là quand elles ont été votées. Nous n'avons pas eu la possibilité de donner notre point de vue », a affirmé M. Valentim. Cette proposition de l'UNITA à se considérer victime d'un « complot international » ourdi par le gouvernement angolais a particulièrement agacé l'observateur portugais. « On ne peut pas dire : « Nous avons raison et tous les autres ont tort ». Ce n'est pas possible », s'est exclamé M. Monteiro.

« Solution sur le champ de bataille »

Quant au gouvernement de Luanda, fort de la récente reconnaissance diplomatique américaine, il a multiplié les gestes de bonne volonté. « Nous ne pouvons pas accepter les positions de l'UNITA, qui sont contraires aux résolutions des Nations unies », a affirmé le numéro deux de la délégation gouvernementale, le général Higinio Carneiro, pour lequel « la communauté internationale doit condamner ceux qui sont responsables de l'échec d'Abidjan ».

Avant de se séparer, les « frères ennemis » angolais ont réaffirmé leur volonté de reprendre les pourparlers, du moins publiquement. « Nous voulons annoncer à la communauté internationale que nous allons reprendre les négociations bientôt », a proclamé le chef de la délégation de l'UNITA. « Notre désir est de traverser la paix, nous sommes toujours ouverts au dialogue », a réchéri le général Carneiro, au nom des dirigeants de Luanda. Plus prosaïquement et à l'abri des micros, un diplomate gouvernemental confiait, sous couvert de l'anonymat : « La solution est sur le champ de bataille ».

JEAN-KARIM FALL

AFRIQUE DU SUD

Les enseignants noirs ont renoncé à la grève nationale

Le système d'éducation sud-africain a été sauvé d'un chaos certain, vendredi 21 mai, les enseignants noirs ayant renoncé à la grève nationale dans laquelle ils envisageaient de s'engager à partir de lundi prochain (le Monde du 22 mai). Toutes les revendications du Syndicat démocratique des enseignants d'Afrique du Sud (SADTU), qui réclamait des augmentations, la cessation des suppressions de postes et l'organisation d'un forum sur l'éducation des Noirs, ont été satisfaites.

D'autre part, trois Blancs ont été officiellement inculpés, vendredi, du meurtre du secrétaire général du Parti communiste sud-africain (SACP), Chris Hani. Jamuz Walus, immigrant polonais, Clive Derby-Lewis, membre influent du Parti conservateur (extrême droite), et la femme Gaye ont été inculpés d'homicide volontaire avec préméditation ainsi que de possession illégale d'armes à feu. Leur procès doit avoir lieu le 23 juin. — (AFP, Reuters.)

TOGO

Plusieurs candidats à l'élection présidentielle

Plusieurs personnes ont officiellement fait acte de candidature à l'élection présidentielle, dont le premier tour est prévu le 20 juin, a annoncé samedi 22 mai le président de la Cour suprême, en se refusant à indiquer leur nombre et leur identité. Quelques heures avant la clôture des inscriptions, une délégation de commerçants et chefs d'entreprise européens vivant à Lomé, composée en majorité de Français, a invité le général Eyadéma à briser un nouveau mandat « pour sortir le pays de la déconfiture économique ». Lundi, la CEE avait estimé, dans un communiqué publié à Bruxelles, que « dans la situation actuelle, la tenue des élections ne permettrait pas au peuple togolais d'exercer un libre choix ». D'autre part, deux jeunes gens ont été blessés lors de deux nouveaux attentats à l'explosif commis à Lomé dans la nuit de jeudi à vendredi. — (AFP.)

CONGO

L'opposition conteste les résultats des législatives

Le deuxième tour des élections législatives anticipées au Congo aura lieu dimanche 6 juin, a indiqué un décret du président Pascal Lissouba, rendu public vendredi 21 mai, tandis que l'opposition contestait les résultats du premier tour qui placent la mouvance présidentielle en tête avec 62 sièges sur 125 (le Monde du 22 mai).

L'opposition a publié vendredi des résultats selon lesquels cette mouvance n'aurait obtenu que 50 sièges, et le vote devrait être repris dans douze circonscriptions, où des irrégularités auraient été signalées. Pour la deuxième fois en vingt-quatre heures, la radio congolaise n'a pas diffusé vendredi son journal du soir. Bien qu'aucune explication n'ait été fournie, les observateurs ont relevé que des militaires étaient déployés depuis jeudi soir autour des bâtiments de la radio et de la télévision officielles. — (AFP.)

SÉNÉGAL

Deux arrestations après l'assassinat de Babacar Seye

De source sûre, on a appris, vendredi 21 mai à Dakar, l'arrestation de deux anciens militaires sénégalais, interpellés mercredi à proximité de la frontière gambienne dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat, samedi à Dakar, du vice-président du Conseil constitutionnel, Babacar Seye. De son côté, le gouvernement a annoncé vendredi l'arrestation d'un Sénégalais, « membre important d'un groupe d'individus ».

L'un des deux anciens militaires, M. Amadou Clément Sène, appréhendé au moment où il s'apprêtait à passer en Gambie, a été interrogé à Dakar, au ministère de l'Intérieur, où il aurait reconnu sa participation à l'assassinat. Le rôle de la deuxième personne arrêtée peu après, également à proximité de la Gambie, M. Ibrahim Diakhate, n'a pas encore été établi. — (AFP.)

Mikhaïl Gorbatchev en tournée

Suite de la première page

M. Gorbatchev regrette que les dirigeants occidentaux, « voulant rendre service à Eltsine au lieu de rendre service à la Russie », se soient empressés de proclamer le triomphe du président au récent référendum, sans voir à quel point ce succès était relatif, fondé sur un tiers seulement de l'électorat, et 48 régions sur 88.

Le « Fonds Gorbatchev » a d'ailleurs publié une étude fouillée des résultats du référendum où figure une sentence assassine : « Toutes les victoires d'Eltsine, sans exception, ont été des défaites pour la Russie ». M. Gorbatchev passe en revue ces « victoires », à commencer par la proclamation de la « souveraineté » de la Russie qui a compromis « le processus naturel des réformes », en passant par son élection au poste de président du Soviet suprême, et sans oublier bien sûr la rencontre près de Minsk, où fut « constatée » la mort de l'URSS, en décembre 1991, et qui constituait sa « plus grande erreur stratégique » : au lieu de poursuivre l'objectif d'une « Union molle » (souple), dont rêvait — et rêve toujours — M. Gorbatchev, Boris Eltsine a pris le chemin qui a mené « à la décomposition du pays, dans tous les domaines ».

Quant à l'enjeu le plus immédiat des joutes moscovites actuelles, l'adoption d'une nouvelle Constitution, « ce n'est pas sérieux ». Aucun des deux projets, celui de M. Eltsine comme celui du Parlement, n'est acceptable, et « pourquoi une telle hâte ? ». Certes, la Fédération de Russie a besoin d'un régime présidentiel, mais pourquoi forcer

l'adoption, par des méthodes non démocratiques, « d'une Constitution élitiste », comme il y en eut « une Constitution stalinienne, puis brejnévienne ». Pourquoi ne pas se contenter « d'une loi sur l'élection des organes dirigeants, Parlement et président », après quoi on procéderait à cette double élection ?

« C'est pire qu'avant »

Mais ce qui indignait le plus haut point l'ex-président, ce sont les privilèges que s'attribue désormais l'équipe au pouvoir : « C'est pire qu'avant. Même sous Brejnev, on renvoyait les gens pour les comportements auxquels on assiste aujourd'hui. » « Je me demande si cela a jamais atteint un tel degré dans l'histoire de la Russie. » Eltsine a fait campagne sur le thème des privilèges, en disant qu'il fallait tout rendre au peuple : c'était de la démagogie, et une tromperie. M. Gorbatchev a déjà évoqué publiquement les opulentes datchas privées construites par les soins de la mairie de Moscou pour, entre autres, les membres de l'exécutif municipal, ce qui lui a valu une menace de procès en diffamation et de futures contre-attaques de la presse populaire élitiste. Mais il n'est pas prêt à en dénoncer : « ce cynisme me dégoûte », « ces gens n'ont plus aucun frein moral ». Qu'on lui rappelle que lui-même vivait sur un très grand pied et n'était pas le dernier à se faire édifier de somptueuses résidences, y compris celle de Foros, ne le trouble en rien : « C'était fait dans un cadre légal, d'Etat, alors que maintenant on s'offre des propriétés

à titre privé. » Sans parler de la corruption pure et simple, dont viennent se plaindre devant lui une succession d'hommes d'affaires occidentaux, et qui elle aussi est sans précédent.

À le voir si choqué par ce déferlement d'argent, on ne peut s'empêcher de lui rapporter la réflexion d'un ancien premier ministre français : « S'il ne doit rester qu'un seul communiste en Russie, ce sera Gorbatchev. » Mais il en paraît surpris, presque peiné : « Je suis attaché aux valeurs socialistes, mais je suis un démocrate, et d'ailleurs un démocrate radical, attaché aux libertés ». ... N'a-t-il pas pourtant longtemps rêvé d'un communisme qui fonctionne bien ? « Certainement, mais je pense tout de même que le modèle communiste est utopique. » Quand donc a-t-il fait cette découverte, encore au pouvoir, ou seulement après ? « Je ne vous parlerai pas de cette arithmétique, c'est un processus progressif. » Autre question quasi obligée : n'est-il pas amer de constater que son public, désormais, est à l'Ouest, et non plus dans son pays ? Non, et d'abord parce qu'il l'en croit ce n'est pas vrai : « Quand je suis allé à Nijni-Novgorod, toute la presse s'est rassemblée pour observer comment on allait lancer des tomates à Gorbatchev. Et le résultat fut tout le contraire. La Litsiatourna Gazeeta a tiré sur la visite nationale de Gorbatchev ». Et d'ailleurs, « si Gorbatchev était à ce point discrédité, pourquoi lui refusait-on de passer à la télévision ? »

Qu'on ne lui demande donc pas s'il compte revenir à la politique active : « Alors vous aussi vous croyez que ce que je fais, ce n'est pas de la politique ? Il faut insister, lui demander s'il songe plus précisément à se représenter à des élections, locales ou présidentielles : « Je ferai mon choix. Pour l'instant, je n'ai pas de tels plans. Les démocrates qui ont commencé ce processus et se sont retrouvés

par-dessus bord ne peuvent revenir que si l'opinion publique le demande ».

Sage réalisme, mais qui n'a pas tout à fait terrassé l'espoir. Quand on a été, ou qu'on s'est cru le moteur de l'histoire, on ne s'arrête pas si facilement. « L'ère Gorbatchev ne fait que commencer », il l'a dit à plusieurs reprises depuis son départ du Kremlin, et, oui, « c'était dit tout à fait sérieusement » : « Ce que Gorbatchev a initié, la réforme de la société et des relations internationales, dans le cadre de la nouvelle pensée, cela ne fait que commencer, nous allons vers une nouvelle civilisation qui ne sera pas le choix entre le socialisme et le capitalisme, mais la synthèse de notre expérience. » Les télespectateurs français, les étudiants de l'ENA et d'HEC, les chefs d'entreprise conviés au restaurant Taillevent et beaucoup d'autres entendront la suite, puisque c'est avec la France, « que ce soit au niveau du président ou de la Sorbonne », qu'il entretient « le meilleur dialogue ».

JAN KRAUZE

M. Eltsine précise la composition de la « conférence constitutionnelle » — Le président Eltsine a signé, vendredi 21 mai, un décret qui précise la composition de la « conférence constitutionnelle » convoquée pour le 5 juin, mais qui ne dit toujours pas qui adoptera la nouvelle Constitution — le Parlement, le peuple ou cette conférence. Les partis politiques et « organisations sociales » (industriels, syndicats, Eglises, Académie des sciences, etc.) peuvent y inscrire leurs représentants, avant le 25 mai, jusqu'à concurrence de 250 personnes. Le président et le gouvernement ont 50 représentants, les 88 « sujets de la Fédération » en ont chacun deux, le nombre total étant supérieur à 500. — (AFP.)

POLITIQUE

Le député du coin

Comment un nouvel élu découvre, à son tour, les servitudes du métier et le travail d'«assistante sociale» que les électeurs attendent de lui

SAINT-DIZIER

de notre envoyée spéciale

A trente-quatre ans, François Cornut-Gentille, député (RPR) de Haute-Marne, mène son train à une allure infernale. Silencieux, les routes, multipliant les dénivelés et les rendez-vous, il tient aussi ses permanences avec un zèle souvent oublié de ses aînés.

En attendant d'aménager dans une maison familiale à Echaron, petit village à quelques kilomètres de là, le nouvel élu de la seconde circonscription, récemment arrivé de Paris, campe dans sa permanence. Une simple carte de visite, sur la porte extérieure, l'indique dans la grande rue de Saint-Dizier. Un ancien appartement au papier peint défraîchi, un bureau, genre pupitre d'instituteur des années 70, et quelques chaises de cuisine en formica blanc : l'élu a fait sobre. Au fond du quatre pièces-cuisine, il y a une chambre avec, pour tout mobilier, un lit et quelques porte-manteaux où pendent des chemises. Son bureau est aussi très démodé : seules quelques affiches de Philippe Séguin et un portrait de Charles de Gaulle le distinguent des autres pièces. Ce décor chic et étonne plus d'un visiteur, comme ces syndicalistes de Force ouvrière, qui semblent presque gênés de se retrouver dans un lieu si semblable à tant de locaux syndicaux.

Le fringant député n'en a que faire. Il a des «tâches plus urgentes». Depuis le 28 mars, la permanence ne désemplit pas. Soucieux de ménager son électeur, M. Cornut-Gentille reçoit à tour de bras. Chacune avec sa cause à plaider, les électeurs de droite défilent dans le bureau, convaincus que leur heure a enfin sonné. Rivaux de la Nationale 4, soucieux de leur sécurité, ils réclament que les dégradations que font les jeunes du Vert-Bois, un quartier déshérité, séparé du reste de la ville par la route, ils réclament un grillage, afin de protéger

les maisons riveraines. La directrice des Maisons familiales rurales, établissement d'enseignement agricole privé, vient se plaindre de l'absence d'aide de la région. M. Cornut-Gentille promet d'«en parler à Jean Kallenbach», le président du conseil régional Champagne-Ardenne, ajoutant : «Maintenant qu'il n'a plus besoin des socialistes pour gouverner, il pourra peut-être faire un effort...»

Impuissance devant le chômage

Avec un nouvel élu sur la scène politique locale, certains ressassent leurs vieilles revendications, espérant, cette fois, convaincre du bien-fondé de leur demande. Les lobbies, locaux ou nationaux, défilent aussi depuis un mois. Après le syndicat des dentistes, les sous-officiers et les agriculteurs, suivent des représentants de la Chambre syndicale des débitants de tabac. Les deux tenants de bar-tabac viennent remettre au député un «livre blanc» sur leur profession, pour le sensibiliser sur leur situation. «La loi Evry nous a fait beaucoup de mal», explique l'un d'eux. Alors, quand vous examinerez à nouveau la loi, pensez à notre milieu rural !» Beau joueur, François Cornut-Gentille les tranquillise en leur montrant sa boîte de cigareilles. «On fume beaucoup, à l'Assemblée nationale, et les non-fumeurs sont très mal vus. Vos problèmes me tiennent à cœur.» Très rodés dans l'art du lobbying, ces professionnels avaient écrit dès avant le second tour pour rencontrer le député et faire relayer leurs dossiers. Les prochains sur la liste seront le bâtiment et les travaux publics.

Le jeune député doit également savoir répondre à toutes sortes de requêtes personnelles. Interventions en faveur d'un suris-mili-

taire ou d'une affectation dans la caserne locale, demande de logement en HLM, d'une lettre de recommandation pour une mutation professionnelle ou d'un simple coup de pouce pour une place en crèche, les démarches personnelles des Bragards (1) sont légion. Ce lundi, un inspecteur de police sollicite un appui pour une mutation au commissariat de Saint-Dizier, las des aller et retour qu'il effectue tous les jours pour se rendre à Châlons-sur-Marne. Préoccupé par les effectifs de la commune, le député promet de s'en occuper.

Le parlementaire sait, pourtant, qu'il ne peut se contenter de gérer son capital électoral. Il doit aussi se frotter à une réalité économique et sociale plus que difficile, et monnaie de change pour le député bien démuné devant les manifestations les plus criantes de cette situation. Deux chômeurs, par exemple, viennent lui déclarer de l'aide. Le premier a travaillé dix-sept ans comme sapeur-pompier professionnel, avant d'être révoqué après un congé de maladie jugé trop long. Père de six enfants, surendetté - son téléphone vient d'être coupé -, l'homme n'en peut plus de demander à ne rien faire. «Je n'ai pas l'habitude de rester les deux pieds dans le même sabot», souffle-t-il. Il montre son «CV», en attendant de croiser le regard de son interlocuteur.

Son compagnon d'infortune, pompier comme lui, mais volontaire, ancien chauffeur de poids lourd, se retrouve en préretraite à cinquante-trois ans. Venant de perdre sa maison faute de pouvoir rembourser son prêt, il doit tous les jours 2 000 francs de traites par mois. Or, avec ses quatre enfants à charge, il ne peut plus s'acquitter de cette somme. Son dossier de surendettement passe au tribunal à la mi-juin : il vient chercher un appui pour obtenir un étalement de sa dette. Compatisissant, M. Cornut-Gentille écoute en se rogeant les ongles, avant d'expli-

ser quand les deux hommes sont sortis : «Qu'est-ce que vous voulez faire ? On ne sait pas par quel bout prendre le dossier !» s'exclame-t-il. Il s'indigne : «Les banques les traitent comme des moins que rien. Ce sont des bandits.» L'élu a essayé d'agir à la marge, en aidant ses visiteurs à refaire leur lettre de candidature et en leur donnant des contacts. «On joue les assistantes sociales», constate, après bien d'autres, le député. Je ne le dis pas avec mépris, mais ce n'est pas leur rôle.

Dans cette région où les fondrières ont longtemps été les seules pourvoyeuses d'emplois, la crise de la métallurgie a frappé lourdement. Avec son taux de chômage de 10 %, le département peut faire illusion. Pourtant, la Haute-Marne a perdu 6 500 habitants entre les deux derniers recensements, un chiffre qui correspond au nombre de cotisants aux ASSÉDIC disparus dans la même période. Les demandeurs d'emploi, les d'attendre, vont chercher ailleurs, et le dépeuplement progresse de manière inquiétante. Cette région, soigneusement évitée par les infrastructures (point d'autoroute, ni de TGV), n'attire plus, depuis longtemps, les entreprises. Celles qui restent «dégraissent» par vagues successives. La seule gloire industrielle bragarde, ce sont les glaces Mikko.

Préparer les municipales

Pourtant, le jeune député ne désespère pas. Convaincu qu'on ne sortira pas de la crise de si tôt, il cherche des solutions, même partielles, et rencontre tous les partenaires possibles. Après un petit déjeuner avec des chefs d'entreprise, il déjeune en compagnie du directeur de l'ANPE locale et le responsable d'une association intermédiaire d'intérêt social, Tremplin.

52. «Je ne fais pas le même métier qu'un député de Paris, comme Laurent Dominati ! Ici, on ne peut pas être libéral, vu les problèmes de chômage, aime-t-il à répéter. Il va falloir créer des tas d'emplois de solidarité.»

Antilibéral, François Cornut-Gentille adhère au RPR en 1987. Il a des antécédents, puisque son oncle n'est autre que Bernard Cornut-Gentille, ancien maire de Cannes, ministre de Poutre-mer dans le cabinet de Charles de Gaulle en 1958. «Ce qui m'a plu, au RPR, c'est qu'il y a des gens très à droite, comme Pasqua, et d'autres plus socialistes que les socialistes, comme Alain Carignon ou Michel Hanraux», dit-il. Se défendant avec vigueur d'être de droite - «Je déteste ce mot» -, cet administrateur de Buffon et de Napoléon III s'affiche simplement gaulliste. «C'est la seule idée adaptée à cette époque de gestation d'un monde nouveau, assure-t-il, et capable de dépasser les lobbies.» Il ajoute : «La droite institutionnelle ne sort pas les trous de nez !»

Sa fibre sociale va l'amener à se reconnaître dans le discours de Philippe Séguin, même si, soucieux de préserver son avenir politique, il insiste pour qu'on ne le catalogue pas comme un partisan du maire d'Épinal. Deux ans après son adhésion, il devient secrétaire départemental et il est élu au conseil municipal de Saint-Dizier, où il siège dans la minorité. Désireux de pousser plus loin sa chance, il convainc son parti de provoquer une «primaire» avec Simone Martin (UDF-PR), député européen, mais il a des concurrents : le président de la chambre de commerce et le fils du sénateur, Jacques Delong (RPR), figure locale, député avant 1981. Il gagne la bataille interne et devance Simone Martin de cinq cent trente-neuf voix au premier tour, avant de l'emporter sur elle, avec 64 %, le soir du second, le député sortant socialiste ayant été éliminé. Faisant peser sur la ter-

rain, François Cornut-Gentille a tenu un discours social qui a séduit. «Dans cette situation de désarroi, les gens ont besoin de voir leur député sur le terrain, assure-t-il. Il faut être là pour leur montrer ce qu'on peut faire, leur expliquer le travail d'un député.»

François Cornut-Gentille prend son mandat à cœur, mais n'en reste pas moins prévoyant. Consulté à l'Institut de sondage Louis-Harris, après sept ans passés à la SOFRES, il tient à garder son activité professionnelle. «On ne peut pas négliger le risque d'un échec électoral, explique-t-il, et je ne veux pas devenir un apparatchik, dépendant du parti.» Le jeune élu est pourtant convaincu de son avenir en Haute-Marne. S'il tient à laisser sa place, pour les élections cantonales, à Simone Martin, malgré les pressions de ses amis - «Je ne suis pas sectaire», souligne-t-il -, c'est pour mieux rebondir aux municipales. Il a deux ans pour «bétonner» son «terrain».

SYLVIA ZAPPI

(1) On appelle ainsi les habitants de Saint-Dizier. Le terme vient de «braves gens», expression employée par François Cornut-Gentille pour encourager les combattants lors du siège de la ville par Charles Quint en 1524.

10 RECTIFICATIF. - Contrairement à ce que nous avons indiqué par erreur dans le Monde du 18 mai, à propos de la condamnation, en appel, pour «provocation à la haine raciale», du quotidien *Présent*, Jean-François Chabasse n'était pas l'avocat du MRAP, mais celui de la LICRA. Les deux associations antiracistes avaient déposé plainte contre le journal d'extrême droite après la publication, en août 1989, d'un entretien avec Jean-Marie Le Pen, dans lequel le président du Front national parlait des «prédateurs arabes». *Présent* s'est pourvu en cassation.

ANDRÉ LAURENS

COMMUNICATION

M. Carignon ne veut pas de publicité pour la distribution sur les chaînes locales

Invité du conseil national des collectivités territoriales pour l'audiovisuel, le ministre de la communication, Alain Carignon, s'est prononcé mercredi 19 mai à Paris contre l'ouverture de la télévision à la publicité locale, car, a-t-il affirmé, «la situation actuelle (...) ne le permet pas». M. Carignon a annoncé qu'il réfléchirait à une nouvelle réglementation des «décochages» locaux, une politique que M6 voudrait développer et qui consiste à diffuser des émissions spécifiques dans certaines villes ou régions. Pour autant le ministre de la communication a affirmé qu'il n'était pas question de «mettre en difficulté la presse régionale», qui ne vit, selon lui, que grâce à la publicité qu'elle obtient du secteur de la distribution. Les chaînes locales n'auront donc pas le droit de diffuser des messages publicitaires, venant de ce secteur.

Ces chaînes ont pourtant du mal à vivre, y compris les mieux implantées, comme le montre l'exemple de Télé-Lyon-Métropole et de 8 Mont-Blanc.

TLM (Lyon) et 8 Mont-Blanc réforment leurs grilles

LYON

de notre bureau régional

Tout à tour, les deux chaînes de télévision locales établies dans la région Rhône-Alpes, c'est-à-dire Télé-Lyon-Métropole (TLM) et 8 Mont-Blanc, celle-ci émettant dans les deux départements de Savoie, viennent d'annoncer la modification de leurs grilles de programmes, afin d'offrir un contenu d'une plus grande «proximité». Une architecture commune des émissions prévoit maintenant six interruptions par jour dans la diffusion de la chaîne musicale MCM, pour laisser une place accrue à des feuilletons américains, à des documentaires et des informations locales rediffusées à trois reprises, dans la soirée.

Les deux entreprises, qui ont comme actionnaire commun la société Lucie SA, animée par André Campana, ont connoté à des difficultés économiques, en raison de la baisse générale des dépenses publicitaires.

Malgré tout, M. Campana a assuré, lundi 17 mai, que TLM «s'approchera» de l'équilibre d'exploitation en 1993, en visant 20 millions de francs de recettes en année pleine, avec un effectif salarié

d'une vingtaine de personnes, non compris la régie publicitaire (sept salariés). L'entreprise est en train de «boucler» une nouvelle augmentation de capital pour apurer ses pertes. Elle recueille cinq millions de francs, souscrit par la plupart des anciens actionnaires (Générale des eaux, Le Progrès, Lucie SA).

De son côté, 8 Mont-Blanc (15 salariés) a essayé une perte exceptionnelle de 12 millions de francs, en 1992, ayant sous-estimé le coût de la restructuration du site du département de la Savoie.

«Il faudra encore deux à trois ans pour que l'on arrive à maturité», déclare M. Campana. Une quinzaine de cadres de 8 Mont-Blanc ont dû changer de poste, en un an, afin de faire face à un développement du «réseau» aux Antilles, qui fut riche d'enseignements. Lucie SA souhaite que l'on évolue aussi, en France métropolitaine, vers une autorisation de la publicité de la distribution sur les télévisions locales. L'entreprise recherche également un abaissement des coûts de diffusion, avec les concours des collectivités locales.

GÉRARD BUÉTAS

LIVRES POLITIQUES

REFAIRE LA RÉPUBLIQUE
André Tardieu, une dérive réactionnaire
de François Monnet.
Payard, 638 pages, 190 F.

LÉON DAUDET,
UN GÉANT DE PAPIER
de Michel Bassi.
Editions du Rocher,
207 pages, 129 F.

Comme les œuvres romanesques, les études biographiques les plus intéressantes sont celles qui nous en apprennent plus sur nous-mêmes, la société, le monde, les interrogations permanentes qui nous sont posées, que sur leurs héros fictifs ou authentiques. De ce point de vue, François Monnet a été bien inspiré de faire revivre André Tardieu, personnalité marquante et méconnue de la Troisième République. D'autant mieux inspiré que l'ampleur et la précision de sa recherche universitaire sont ici au service d'une approche nuancée, sans cesser d'être démonstrative. L'auteur entend, en effet, illustrer «la concordance entre l'impasse d'une carrière individuelle et la crise générale de la culture libérale en France dans les années 30».

André Tardieu avait tout pour réussir et il a tout réussi, sauf ce qui lui tenait le plus à cœur, ou, s'agissant d'un homme mû plus par la certitude de ses analyses que par la pulsion des sentiments, ce qui lui paraissait essentiel. Grand bourgeois parisien, doué d'une intelligence supérieure et d'une grande capacité de travail, il s'est d'abord affirmé comme «un professionnel du triomphe scolaire», avant de se faire remarquer comme serviteur de l'État et commentateur avisé de la politique étrangère dans le journal *Le Temps*. Élu député de Versailles en 1914, agent de liaison du général Foch pendant la guerre, volontaire pour un commandement en première ligne, puis affecté à la coopération franco-américaine à Washington, ce collaborateur de Georges Clemenceau, pur produit du centre droit, libéral ouvert au modernisme, semblait avoir une carrière toute tracée. Paul Reynaud le considé-

De la Troisième à la Cinquième

rait comme «l'homme le plus éminent de sa génération» et Léon Daudet l'appela «le mirabolant».

Rédu en 1919, il devient ministre des régions libérées dans le dernier gouvernement Clemenceau. S'il est battu en 1924, lorsque triomphe le Cartel des gauches, il retrouve un siège en 1926, à la faveur d'une élection partielle dans le Territoire de Belfort, et un portefeuille, celui du ministère des travaux publics, dans le gouvernement d'union nationale de Raymond Poincaré. En 1928, il devient ministre de l'Intérieur et, de 1929 à 1932, chef du gouvernement, titre qui lui convient mieux que celui, en vigueur à l'époque, de président du conseil.

Nul doute qu'André Tardieu ait été l'un des hommes politiques les plus brillants de son temps, ce dont il avait une conscience aiguë. Plus intéressant est d'apprécier, avec François Monnet, ce qu'il a fait de ses dons. Il aurait pu se contenter d'être «un praticien émérite du régime», mais, comme celui-ci ne lui semblait plus convenir aux besoins de l'époque, il a tenté de le changer, en même temps qu'il prétendait mettre en œuvre la modernisation des moyens de production du pays et de la législation sociale. Sa pression en vue d'insérer une démocratie forte, où l'exécutif aurait la primauté sur le législatif et une stabilité mieux garantie, où l'État serait capable d'intégrer les forces nouvelles de la société en s'imposant comme l'arbitre des divers intérêts collectifs, se heurtait à de nombreuses oppositions et suspensions. Outre son isolement relatif, son aversion pour la gauche communiste et socialiste excluait un mouvement social naissant, comme la suite allait le prouver, tandis que sa volonté de réforme mettait directement en cause la pratique républicaine des radicaux-socialistes, parti alors incontournable, sans satisfaire les anti-républicains. Enfin, sa propension à personnaliser le pouvoir, à privi-

gier la démocratie directe (par le référendum), à s'adresser directement au peuple par l'intermédiaire tout neuf de la TSF et du cinéma, pour banale ou moderne qu'elle paraît aujourd'hui, le faisait soupçonner de «césarisme», sinon plus, dans un environnement européen marqué par le fascisme.

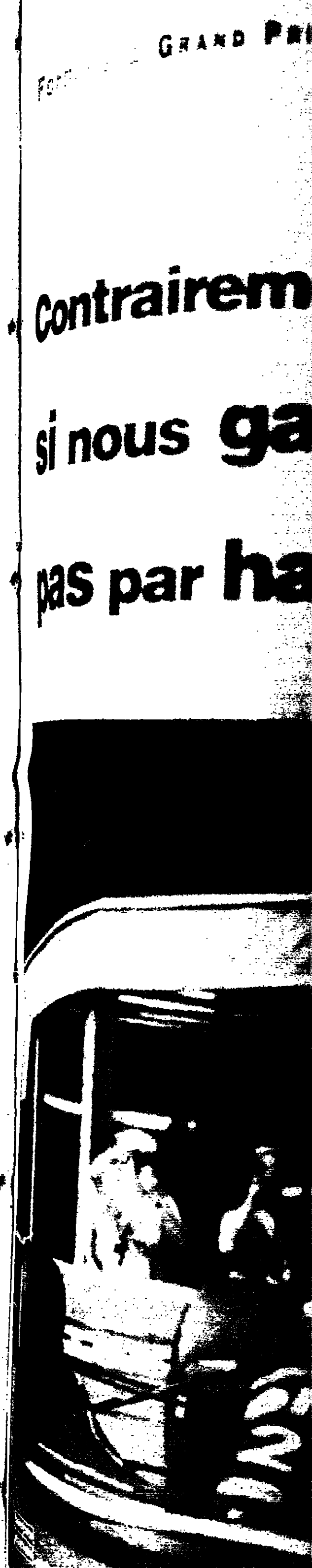
Faute d'avoir su mobiliser les forces susceptibles de soutenir ses idées de réforme institutionnelle, il fut écarté et s'exila de Paris et du régime pour s'enfermer, à travers ses livres et ses articles dans la presse de droite, dans un rôle de procureur amer et de plus en plus réactionnaire. On ne sait ce qu'il aurait fait cet esprit original, profondément national et patriote, républicain en butte au parlementarisme dominant de son époque, précoce sensible à la menace du nazisme (en tout cas à celle de l'Allemagne), hostile aux accords de Munich, après la défaite, sous Vichy, car le malade jusqu'à sa mort en 1945. Mais on peut, avec François Monnet, estimer qu'André Tardieu pratiquait la Cinquième République avant l'heure.

L'auteur estime qu'il empruntait à plusieurs traditions de la droite, dont il est possible de personnaliser les filiations actuelles : un peu de libéralisme ordinaire, d'avant-garde au bonapartisme (la volonté économique du gaullisme en moins), avec une dérive vers le nationalisme d'exclusion. C'est avec Michel Debré, pourfendeur du régime d'Assemblée de la Quatrième République et l'un des principaux auteurs de la Constitution de la Cinquième que François Monnet lui trouve le plus de convergence historique. Et il lui fait gré d'avoir «au temps de la déraison fasciste» continué de défendre sa «vérité» en s'adressant à la raison de ses concitoyens. La modernité agressive, rejetée et algée d'André Tardieu méritait d'être reconnue, ne serait-ce que pour montrer la per-

manence d'un des problèmes majeurs de la démocratie qui est de concilier l'autorité des gouvernants et la représentativité des gouvernés.

Dans le genre polémique, fort à l'honneur sous la Troisième, Léon Daudet se distingue par la verve et la méchanceté, mais, par rapport à André Tardieu, avec plus de passion que de raison. Chez Daudet, c'est le talent des mots et des formules, la cruauté des traits, la vigueur de la vindicte et le don du journalisme qui ont séduit Michel Bassi, lequel possède quelque expérience de la profession et des médias. Il retrace l'itinéraire de son illustre confrère de l'*Action française* en faisant la part de ce qu'il admire, c'est-à-dire le tempérament, le style, l'acuité du regard et la capacité de réaction, et de ce qu'il ne partage pas dans l'engagement royaliste et les ressentiments extrêmes de son modèle, bien qu'il ait le souci de les replacer dans leur époque et de leur chercher, si c'est possible, des circonstances atténuantes. Le patriotisme excuserait-il l'antisémitisme ?

En retour de sa propre agressivité, Daudet a reçu son comptant d'insultes, le pire jugement porté sur lui étant sans doute celui de son ami et maître Charles Maurras qui disait à son sujet : «Je doute qu'il ait jamais rien compris profondément. Il est ivre de mots, et aussi de quelques images.» C'est cette folie de mots, fût-elle au service d'idées folles, que Michel Bassi regrette de ne pas retrouver dans «le temps du journalisme mou» que nous connaissons et «les commentaires d'eau tiède» qu'il déverse. Ce n'est pas que pure nostalgie. La joute politique ne se porte pas plus mal d'avoir rompu avec les excès qu'elle a connus et la presse n'a pas à rougir d'avoir substitué aux procès d'intention l'exigence de la transparence (dès l'affaire Dreyfus, ne l'oublions pas !). Cela ne saurait, cependant, justifier l'affaissement actuel du débat et l'ennui qui saisis, au risque de les décourager, les consommateurs médiatiques.



Formule 1 GRAND PRIX DE MONACO

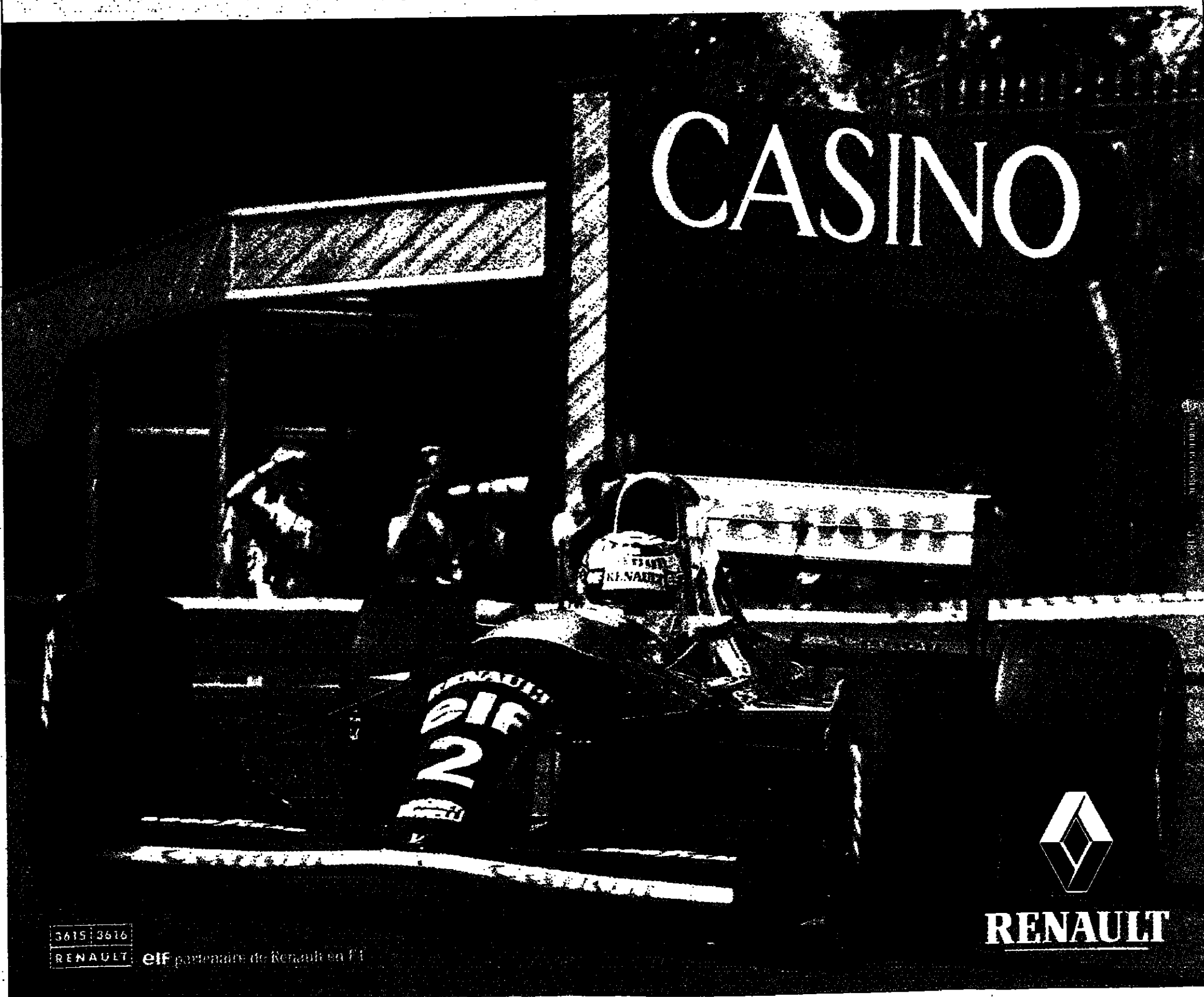
**Contrairement aux apparences,
si nous gagnons ce ne sera
pas par hasard.**

SYLVIA ZAPP

RECTIFICATION. - Contraint à ce que nous avons indiqué, le procès dans le *Monde* et non à propos de la condamnation en appel, pour « provocation à la haine raciale », du quinquagénaire, Jean-François Chabreau, condamné par l'assaut du MRAP, les journaux du LICRA. Les deux associations, antiracistes avant tout, ont plaidé contre le journal « extrême droite » après la publication, en mai 1989, d'un entretien avec Jean-Marie Le Pen, député et président du Front national, dans lequel des « prédateurs de la haine raciale » s'est poins et

ANDRÉ LAURENS

... d'un des problèmes
majeurs de la démocratie qui est
le concilier l'autorité des gouver-
nements et la représentativité des
populations.

[illegible][illegible]

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

Depuis l'apparition de la pandémie de sida

L'Organisation mondiale de la santé recense quatorze millions de séropositifs dans le monde

Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), qui présentait, vendredi 21 mai à Genève, son dernier rapport sur la prévalence de l'infection par le virus du sida dans le monde, quatorze millions de personnes ont été contaminées depuis le début de l'épidémie, et en l'an 2000 le nombre cumulé de sujets infectés devrait atteindre 30 à 40 millions de personnes.

Quelques quatorze millions de personnes ont été infectées par le virus du sida depuis l'apparition de la maladie, indique le rapport de l'Organisation mondiale de la santé rendu public vendredi 21 mai. En l'an 2000, le nombre cumulé de sujets infectés par le virus de l'immunodéficience humaine (VIH) devrait atteindre 30 à 40 millions de personnes dans le monde, prévoit l'Organisation.

Le continent africain reste le plus touché, avec environ huit millions de personnes infectées en Afrique subsaharienne. Dans certaines villes d'Afrique centrale et orientale, un adulte sur trois est contaminé, et l'épidémie progresse dangereusement dans les campagnes vers le sud et vers l'ouest. Au Nigeria, où résident 20 % de la population de l'Afrique subsaharienne, le taux de séroprevalence atteint 15 % à 20 % dans certains groupes de prostituées.

Le nombre de cas de sida déclarés augmente également : en Afrique noire, 1,75 million d'adultes et d'enfants sont atteints par le sida, soit les deux tiers des cas déclarés dans le monde. Le nombre cumulé des cas de sida en Afrique devrait dépasser les cinq millions d'ici à la fin du siècle.

L'Asie va dépasser l'Afrique

« Il faut s'attendre à ce que l'Asie dépasse bientôt l'Afrique pour ce qui est des nouvelles infections », a déclaré le docteur Michael Merson, directeur du programme mondial OMS de lutte contre le sida. En Asie du Sud et du Sud-Est, en effet, près de 1,5 million d'adultes sont contaminés, l'Inde et la Thaïlande étant les principaux pays touchés. La contamination y est plus rapide qu'en Amérique latine et dans les Caraïbes où plus de 1,5 million de personnes ont aussi été infectées. L'OMS indique que l'évolution de l'épidémie dans cette partie du monde sera liée à la rapidité avec laquelle elle se propagera au Brésil, pays qui, après les États-Unis, compte plus de cas de sida que tous les autres pays non africains.

Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, 75 000 personnes ont été contaminées par le VIH ; 50 000 adultes en Europe centrale et en Asie centrale et 25 000 en Asie orientale et dans le Pacifique.

Selon deux études épidémiologiques américaines

Une consommation importante de vitamine E pourrait réduire les risques d'infarctus du myocarde

Le dernier numéro de l'hebdomadaire américain *The New England Journal of Medicine* publie les résultats de deux larges études épidémiologiques qui tendent à démontrer qu'une importante consommation quotidienne de vitamine E serait de nature à réduire les risques d'infarctus du myocarde (1). En dépit des conclusions auxquelles ils parviennent, les auteurs de ces études se gardent de toute extrapolation hâtive. Sans démontrer l'existence d'un lien de cause à effet, ces travaux viennent malgré tout confirmer l'idée communément répandue, aux États-Unis notamment, selon laquelle la consommation de fortes doses quotidiennes de vitamines est bénéfique à la santé.

Les deux études publiées dans le dernier *New England Journal of Medicine* portent au total sur 120 000 personnes, 80 000 femmes (des infirmières âgées de 34 à 59 ans) et 40 000 hommes (âgés de 40 à 75 ans) sans aucun antécédent connu de pathologie cardiovasculaire. Au terme de ces deux études, les chercheurs concluent à une association entre la consommation, importante et quotidienne, de vita-

mine E et la réduction des risques de survenue d'une pathologie coronarienne (infarctus du myocarde).

La vitamine E est notamment présente dans le beurre, le jaune d'œuf, le lait, les germes de céréales et les légumes verts comme les épinards. Cette vitamine fait partie (avec la A et la C) des substances anti-oxydantes censées protéger l'organisme contre certains phénomènes physiopathologiques impliqués entre autres dans les maladies cardiovasculaires.

La meilleure protection semble ici être obtenue à partir d'une consommation quotidienne de 100 unités internationales durant une période minimale de deux ans. Actuellement, les recommandations sanitaires américaines sont de l'ordre de 15 unités quotidiennes. On estime généralement qu'une nourriture équilibrée apporte au minimum 25 unités internationales de vitamine E.

Conviendrait-il, au vu de tels résultats, de modifier ses apports alimentaires ? Il est difficile de faire la part, dans ce type d'études, entre les multiples facteurs pouvant être mis en cause. Il conviendrait d'établir une hiérarchie entre les rôles protecteurs de l'alimentation, de l'exercice physique et d'autres éléments comportementaux. Des études sur ce thème sont en cours.

L'une des hypothèses avancées par les auteurs des travaux améri-

cains fait état de l'impact de la vitamine E sur les niveaux de l'une des formes de cholestérol sanguin tenue pour protectrice vis-à-vis de la formation des plaques d'athérome sur la paroi interne des vaisseaux. Cette hypothèse permettrait d'expliquer la réduction des accidents coronariens, principale cause de mortalité dans les pays industrialisés. Bien que de multiples études aient été menées sur le thème des relations entre l'alimentation et les maladies coronariennes (action des graisses, des fibres, de l'alcool, du café, etc.), aucune conclusion définitive ne peut aujourd'hui être fournie (2).

Quoi qu'il en soit, les résultats publiés dans le *New England Journal of Medicine* viendront conforter la tendance qui, aux États-Unis notamment, pousse à la consommation de très fortes doses de vitamines, un comportement qui ne repose jusqu'à présent sur aucune base scientifique.

JEAN-YVES NAU

(1) Ces deux études sont publiées dans le *New England Journal of Medicine* du 20 mai 1993. Elles ont été menées par des chercheurs de la Harvard School of Public Health et du Brigham and Women's Hospital de Boston.

(2) Sur ce thème on peut se reporter au tout récent ouvrage *Maladies coronariennes et alimentation*, du docteur Alain Page, publié aux Éditions Masson.

SPORTS



Pendant les travaux, Roland-Garros continue

Des Internationaux de France dans la tradition et la continuité. Telle est la devise de Christian Bines. Le nouveau président de la Fédération française de tennis (FFT) présentait, vendredi 21 mai, le tirage au sort des Internationaux de France de Roland-Garros, qui se disputeront du 24 mai au 6 juin.

En l'absence de la première joueuse mondiale Monica Seles, forfait à la suite d'une agression à Hambourg, il y a un mois, Steffi Graf tentera de remporter la trophée pour la troisième fois et de reconquérir sa place de numéro un mondiale.

Double vainqueur en 1991 et en 1992, l'Américain Jim Courier fait figure de grand favori chez les hommes, où le forfait le plus notable est celui d'André Agassi.

Le hasard est malicieux. André Agassi, le joueur le plus hâlé et le plus provocateur du tennis mondial, ne viendra pas disputer les Internationaux de France de Roland-Garros. Victime d'une épine au poignet, l'Américain ne viendra donc pas asséner ses coups-massues et arborer les tenues bigarrées qui ont fait sa légende devant un parterre de groupies hurlantes. Au moment où l'Américain déclarait forfait, les premières affiches du tournoi commencent à fleurir dans les rues. Celles-ci représentent un joueur habillé à la mode du tennis de ce début de siècle : un homme en pantalon de flanelle et chemise blanche portant des raquettes en bois.

Cette image aux antipodes du tennis actuel peuplé de « bûcherons » équipés de matériel high-tech, reflète pourtant parfaitement l'intention des Internationaux de France de Roland-Garros, deuxième tournoi du grand chelem de l'année, après les Internationaux d'Australie. Comme Wimbledon, on se veut ici gardien d'une certaine tradition. En tout cas, après

TENNIS : les Internationaux de France

avoir pris la succession de Philippe Chatrier à la présidence de la FFT, Christian Bines a joué la carte de la continuité : « Pourquoi changer une équipe qui gagne ? »

Un garde du corps sur les courts

Même direction, assurée par Patrick Clerc, mêmes partenaires, ceux de toujours, la BNP ou Parier, même couverture télévisée, assurée par le service public (France télévision). Seuls changements notables, un accueil pour les dirigeants des ligues ou des clubs, « ces bénévoles du tennis acquis aux valeurs du jeu », assure Christian Bines, et une ouverture à tous les sports français. « Comme sous la présidence de Philippe Chatrier, le sport reste la priorité sur la terre battue parisienne », poursuit le président. Des vedettes, comme l'équipe nationale de handball ou le quinze de France de rugby – qui sera invité pour la finale dames, le samedi 5 juin, – viendront supporter les joueurs.

Les vrais changements sont pro-

vis pour 1994 avec l'inauguration d'un court central, annexe de 10 000 places et l'ouverture de 10 000 carreaux de bureaux et de vestiaires. Suspendus en février 1992 par un arrêt du tribunal administratif de Paris saisi par une association de riverains (le *Monde* du 24 février et du 25 mars 1992), les travaux ont repris en décembre à la faveur d'un arrêt du Conseil d'État (le *Monde* du 2 décembre 1992).

Cinq grues veillent aujourd'hui sur le chantier. Les responsables assurent que le calendrier sera respecté. L'ouverture est prévue dans un an tout juste. « En 1993, nous allons reprendre notre souffle en attendant cette dernière », explique Christian Bines. Ce qui sera vrai pour les investissements, ne sera pas en matière de sécurité. Un mois après l'agression dont a été victime la championne du monde Monica Seles, poignardée en plein match à Hambourg et contrainte de déclarer forfait, les responsables, sans céder à la psychologie de l'attente, ont renforcé les mesures de protection des vedettes : un garde

du corps sera placé à côté de la chaise dauphine sur les courts les plus exposés, c'est-à-dire soumis à une forte couverture télévisée, le central, le numéro un ou le numéro deux.

Depuis les menaces dont avaient été l'objet quelques champions au début des années 80, les meilleurs joueurs mondiaux sont de toutes les façons tenus à l'écart de la grande foule qui se presse dans les allées du stade de la porte d'Auteuil. Cette année encore plus de 300 000 personnes sont attendues dans l'enceinte pendant la quinzaine.

En dépit de la recession qui frappe les milieux de la publicité, le village des annonceurs restera le centre médiatico-mondain où l'on se pâmera sur les revers et les coups droits des stars. Outre la gloire attachée au titre, l'élite mondiale du tennis s'efforcera de laisser aux gros bataillons de la raquette la plus petite part possible des 45 164 000 francs mis en jeu cette année.

BÉNÉDICTE MATHIEU

Le tirage au sort

Un duel Leconte-Bruguera au premier tour

Le tirage au sort du tableau final des Internationaux de France de tennis à Roland-Garros, comme de coutume, réservait quelques beaux chocs pour le premier tour qui débute lundi 24 mai. L'Américain Pete Sampras, tête de série numéro 1, connaît un premier match difficile face au Russe Andreï Cherkasov, 40^e mondial et excellent spécialiste de la terre battue. Le Français Henri Leconte, qui est actuellement classé 88^e mondial, doit, lui, rencontrer l'Espagnol Sergi Bruguera, tête de série numéro 10.

Le premier tour devrait, en revanche, être plus aisé pour le tenant du titre, l'Américain Jim Courier, tête de série n° 2, qui affrontera l'Argentin Roberto Azar (83^e mondial). La plupart des autres têtes de série devraient également connaître des débuts tranquilles : le Suédois Stefan Edberg (n° 3) rencontrera l'Uruguayen Marcelo Filippini (45^e mondial), l'Allemand Boris Becker (n° 4) sera

opposé au jeune Français Nicolas Escudé (57^e mondial), les Américains Ivan Lendl (n° 7) et Michael Chang (n° 8) devront se débiter de joueurs qualifiés. Récent finaliste du tournoi de Monte-Carlo, le Français Cédric Pioline (21^e mondial) affrontera l'Australien Sandon Stolle (120^e mondial).

Les quarts de finale théoriques devraient mettre en présence Pete Sampras (EU, n° 1) et Ivan Lendl (EU, n° 7), Stefan Edberg (Suè., n° 3) et Petr Korda (Tch., n° 6), Goran Ivanisevic (Cro., n° 5) et Boris Becker (All., n° 4), Michael Chang (EU, n° 8) et Jim Courier (EU, n° 2).

Dur pour les Françaises

Chez les dames, en l'absence de la championne du monde Monica Seles, les têtes de série n° 1 et 2 du tournoi, sont l'Allemande Steffi Graf et l'Espagnole Arantxa Sanchez. Elles seront opposées respectivement

à la Suédoise Cecilia Dahlman (105^e mondiale) et à la Néerlandaise Monique Kienke (142^e mondiale). Le sort a programmé deux duels franco-français entre Mary Pierce (n° 12) et Catherine Mothes, Noëlle Van Lottum rencontrera Alexandra Fusat. Nathalie Tauziat (n° 13) devra en découdre avec une joueuse issue des qualifications. Premier tour plus que difficile pour Nathalie Herremann qui affrontera l'Américaine Jennifer Capriati (n° 6) et Isabelle Demongeot qui sera opposée à la Suissesse Manuela Maleeva-Fragnière (n° 10).

Les quarts de finale théoriques devraient mettre en présence Steffi Graf (All., n° 1) et Jennifer Capriati (EU, n° 6), Conchita Martínez (Esp., n° 4) et Anke Huber (All., n° 8), Mary-Joe Fernandez (EU, n° 5) et Gabriela Sabatini (Arg., n° 3), Jana Novotna (Tch., n° 7) et Arantxa Sanchez (Esp., n° 2).

DÉFENSE

Rattachée à l'Eurocorps

La brigade franco-allemande sera disponible pour des actions humanitaires

MÜLLHEIM

de notre envoyé spécial

« La brigade franco-allemande sera rattachée au corps européen à partir du 1^{er} octobre », a annoncé, vendredi 21 mai, à Müllheim (Allemagne), le ministre français de la défense, François Léotard, venu, en compagnie de son collègue allemand, Volker Rühe, baptiser du nom de Robert Schuman (1) la caserne, anciennement appelée quartier Turenne, qui abritera désormais le PC de cette unité forte de quelque 4 930 hommes des deux pays.

Dans son intégralité, l'Eurocorps, soit 35 000 hommes et même davantage avec la participation de la Belgique qui s'annonce à hauteur de 10 000 hommes, ne sera pas opérationnel avant 1995. Mais, la brigade pourrait, dès l'année prochaine, recevoir des missions d'action humanitaire à la condition que, d'ici là, a souligné M. Rühe, l'Allemagne règle ses problèmes constitutionnels, qui empêchent, pour le moment, la Bundeswehr d'agir hors du territoire national. A terme, le corps européen devrait opérer – sous les directives d'un « comité commun » chargé d'appli-

quer des décisions des deux gouvernements – dans le cadre des alliances (Union de l'Europe occidentale ou OTAN) et il assurera des opérations de maintien et de rétablissement de la paix ou des actions humanitaires au profit de l'ONU. « Le cœur de l'Eurocorps, a expliqué M. Rühe, est la brigade franco-allemande disponible pour des actions humanitaires ».

Se référant, mais sans le citer nommément, à des propos antérieurs de l'ancien ministre de la défense, Jean-Pierre Chevènement, pour qui la brigade était « une école de langues », le général (français) François Clerc, actuel chef d'état-major du général (allemand) Helmut Willeman, qui commande le corps européen, a déclaré que « l'Eurocorps n'est ni un laboratoire, ni une vitrine, mais un outil constamment prêt à l'emploi ».

En dévoilant la plaque dans la cour d'honneur du PC de la brigade à Müllheim, M. Léotard a, de son côté, justifié le choix du nom de Robert Schuman en ces termes : « Ce nom a valeur de symbole, celui d'un homme exceptionnel qui a tout jours défendu l'idée d'une Europe responsable de son devenir et par là même de sa défense. Comment ne

pas comprendre que cette unité franco-allemande est un peu la figure emblématique de ces « solidarités de fait » qu'il appelle de ses vœux ? ».

J. I.

(1) Robert Schuman (1886-1963), président du conseil en 1947-1948 et ministre à plusieurs reprises, président du Parlement européen entre 1958 et 1960, a milité pour le rapprochement avec l'Allemagne après la seconde guerre mondiale. Il est considéré en France comme l'un des promoteurs de la construction de l'Europe politique et économique.

La Belgique affectera 10 000 à 12 000 hommes à l'Eurocorps. La Belgique affectera en principe 10 000 à 12 000 hommes au corps européen – l'Eurocorps – soit la totalité de ce qui restera de l'unité d'intervention de la force terrestre belge après restructuration, a déclaré, vendredi 21 mai, un haut responsable du ministère belge de la défense. Les Belges devraient ainsi rejoindre les Français et les Allemands au sein du corps européen avec les effectifs d'une division, composée notamment de trois brigades équipées de chars. (AFP)

La double vie d'un c...



C'est la dernière ligne droite avant le palmarès, qui sera connu lundi 24 mai dans la soirée : les pronostics vont bon train, la Leçon de piano tient la corde, mais... On s'est divertit avec distinction grâce au shakespearien Kenneth Branagh et à son adaptation de *Beaucoup de bruit pour rien*, on a constaté la bonne santé iconoclaste des jeunes Australiens *Stephan Elliott* et *Laurie McInnes*, on a apprécié deux très beaux films, un portugais et un chinois, dans la riche sélection de la Quinzaine des réalisateurs. Et pris rendez-vous pour le deuxième siècle du cinéma.

Clichés

par Michel Braudeau

Les Anglais ne font pas la queue comme les Arabes qui ne la font jamais. Un Asiatique hoche la tête pour dire « non », ce qui signifie « oui » chez un Européen. Un majeur pointé en l'air est approuvateur en Amérique Latine (« Vive lui ! lui au pouvoir ! »), alors que dans le bassin méditerranéen il est une invitation sans détour à se faire voir chez les Grecs.

Dans une étude célèbre, la *Dimension cachée*, le sociologue E. Hall a montré depuis longtemps la diversité des attitudes selon les cultures et leur sens inconscient. Hélas ! cette source de curiosités inépuisables est peut-être menacée par le cinéma.

Dans les westerns, il n'y avait pas de bagarre sans que les chaises d'un saloon fussent défoncées en alambiquant les portes battantes. Aucun film de cape et d'épée sans une poursuite à travers un marché où l'on renverse des étalages d'oranges et de melons. Et peu à peu il y a eu une internationalisation des clichés.

On l'a vu avec *Adieu ma concubine*, film chinois pensé en américain, film sur les vestes de l'Opéra de Pékin et film travesti. Dans le souci de toucher le public occidental, gros budget obligé, Chen Kaige a ficelé un paquet-cadeau destiné à l'exportation. Un personnage en colère, par exemple, est supposé casser de la porcelaine coûteuse et balayer d'un revers de main tout ce qu'il y a sur une table. On croyait que c'était un comportement peu chinois. Plutôt quotidien chez Zulawski, certes, mais pas chinois.

Du coup, on ne sait pas ce qui reste de chinois dans une partie du cinéma chinois qui vient jusqu'à nous. Les spectateurs eux-mêmes sont contaminés, semble-t-il. Peu de clichards ont le charme de celui de *Naked*, mais l'extrême mauvais goût est très répandu comme dans *Frauds* et on entend au restaurant autant de phrases crues et ampigoupiques que dans le Wim Wenders.

Dès demain l'air au marché près de la gare renversera quelques mètres cubes d'oranges et cassera de la vaisselle au bar du Carlton pour voir si ça fait naturel. Comme au cinéma.

LE 46^e FESTIVAL DE CANNES

SÉLECTION OFFICIELLE / BEAUCOUP DE BRUIT POUR RIEN
de Kenneth Branagh, *FRAUDS*, de Stephan Elliott

Coup de soleil et coup de dés

Avant la dernière ligne droite, les programmeurs d'une compétition officielle très fournie ont choisi d'offrir aux festivaliers une récréation. A la suite de *Grandeur et descendance* (le Monde du 22 mai), voici donc deux autres films de détente, mais d'un genre tout différent.

Kenneth Branagh retourne chez lui, c'est-à-dire chez Shakespeare. Loin des rudesses et des violences de *Henry V*, sa première adaptation à l'écran du grand Will, il transpose cette fois une comédie, qui se déroule en principe dans la région de Messine, mais dont l'agreste décor de villa, de fontaine et de champs évoque plutôt la riantie toscane que l'austère Sicile. Riant et léger, ainsi est tout le film, qui suit pas à pas les défis amoureux, les quiproquos sentimentaux et les vilénies des envieux, sans se poser plus de questions. Alors que pour *Henry V*, Branagh avait vaillamment affronté le passage de la scène à l'écran, en particulier lors de la séquence de bataille finale, il ne semble cette fois soucieux que de retrouver dans le texte de la pièce de quoi distraire un public de cinéma - projet fort honorable au demeurant.

Passée une première tentative proprement cinématographique (la rencontre entre les femmes de la grande maison et les hommes qui rentrent de la guerre, filmée, sans grande réussite, comme la disposition de départ sur un échiquier), il délaisse tout parti-pris de réalisation, se contente de profiter du décor de rêve, des costumes superbes, de la verve du texte, de l'impeccable qualité des interprètes (à commencer par lui-même et Emma

Thompson, plus éblouissante que jamais, mais aussi l'inattendu Denzel Washington en Prince d'Aragon, dont le phrasé *black* ne mesie pas à Shakespeare). La pièce a suffisamment d'élan et les comédiens ont assez de tonus pour que tout cela arrive à bon port, même si les scènes de pure convention théâtrale, dupliquées à l'écran sans jamais chercher une équivalence tirant parti des possibilités du cinéma, sont un peu ridicules.

Mais les rares fois où Branagh se risque à des effets de caméra, il s'égare en looppings incongrus et surimpressions superflues, et sa mise en scène évoque alors un enfant gâté qui, après les heures studieuses de son travail sur Shakespeare à l'école, jouerait inconsidérément avec son matériel de classe. Le méchant frère bêtard du prince, qui tente d'empêcher la romance entre deux tourtereaux, est la principale victime de ce traitement, par un cinéaste que son passage à Hollywood semble avoir plutôt convaincu de la supériorité du théâtre : sa noirceur absolue, admissible à la scène, devient à l'écran d'un simplisme regrettable. *Beaucoup de bruit pour rien* est donc, ou n'est donc, qu'un divertissement aimable et ensoleillé.

On quitte cet adret lumineux et culturel (un des mérites du film de Branagh est d'offrir, à un public français et en version sous-titrée, une impeccable et très agréable leçon de langue shakespearienne) pour le sombre et malpensant ubac de *Frauds*. Ce premier film d'un jeune réalisateur australien bénéficie d'un scénario bien noir et bien retors, mettant aux prises un jeune couple conformiste (Hugo Weaving

et Josephine Byrne) et un très étrange agent d'assurances, adepte des jeux en général et de ceux de hasard en particulier. Ce dernier, interprété par Phil Collins, fait irruption dans le coquet pavillon familial après que madame ait proprement occis d'un coup de harpon un cambrioleur, qui en fait... mais ne dévoilons pas.

Selon les principes élémentaires du film à suspense, *Frauds* progresse par retournements de situation, entrecoupés de gags de potache bricoleur et cruel, ce qui semble refléter le vrai (mauvais, donc sympathique) fond du réalisateur. Pourquoi faut-il que celui-ci ait cru nécessaire de souligner ses coups de théâtre d'effets visuels affreusement patés et racoleurs, qui plus est nappés d'une sauce musicale (rien à voir avec Genesis) à s'arracher les oreilles.

Les manœuvres de l'assureur font redoubler de perversité pour imposer son emprise sur ses deux victimes avec utilisation intensive d'une paire de dés fatals, puis la réaction desdites victimes, et la découverte des étranges et spectaculaires secrets de leur bourreau, se suivent avec quelque plaisir. A condition que le spectateur fasse preuve de plus de modestie que le réalisateur, qui s'embourbe dans une interprétation psycho-métaphysique de son thriller-pochade. Mieux vaut se contenter de sourire et de frémir à ses automatismes contondants et à son humour vachard, plutôt que d'aller se demander avec lui si la vie est un jeu, et autres « qu'avons-nous fait de notre part d'enfance ? » (sujet du BEPC à Sydney en 1983).

JEAN-MICHEL FRODON



EMMA THOMPSON l'aura. Elle a l'aura. Dans le cinéma britannique d'aujourd'hui, elle semble prête à reprendre le flambeau des Vanessa Redgrave, Maggie Smith et Glenda Jackson. C'est pourtant la couronne de Katharine Hepburn qu'elle revêt sans façon. Comme Hepburn, Thompson met l'accent sur l'indépendance des femmes : comme Hepburn, elle ne prend pas de gants pour stigmatiser la carence de grands rôles de femme dans le cinéma d'aujourd'hui. « Tout au long de mon adolescence, a-t-elle un jour déclaré, je me suis identifiée à Marlon Brando. Il y a là quelque chose qui ne colle pas. » Elle le rappelait en mars dernier en recevant l'Oscar 1993 de la meilleure interprétation féminine pour *Howard's End*, elle le rappelait encore ce vendredi 21 mai avant la présentation, en compétition, du *Trop de bruit pour rien* de Kenneth Branagh.

Née dans une famille du spectacle (son père, Eric Thompson, est acteur et metteur en scène ; sa mère, Phyllida Law, incarne la servante dans *Les Amis de Peter et Wendy* dans *Trop de bruit pour rien*), Emma Thompson débute dans le cabaret et la revue satirique. Elle a donné dans la comédie musicale à Londres, jouant les Cockneys dans *Me and My Girl* ou la chanteuse pop aux cheveux couleur *Mercurochrome* dans *Tutti Frutti*. C'est au cours d'une série télévisée, *Fortunes of War*, qu'elle fera la connaissance de son futur mari, Kenneth Branagh. Ils serviront bientôt ensemble « oncle Will » pour commencer. Il fera d'elle le Fou dans son *Roi Lear*. « *Laurence Olivier et Vivien Leigh sans la névrose*

Actuellement, entre les prises de *In the Name of the Father*, de Jim Sheridan, qu'elle tourne avec Daniel Day-Lewis, elle achève une adaptation du premier roman de Jane Austen, *Sense and Sensibility* (*Raison et sensibilité*, ou les deux manières d'aimer).

HENRI BÉHAR

BROKEN HIGHWAY, de Laurie McInnes

Claustrophobie australienne

Broken Highway commence par ressembler au clip de *Carpo*, le vieux tube d'Axel Bauer, avec ces images en noir et blanc trop polles pour être vraiment sales et ce beau marin qui ressemble vaguement à Brando et souffre sur son rafirot. Heureusement, le film touche terre et s'achève sur un jeu de références un peu plus distinguées. Angel, le marin (Aden Young), part pour un petit village afin d'exécuter les dernières volontés d'un compagnon de bord, mort avant d'être arrivé au port.

Là, on découvre une version inédite de l'Australie, pays-continent que l'on associe rarement à la claustrophobie. Pourtant, Laurie

McInnes filme ces quelques maisons quelque part sur la côte du Queensland et les gens qui les habitent comme si le monde extérieur n'existait pas. Angel se trouve précipité au milieu de conflits, de vieilles rancunes, de pulsions plus ou moins incestueuses importées d'un autre moulin, celle du Sud de Tennessee Williams.

Mais une fois que l'on s'est étonné de voir voler en éclats quelques stéréotypes australiens, que l'on a admiré la virtuosité technique de la réalisatrice, qui obtint la Palme d'or du court-métrage pour *Paiside* en 1987, et que l'on s'est étonné de la beauté rare de Claudia Karvan, qui joue Catherine, garçon

manqué et femme admirable, on continue de chercher le film. La faute au scénario, (écrit par McInnes), qui accumule les situations emblématiques (les jeunes contre les vieux, l'argent contre l'amour) sans jamais chercher l'émotion, laissant les acteurs se débattre dans une suite de paroxysmes dont la combe semble tracée avec une règle à calcul.

Pendant ce temps, comme extérieure à son film, Laurie McInnes s'enivre du plaisir de filmer, d'inventer de nouvelles images de ce pays.

T. S.

Le tournant du siècle du cinéma

« Ce sera européen, mondial et historique », a dit le ministre, présentant ceux qui allaient prendre en charge les futures festivités destinées à célébrer le premier siècle du cinéma. Le point d'orgue en sera la centième anniversaire de la première projection des frères Lumière, le 28 décembre 1895.

Historique, acceptons-en l'augure, mais européen et mondial, l'événement de personnalités réunies au sommet du Palais des festivals, aussi prestigieuses soient-elles, n'en témoignait pas vraiment : rien que des Français, avec comme orateur principal Michel Piccoli, président de l'association Premier siècle du cinéma, tressant à la France, terre des cinéastes et des cinéphiles, des lauriers qui, pour être dans une large mesure mérités, auraient sans doute dû se faire plus discrets.

Mais dans son préambule, Jacques Toubon avait aussi annoncé bon nombre de projets, le plus attendu et le plus remarqué étant la confirmation que « le cinéma doit avoir son palais », le Palais de Tokyo, et qu'il réunirait bien un nouveau musée du cinéma, une bibliothèque, la Femis et un lieu d'accueil pour les cinéastes du monde entier.

Soit, pour l'essentiel, ce qui avait été prévu, mais qui semblait récemment menacé par les problèmes budgétaires sinon par l'alternance politique. L'auditoire étonnamment nombreux venu s'enquérir des préparatifs de ce qui doit « annoncer le deuxième siècle du cinéma autant que célébrer le premier », selon la formule désormais consacrée des organisateurs, en prit acte avec satisfaction. Michel Piccoli, Costa-Gavras, Bertrand Tavernier, Alain Crombecque et Serge Toubiana, puis Dominique Wilton ont ensuite annoncé les initiatives architecturales, cinéphil-

ques, pédagogiques, éditoriales et de production qui, à Paris, à Lyon, Toulouse et Poitiers, et jusqu'aux États-Unis, sont d'ores et déjà prévues (le Monde du 13 mai).

A Cannes même, où devrait également se tenir l'an prochain un colloque international consacré à l'histoire et à l'économie du cinéma, le délégué général du Festival, Gilles Jacob, a annoncé pour 1994 un hommage exceptionnel à Jean Renoir, dont ce sera la centième anniversaire de la naissance, avec notamment la projection de seize films et la parution du premier numéro des *Cahiers Jean Renoir*.

J.-M. F.

LA QUINZAINE DES RÉALISATEURS

Flaubert et Mao

Suite de la première page

Après avoir sorti clandestinement les rushes du pays, les producteurs ont monté le film à Hongkong sur les instructions du metteur en scène. Le film raconte à la première personne la vie de Tietou, un petit garçon, né en 1953, après que sa conception ait été retardée de dix jours par la mort de Staline.

Le film est divisé en trois parties, *Père, Oncle et Beau-père*. Ce sont les trois maris de la mère de Tietou, victimes tour à tour de la

reprise en main qui suivit les « cent fleurs », de la famine consécutive au Grand Bond en avant et de la révolution culturelle.

Flimé pour l'essentiel du fond d'une cour où vivent les personnages, le *Cerf-volant bleu* fait éclater les masses populaires en une myriade d'individus, brisés un par un par les mouvements incompréhensibles qui secouent de fond en comble le monde dans lequel ils vivent. Plus que dans sa critique des errements du maoïsme, c'est dans cet attachement aux personnes, aux liens qui les unissent, qu'il faut sans doute chercher les raisons de l'interdiction du *Cerf-volant bleu*.

Par ailleurs, la Quinzaine présentait un ensemble de complaintes urbaines dont le télescopage suscite une déprime profonde. De Mexico (*Lojo*, de Francisco Athié) à Leningrad (*Des anges au paradis*, d'Evgueni Lounguine, l'histoire se passe en 1975) en passant par Los Angeles (côté noir avec *Menace II Society* des frères Hughes, côté chicano avec *MI Vida Loca* d'Allison Anders), de très jeunes gens flirtent avec la mort, se perdent dans des allégeances imbéciles, à leur bande, à leur drogue...

C'est sans doute le film des frères Hughes qui est le plus cohérent du lot, replaçant le destin d'un jeune homme dont le père était dealer et la mère junkie dans l'histoire de la communauté noire de Californie depuis les émeutes de Watts. Un peu systématique dans son discours politique - les frères Hughes ont retenu les bonnes manières cinématographi-

ques de Spike Lee, mais aussi ses méthodes de propagandiste, - le film est porté par un rythme très solide, épuisant sans être hystérique et une bande sonore qui réunit les meilleurs rappers de la côte ouest.

À l'inverse, Evgeni Lounguine, qui filme les tristes amours et les longues cuites de quelques jeunes citoyens soviétiques à la veille de l'intervention en Afghanistan, n'hésite pas à faire durer ses plans, à se répéter autant de fois qu'il lui chante. Son film ressemble à un discours d'ivrogne, et comme beaucoup de discours d'ivrogne, mérite d'être entendu malgré son élocution pâteuse.

En comparaison, l'*Ecuireuil rouge* de l'Espagnol Julio Medem et *Virgules et petites culottes* du Finlandais Matti Ijas ont fait figure d'aimables divertissements. Élégamment meublé de symboles analytiques, l'*Ecuireuil rouge* évoque de loin Hitchcock, avec sa belle amnésique et son ténébreux séducteur. Medem déborde d'idées et ne s'embarrasse pas trop de coquetteries.

Il lui manque encore un peu de sérieux, d'attachement à ses personnages pour faire entrer tout à fait les autres dans son jeu. Plus au nord, vers le cercle arctique, Matti Ijas fait circuler un pote, espèce de Bukovski mami, sur les routes de Finlande. Au fur et à mesure que cette tournée de lectures s'enfonce dans la catastrophe, Ijas s'autorise toutes les fantaisies et laisse filer son film dans la complaisance. *Virgules et petites culottes* voudrait être une ballade entre prosodie et désir, ce n'est finalement qu'une bonne farce adolescente.

THOMAS SOTINEL

Le Monde PUBLICITÉ LITTÉRAIRE

Renseignements :
46-62-74-43

CULTURE

TÉLÉVISION

Samedi 22 mai

TF 1	CANAL PLUS
20.45 Série : Columbo. Mesure en deux temps.	20.30 Téléfilm : Piège de feu.
22.25 Téléfilm : Brigade de choc à Las Vegas 2.	22.00 Documentaire : Araignées géantes d'Amazonie.
0.05 Magazine : Formule foot.	22.50 Flash d'informations.
0.45 Sport : F1 Magazine.	22.52 Le Journal du Festival.
1.20 Journal et Météo.	23.00 Magazine : Jour de foot.
	23.30 Cinéma : Ratman. 0.50 Cinéma : Barton Fink. ***
FRANCE 2	ARTE
20.50 Divertissement : Surprise sur prise.	20.40 Documentaire : L'OS du cameraman.
22.25 Variétés : Taratata.	22.10 Téléfilm : Cappuccino mi-ange.
23.55 Journal et Météo.	23.45 Musique : Montreux Jazz Festival.
0.10 Magazine : Signé Croquette.	0.15 Série : Monty Python's Flying Circus.
0.25 Magazine : La 25e Heure.	
FRANCE 3	M 6
20.45 Téléfilm : Notre-Dame des Anges.	20.45 Téléfilm : L'Amour déchiré.
22.20 Journal et Météo.	23.25 Téléfilm : Le Pisto de l'homme mort.
22.45 Magazine : Vis-à-vis.	0.40 Série : Solo, brigade des stupés.
23.40 Magazine : Salut Manu.	
0.25 Continentales club.	

Dimanche 23 mai

TF 1	CANAL PLUS
13.20 Série : Rick Hunter, inspecteur choc.	14.05 Série : Antoine Rives, le juge du terrorisme.
14.15 Série : Starsky et Hutch.	15.35 Magazine : 24 heures (rediff.).
15.10 Sport : Formule 1.	16.40 Documentaire : Des singes dans la ville.
17.45 Divertissement : Vidéo gag.	17.05 Divertissement : Ce soir avec les Nouveaux (rediff.).
18.05 Des millions de copains.	18.00 Téléfilm : Les Audacieux.
19.05 Magazine : 7 sur 7.	19.25 Flash d'informations.
20.00 Journal, Tiercé et Météo.	19.30 Ça cartoon.
20.45 Cinéma : Docteur Popaul. *	20.25 Magazine : Dis Jérôme ?
22.35 Magazine : Ciné dimanche.	20.30 Cinéma : La Sentinelle.
22.45 Série : La Baraka. *	22.50 Flash d'informations.
0.25 Journal et Météo.	22.53 Le Journal du Festival.
0.35 Magazine : La Vidéo Club.	23.00 Magazine : L'Équipe du dimanche.
FRANCE 2	ARTE
13.20 Dimanche Martin.	17.00 Documentaire : Cappuccino mélange.
14.55 Série : Mission casse-cou.	18.30 Documentaire : Palettes.
15.50 Dimanche Martin.	19.00 Série : Ripping Yarns.
17.25 Documentaire : L'Odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau.	19.30 Magazine : Mégamix.
18.20 Magazine : Stade 2.	20.30 8 1/2 Journal.
19.30 Série : Nagay.	20.40 Soirée thématique : Max Frisch.
20.00 Journal Journal des courses et Météo.	20.45 Téléfilm : Barbe-Bleue.
20.50 Cinéma : Randonnée pour un tueur. *	22.10 Entr'acte.
22.40 Cinéma : Le Déclin de l'empire américain. ***	22.45 Téléfilm : Holozan.
0.25 Journal et Météo.	
0.40 Magazine : Signé Croquette.	
FRANCE 3	M 6
13.30 Téléfilm : Le Meurtre mystérieux de Thelma Todd.	13.50 Série : Cosmos 1999.
15.05 Magazine : Sport 3 dimanche.	14.45 Série : L'Heure du crime.
17.30 Dessin animé : Les Simpson.	15.40 Magazine : Fréquentator.
18.00 Magazine : Jamais sans mon livre.	16.35 Magazine : Flashback.
19.00 Le 19-20 de l'information.	17.05 Série : Airport unité spéciale.
20.05 Divertissement : Yacapa.	18.00 Série : Clair de lune.
20.45 Jeu : Questions pour un champion.	19.00 Série : Tonnerre mécanique.
22.05 Magazine : A vos amours.	19.54 Six minutes d'informations, Météo.
22.50 Journal et Météo.	20.00 Série : Cosby Show.
23.15 Cinéma : La Fiancée de Frankenstein. **	20.35 Sport 6.
	20.45 Téléfilm : Quand l'amour s'embrûle.
	22.25 Magazine : Culture pub.
	22.55 Cinéma : Black Emmanuelle en Amérique. 0.30 Six minutes première heure.

THÉÂTRE

Le dictateur devenu vieux
Il fait ses griffes sur un grand comédien

STALINE
ou Théâtre de la Colline

Et voici Staline sur les planches. L'auteur de la pièce, le cinéaste Gaston Salvatore, nous présente Joseph Douchgachvili, fils de cordonnier, ancien stalinien, ancien directeur de journal, ancien député en Sibérie, devenu septuagénaire : il se méfie d'un peu tout le monde, en premier lieu de Béla et de quelques marchands. Il se terre dans sa datcha de Komintern, mais belle que sa maison du Mont des Oiseaux à Moscou, mais en bordure de forêt. La pièce est un dialogue en plusieurs tableaux : l'auteur fait converser Staline avec un acteur, directeur de théâtre, qui joue une le Roi Lear. Les griffes de Staline ne lui ont pas laissé le temps de se réhabiliter : il arrive en robe rouge de scène.

Le généralisme a convoqué ce comédien pour deux raisons. La première : son roi Lear ne serait-il pas, en sous-main, une « métaphore » du grand chef ? (Le doute était apparu, déjà, avec Ivan le Terrible d'Essen-tin). La seconde : cet acteur est enfant d'Israël, et Staline apparaît ici en plein antisémitisme. Des deux protagonistes, c'est le comédien que le dramaturge a le mieux approché : inquiétude, présence d'esprit, courage, ironie distanciée, spiritualité chaleureuse : la conscience d'un grand acteur est assez bien éclairée, avec un air fraternel.

« Le faire comme si... »

Bien sûr, l'auteur n'avait ni l'enfer, ni simplement les raisons, d'accorder à Staline la même attention, mais tout de même, lorsque vous lisez des livres « historiques » comme celui de Trotsky, des portraits plus « privés » comme celui de Svetlana Staline ou celui de d'Assier de la Vierge, vous entrevoyez les croisements, les échappées, les étonnances, stupéfiantes, monstrueuses, que ces « grands » acteurs dictateurs pouvaient permettre. Or il n'en est presque rien, parce que Gaston Salvatore s'en est tenu, face à son Staline, à un défilé abrégé des titres de chapitres : mort suspecte de Tépoune, procès, goulag, millions de morts de la « Grande terreur », le Canal de la Mer Blanche... L'acteur lance ces grands « titres » comme machinalement, comme il reçoit sa leçon, et Staline ne se donne pas même la peine de répondre ou de hurler, si bien qu'à la fin de cette soirée de théâtre, fait sentir son vide, son machinal, et le désespoir de ce que Claude Régy appelle le « faire comme si ».

Les deux comédiens, Claude Evard (le Roi Lear) et Jean Benguigui (Staline), grands artistes, sont très bien, mais restent pour une part piégés par l'insignifiance de la pièce, par le peu de signification aussi de la mise en scène.

MICHEL COURNOT

15 rue Malte-Brun, 75020.
Plus salle du mardi au samedi à 21h. Dimanche à 16h. Les 21 et 22 mai.
43-66-43-80. De 90 à 140 F.

LETTRES

La polémique à propos du « Verbatim » de Jacques Attali
Claude Durand (Fayard) accuse Odile Jacob de « cabale »

La polémique n'est pas apaisée autour du livre de Jacques Attali, *Verbatim*, et des « emprunts » à d'autres auteurs qui y ont été relevés. Personnellement mis en cause par l'éditeur Odile Jacob, qui a dénoncé ces « emprunts » (le Monde du 21 mai), Claude Durand, PDG de Fayard chez qui *Verbatim* est paru, a publié, jeudi 20 mai, le communiqué suivant : « Mme Odile Jacob, s'estimant investie d'une propriété littéraire qu'elle confie ne pas avoir sur un ouvrage [d'Élie Wiesel] à l'état de projet non abouti, a pris l'initiative de déclencher une cabale visant le *Verbatim* de Jacques Attali, dont le succès paraît l'avoir ému ».

Il appartient aux professionnels de l'édition, aux juristes et aux commentateurs de bon sens d'apprécier son attitude. »

Rectificatif. — Une faute de transmission a introduit une erreur dans le titre du livre de Louis Gar-del dont Jean-Noël Pancrazi a rendu compte dans le Monde des livres du 21 mai. Cet ouvrage s'appelle *Baroud* (et non « Barout »).

ARTS

Arlequin jongleur

Qui était Ivan Pougny ? Un avant-gardiste de la Russie révolutionnaire ou un sceptique désinvolte ?

IVAN PUGNY
au Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris

L'énigme commence par une question d'orthographe : Pougny ne s'est appelé Pougny que dans les années 20, quand il s'installa à Paris. Ivan Albertovitch Poni devint alors Jean Pougny, puis, plus tard, Jean Pougny avec un y, comme dans Ivry ou Choisy. Mais son grand-père, compositeur, s'appelait Pogni et répondait au noble prénom de Cesare. Pougny — conservons cette manière — n'aurait donc pas été d'ascendance italienne dans une ville finlandaise, en 1892, et mourut français d'origine russe à Paris, en 1956.

L'énigme continue par une question plus sérieuse, une question de catégories esthétiques. Il n'est pas faux de le tenir tout à la fois pour un avant-gardiste du cubo-futurisme russe, pour un suprématiste, pour un néo-réaliste et même pour un Nabis tardif. Sa peinture balance entre Malevitch et Vuillard, entre Picasso et Severini, entre Chagall et Tatline. Le désordre est son territoire, le changement à vue sa règle favorite. Pougny jongle avec les mouvements, passe à travers tous les cercles, vole d'une théorie à l'autre, comme il lui plaît, sans grand souci de se justifier. Sa doctrine pourrait tenir entière dans ces considérations tirées d'un texte de 1923 : « Nous sommes tous trop nerveux, nous vivons les choses rapidement et nous cessons de les vivre aussi rapidement ; une œuvre artistique, pour être perçue, doit fouetter les nerfs ; et d'ailleurs, le processus consistant à reconnaître un tableau comporte un certain stade d'étonnement, de surprise ».

De la surprise, ce serait peu dire

Peinture de lettres et de chiffres

Il fait si bien qu'en 1915 il se trouve à la pointe de la pointe, en compagnie de Malevitch et de Klioune. Il peint alors des compositions abstraites suprématistes vivement contrariées en bleu, rouge et noir et fabrique des « assemblages picturaux » des reliés où des volumes de métal, de bois et de carton composent une géométrie de cônes, de cylindres et de prismes. Des nuances d'arc-en-ciel nimbent les courbes et glissent sur les flancs des formes. On songe aux « assemblages » de Picasso et aux contre-reliés de Tatline, dont Pougny n'est guère éloigné, à cette seule différence près qu'il ne s'interdit ni les plaisirs du raffinement et de l'incongrui. Dans l'une de ses constructions, il place une scie, dans

une autre un marteau. L'abstraction bascule aussitôt vers la nature-morte, autant dire vers le mélange des genres, dont le règne n'a plus cessé.

Quand l'abstraction se diffuse, il joue qu'elle « est perçue facilement et sans douleur », comme on dit dans les publicités de laxatifs pour enfants, et s'en détache immédiatement comme d'une banalité affreusement galvaudée. Un cubisme charoyant le retient un moment, aux alentours de 1918, puis une étrange peinture de lettres et de chiffres, très fluide, très réussie, chamarrée et incompréhensible, le meilleur de Pougny sans doute. Les titres annoncent poétiquement « la fuite des formes du spectre ». Les dites formes reviennent ensuite, tantôt à la manière du Picasso de 1916, tantôt selon celle du Derain de 1920. Les objets se reforment, la perspective reprend ses droits, la couleur subit la loi d'un dessin minutieusement figuratif.

Elle s'affranchit un peu plus tard, suivant l'exemple de Bonnard, et sans douleur, comme on dit dans les publicités de laxatifs pour enfants, et s'en détache immédiatement comme d'une banalité affreusement galvaudée. Un cubisme charoyant le retient un moment, aux alentours de 1918, puis une étrange peinture de lettres et de chiffres, très fluide, très réussie, chamarrée et incompréhensible, le meilleur de Pougny sans doute. Les titres annoncent poétiquement « la fuite des formes du spectre ». Les dites formes reviennent ensuite, tantôt à la manière du Picasso de 1916, tantôt selon celle du Derain de 1920. Les objets se reforment, la perspective reprend ses droits, la couleur subit la loi d'un dessin minutieusement figuratif.

PHILIPPE DAGEN

Musée d'Art Moderne de la Ville, 11 avenue du Président Wilson, 75016 Paris ; tél. : 47-23-61-27. Jusqu'au 22 août.

MUSIQUES

La harpe de soie

Kasui Sawai joue du koto, la harpe japonaise avec la liberté des pionniers

KASUI SAWAI
Au Théâtre de la Ville

Le *md* est le lieu où la musique existe : il est cet intervalle silencieux entre deux sons, où se prolonge le son, où l'idée perdure. L'idéogramme qui désigne le *md* représente un portique et le soleil au milieu. Kasui Sawai dessine sur une feuille de papier ce concept libérateur, étrange pour un Européen, et dont elle explique qu'il est « un espace rempli de pouvoir », en ajoutant : « c'est pour cela que nous faisons de la musique ». Musicienne érudite, Kasui Sawai a la finesse des grands luthiers japonais. Femme moderne, attachée aux traditions pour autant qu'elles soient vivantes, elle revendique « un grain de dissonance » qui lui permet de bouleverser quelques règles établies du koto, la grande harpe japonaise qu'elle pratique depuis l'enfance.

Cet instrument trois fois millénaire venu de Chine avec le bouddhisme au VIII^e siècle, a bien été rayé de la carte avec l'ère Meiji, qui, à partir de 1868, a imposé par la force l'ouverture d'un Japon jusqu'alors replié sur lui-même. Il survécut. Aujourd'hui, dit Kasui Sawai, qui dirige l'école de koto Sawai, fondée en 1963 par son mari Tadao Sawai, compositeur et virtuose de koto, « les arts traditionnels au Japon sont peu encouragés. Leur pratique est dispendieuse. L'État ne s'en préoccupe pas outre-mesure : il y a au Japon une seule université qui enseigne la musique traditionnelle, l'université des arts de Osaka ». Comment éviter l'asséchement ?

Le koto a longtemps été partie intégrante de l'éducation des jeunes filles et des gestes quotidiens. « Cela l'a desservi », déplore Kasui Sawai. De plus, il était lié au chant. En 1878, Yatsushiro Heigo a commencé à composer des pièces pour koto seul. Plus tard, Michio Miyagi (le maître de Kasui et Tadao Sawai) l'a totalement séparé de la

voix. Avec un minimum de treize cordes de soie tendues à l'aide de chevilles mobiles sur une caisse de résonance placée à plat, le koto est un instrument difficile à maîtriser. La main droite égrène les notes, la gauche produit les vibrations, module les inflexions. L'échelle est restreinte, l'accordage fastidieux, la subtilité passe par le glissement des notes. Il est pourtant riche de nuances.

Kasui Sawai a la recherche de sonorités anciennes, par exemple en jouant sur des kotos à dix-sept cordes, parfois bricolés à l'aide de baguettes de table, qui lui permettent d'aller puiser dans les graves. Mais dans son combat pour la reconnaissance du koto, au Japon comme en Occident, elle s'est totalement ouverte aux influences contemporaines, « au temps, au rythme accéléré ». En transposant des œuvres pour piano de John Cage (*Three Dances*, pour quatre kotos), de Steve Reich (*Piano phase*) ou commandant des pièces pour

koto à John Zorn, en jouant avec des musiciens de jazz, dans des lieux habituellement réservés à cet usage...

« Sa musique trouve dans cette liberté d'esprit une aisance particulière, un style délié et précis. A Paris, avec cinq membres de l'Ensemble de koto qu'elle dirige à Tokyo, Kasui Sawai mélange pièces modernes de Tadao Sawai et classiques de l'école Yatsushiro (XVIII^e siècle). Aux critiques, aux orthodoxes de la tradition qui sont restés repliés dans la défensive comme pendant l'ère Meiji », elle répond en jouant debout : « Le koto se jouait assis, sur les tatamis. C'était une attitude confucianiste qui empêchait de bouger. Je joue debout, pour libérer mon corps, car je veux donner du souffle, de l'air ».

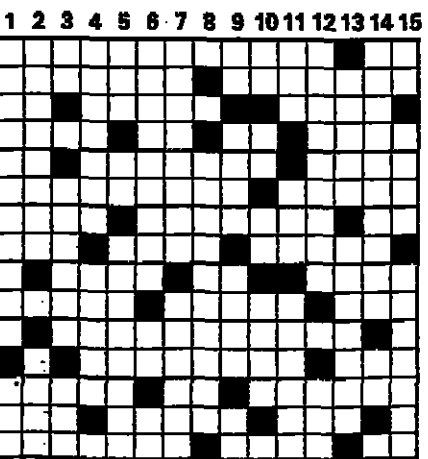
VÉRONIQUE MORTAGNE

Le 24 mai à 20 h 30. Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet. Tél. : 42-14-22-77.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6045
HORIZONTALEMENT

I. S'affiche sans équipes. Injonction. — II. Un saint que certains sont toujours prêts à adorer. Dernière, elle est farouche. — III. Terme musical. Réseau. Ordre d'opérer. — IV. Est présente dans toutes les pensées. Abréviation. Quelqu'un. Manifestation en l'honneur d'un parti. — V. De tout un peu. Mourut de la pierre. Mieux vaut la conserver froide que de l'avoir brûlée. — VI. Provoque de sérieuses divergences de vues. Un manque d'étroitesse les place dans une situation de femme. — VII. Dans le nom d'une expérience économique tentée par Roosevelt. Second fils de Cyrus. D'agré. — VIII. Légumes. Ne pas garder le silence. Ne parlent que pour faire taire. — IX. Payer de sa personne en sollicitant la fortune. Fin d'infinif. Des aïeules. — X. Fit en



Intéressant plus la génétique que le noyau. Indication lisible en tous sens. — XII. Supplétif. Préposition. Elair de longue vie. — XIV. Abréviation. Se tiennent très bien à table. Demi-raton. — XV. Prélèvement exceptionnel. Évoque une royale installation. Mauvais point de chute.

VERTICALEMENT
1. Se repaît chaque soir. Recteur. — 2. Préparer un repas pour un appétit d'oiseau. Refranchit un visage ou échauffe les oreilles. — 3. Terme musical. Peut provoquer la chute d'un favori. Est parfois un message de Phébus glissé sous la porte. — 4. Qui provoque obligatoirement une entorse à une botteuse. Ne se montre pas toujours tendre. — 5. Se pose en contestataire. Long ruban. Pousse très rapidement en avant et oblige parfois à faire marche arrière. — 6. Faire école pour certains « maîtres » chanteurs. Bruit. Morceau de fro-mage. — 7. Pour qui veut trouver le repos. — 8. Plus portée sur le badin que sur le badinage. — 9. Épreuve. — 10. Pronom. Ne pas laisser en place. Sont plus que suffisants. Abréviation.

tion. — 10. C'est un commencement. En hâtons. Particule. Va et vient à l'atelier. — 11. Une cravate de charme suffit à l'habiller. Réduisant en menus parties (épêlé). Des pieds et des jambes. — 12. Avec lui, bien des personnes ardentes sont devenues valétudinaires. Entend mal. — 13. Point de suspension. Une force de la nature. — 14. Des personnes pour le moins curieuses. Voisinent dans un récit. — 15. En avance. Protecteur de certains animaux. Ouvrages éreintants.

Solution du problème n° 6044

Horizontalement

I. Malgres. — II. Eclaircie. — III. Pied. Ghor. — IV. Ré. Etal. — V. Ira. Usité. — VI. Blatte. — VII. Anse. Ut. — VIII. Nues. Lags. — IX. Tâne. Sure. — X. Etre. Réo. — XI. Assauts.

Verticalement

1. Méprisants. — 2. Acler. Nudes. — 3. Ile. Absents. — 4. Gade. Lâsers. — 5. Ri. Tua. Eu. — 6. Ergastula. — 7. Schlitters. — 8. lo. Té. Gré. — 9. Porte. Osées. — 10. GUY BROUTY

AGENDA

THÉÂTRE

ANTOINE - SIMONE-BERTRAND (42-08-77-71). L'Amour foot : 20 h 45, dim. 15 h 30.
ARCANE (43-38-19-70). L'île des esclaves : 20 h 30, dim. 17 h 15. Dim. L'île de la raison et la Colonie : 17 h.
ATALANTE (46-06-11-90). Le Marin : 20 h 30, dim. 17 h.
ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET (47-42-67-27). Salle C. Bérard. Sa lettre de mariage : 20 h 30.
BOUFFES DU NORD (48-07-34-50). L'Homme qui : 16 h et 20 h 30.
BOUFFES PARISIENS (42-96-80-24). L'Avenir : 21 h.
BOUFFES-THÉÂTRE DU XIXE (42-38-38-53). Galla : 19 h. Le Médicinal malgré lui : 21 h.
CARTOUCHERIE-THÉÂTRE DU SOLEIL (43-74-24-08). L'Inde : de père en fils, de mère en fille : 15 h et 19 h 30.
CARTOUCHERIE-THÉÂTRE DE LA TEMPÊTE (42-28-36-36). Salle L. Mercades : 20 h 30, dim. 16 h.
CITÉ INTERNATIONALE (45-89-38-69). Alfred et George : 20 h. Les Tzadimistes : 21 h 30. Cher Paul : 23 h.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-20-08-24). L'Aide-mémoire : 18 h et 21 h.
COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). Le Doux Baiser d'amour : 20 h, dim. 14 h. L'Épouse prudente : 21 h 15, dim. 15 h 30.
COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Voltaire-Rousseau : 19 h et 21 h 30.
COMÉDIE-FRANÇAISE SALLE RICHELIEU (40-15-00-15). La Serva amorosa : 14 h. Le Faiseur : 20 h 30. Dim. Les Précieuses ridicules : l'improvisé de Versailles : 20h30. La Médée Imaginaire : 14h.
COMÉDIE-FRANÇAISE THÉÂTRE DU VIEUX-COLOMBIER (42-72-78-22). Le Silence : Elle est à 20 h 30, dim. 16 h.
EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-58-92). La Frouse : 21 h, dim. 15 h.
ESPACE MARAIS (48-04-01-55). L'île des esclaves : 19 h. Fou le maître de madame : 20 h, dim. 18 h. La Mouette : 21 h. Télégramme : 23 h, dim. 19 h. Dim. Le Mariage de Figaro : 18 h.
ESSAÏON DE PARIS (42-78-48-42). Dialogue avec une jeune fille morte : 20 h 30, dim. 15 h 30.

20 h 30, dim. 16 h.
FONDACTION DEUTSCH-DE-LA-MEURTHE (45-57-44-11). Etiam Pacem (Même les péchés) : 21 h.
FONTAINE (48-74-74-40). Le Clan des veuves : 15 h 30 et 20 h 45.
GALITÉ - MONT PARNASSE (43-22-18-18). Ce qui arrive et ce qu'on attend : 20 h 45, dim. 15 h.
HÉBERTOT (43-87-23-23). Pygmalion : 18 h 30 et 20 h 45, dim. 15 h.
HUGHETTE (43-25-38-99). La Camarade chérie : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30. L'Augmentation : 21 h 30.
LA BRUYÈRE (48-74-78-99). Temps contre temps : 20 h 30, dim. 15 h.
LE TRIANON (48-06-83-88). Dérèglement sur un clair de lune : 18 h 30, dim. 14 h 30. Schubert, le voyageur de l'invisible : 20 h 30, dim. 16 h.
LIÈRE-THÉÂTRE (45-86-85-83). Encore une heure si courte : 20 h 30, dim. 15 h.
LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Salle Roger Blin. La Marelle : Diderot : 20 h. Théâtre noir. Le Petit Prince : 18 h 45. L'Escalier : 20 h. René Descartes, la passion d'un astre volcanique : 21 h 30. Théâtre rouge. Les Dix Commandements : 18 h. Le Berc : 20 h. La Si Jolie Vie de Sybil Joy : 21 h 30.
MADELEINE (42-85-07-09). Atout cœur : 21 h, dim. 15 h 30.
MARIE-STUART (45-08-17-80). Je me tiens devant toi : 18 h et 20 h 30.
Huis clos : 18 h 30. Tempête sur une table ronde : 22 h 30.
MARIGNY (42-58-04-41). Je ne suis pas un homme facile : 17 h 30 et 20 h 30, dim. 15 h.
MARIGNY (SALLE POPESCO) (42-25-20-74). Suite royale : 21 h, dim. 15 h.
MICHEL (42-65-35-02). Sexe et jalousie : 18 h et 21 h 15, dim. 15 h 30.
MICHELIERE (47-42-95-22). Parnassiens : 17 h et 20 h 30, dim. 16 h.
MOGADOR (48-78-04-04). Les Russes : 20 h 30, dim. 16 h.
MONT PARNASSE (42-22-77-74). Mortadelle : 18 h et 21 h 15.
MONT PARNASSE (PETIT) (43-22-77-30). Le Golem : 21 h, dim. 15 h 30.
NOUVEAU THÉÂTRE MOUFFETARD (43-31-11-89). Le roi se meurt : 20 h 30, dim. 15 h 30.

PARIS EN VISITES

LUNDI 24 MAI

« Les passages couverts du Sentier où se réalisait la mode féminine. Exotisme et dépaysement assurés ! (doublée parcourez) : 10 h 30, 3, rue de Palestro (Paris autoprof). »

« Les salles souterraines nouvellement fouillées des thermes de Cluny, spécialement ouvertes », 11 heures, entrée du Musée de Cluny (P.-Y. Jassot). »

« L'Opéra, centre de la vie mondaine de la fin du dix-neuvième siècle. Gamier et le style Napoléon III », 11 heures et 15 heures, devant l'entrée à droite (Connaissance d'Ici et d'ailleurs). »

« Exposition le Titien », 13 h 30, Grand Palais, porte A (Tourisme culturel). »

« Le quartier Faisanderie/Dauphine avec le Musée de la Contrefaçon », 14 heures, métro Pompe (V. de Lande). »

« Le château de la Malmaison : souvenirs et décors de Joséphine », 14 h 30, grilles du parc, près de la billetterie, par autobus 258, au départ de la Défense (Monuments historiques). »

« Le Paris des romantiques et la Nouvelle-Athènes », 14 h 30, devant l'église de la Trinité (S. Rignon-Kern). »

« Hôtels du Marais spécialement ouverts. Passages, ruelles insolites, jardins, plafonds et escaliers inconnus », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (H. Huallet, A.C. de la Cité, naissance de Paris, vieilles maisons de Chanoines, 15 heures, 2, rue d'Arcole (Paris autoprof). »

« Salons, chapelle et amphithéâtre de la Sorbonne, spécialement ouverte », 15 heures, 48, rue Saint-Jacques (C. Marie). »

« Hôtels et jardins du Marais. Place des Vosges », 15 heures, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé). »

CONFÉRENCES

23, quai de Condé, 14 h 45 : « Le temps dans l'islam sunnite », par R. Améliez (Académie des sciences morales et politiques). »

23, quai de Condé (grande salle des séances), 15 heures : « L'électronique à un électron », par M. Devorot (Académie des sciences). »

35, rue des Francs-Bourgeois, 18 h 30 : « La Renaissance de l'université en Europe », par M. de Gandillac (Maison de l'Europe). »

C. N. M. H., 62, rue Saint-Antoine, 19 heures : « L'avenir des paysages et des jardins », par C. Anon Fallu et M. Mosser (Jeunesse et patrimoine). »

NOUVEAUTÉS (47-70-82-76). Tout va bien : 20 h 30, dim. 15 h.
OLYMPIA (47-42-25-49). Guy Bedos et Muriel Robin : 20 h 30.
POCHE - MONT PARNASSE (45-48-92-97). Salle I. Vingt-quatre heures de la vie d'une femme : 18 h et 21 h, dim. 15 h.
PORTE SAINT-MARTIN (42-08-00-32). Knock : 17 h et 20 h 45.
POTINIERE (42-61-44-16). Molière-mécanisme : 21 h, dim. 16 h.
RANELAGH (42-88-64-44). Les Enfants du silence : 20 h 45, dim. 17 h.
SPLINDID (42-08-21-93). Gisèle et Robert : 20 h 30. Improvisation : 22 h.
THÉÂTRE DE L'EST (42-08-21-93). Gisèle et Robert : 20 h 30. Improvisation : 22 h.
THÉÂTRE DÉJAZET (48-87-82-85). Coupures de viroles : 21 h.
THÉÂTRE NATIONAL DE PARIS (43-64-80-80). L'Avenir : 20 h 30.
THÉÂTRE GRÉVIN (42-46-84-47). Lumière Violent : 20 h 30.
THÉÂTRE DE LA MAIN-D'OR BELLE (45-31-10-89). Arlequin serviteur de deux maîtres : 20 h, dim. 16 h 30.
THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15). Salle Jean Vilar. La Mégère apprivoisée : 20 h 30, dim. 15 h.
THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-60). Petite salle. Saline : 21 h, dim. 18 h.
THÉÂTRE NATIONAL DE L'ODÉON (44-41-38-38). Le Prince du Nouveau Monde : 19 h 30.
THÉÂTRE DE NEBLE (45-34-81-04). Sette rit jeune : 20 h 30. On va faire la cocotte, mais n'est promène donc pas toute nue : 22 h 15.
THÉÂTRE DU ROND-POINT (45-31-10-89). Arlequin serviteur de deux maîtres : 20 h, dim. 16 h 30.
THÉÂTRE SILVIA-MONFORT (45-31-10-89). Arlequin serviteur de deux maîtres : 20 h, dim. 16 h 30.
THÉÂTRE DE LA VILLE (42-74-22-77). Figue divorce : 20 h 30.
TOURTOUR (48-87-82-88). M'sieur Offenbach : 19 h. Chronique d'une mort retardée : 20 h 30.
TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). Marc Joffet : 21 h.

RÉGION PARISIENNE

BOISSY-SAINT-LÉGER (LE FORUM) (45-89-33-48). Salle polyvalente. Féminin naïf : 21 h, dim. 15 h.
CHOUISY-LE-ROI (THÉÂTRE PAUL-ELIARD) (48-90-89-79). Drame ou De l'aube à minuit : 20 h 30, dim. 15 h.
IVRY-SUR-SEINE (THÉÂTRE) (46-72-37-43). L'Amour médecin : 20 h 30, dim. 16 h.
MAISON-LAFFITTE (ANCIENNE ÉGLISE) (39-70-82-45). Jacques a dit : 17 h 30. Dim. Le Bel Indifférent : 14 h.
MAISON-LAFFITTE (SALLE MALES-HERBES) (39-70-82-45). L'Horrible Affaire Mac Cinnock Castle : 14 h 30. L'Enfer du décor : 20 h 30. Dim. Souvenir d'un été d'été : 18 h 30.
MONTREUIL (STUDIO-THÉÂTRE DU TEMPLE) (48-59-82-09). L'Atelier : 20 h 30, dim. 16 h.
MONTREUIL (TJS) (48-59-82-09). Ville Essentiel Monde : 20 h 30, dim. 17 h.
NEUILLY-SUR-SEINE (ATHLÉTIC) (46-24-03-63). Il y a des hommes comme Victor Hugo : 20 h 45.
ROISSY-EN-BRIE (CENTRE CULTUREL) (60-29-10-19). Le Rosier : 21 h.
SAINT-GERMAIN-EN-LAYE (THÉÂTRE ALEXANDRE-DUMAS) (90-87-07-07). Sans rancune : 20 h 45.
SAINT-MAUR (THÉÂTRE ROND-POINT-LIBERTÉ) (48-59-82-09). Drame de bêtes : 20 h 45, dim. 15 h.
VANVES (THÉÂTRE) (46-45-46-47). Les Aventures du baron Faeneste : 20 h 30, dim. 15 h.
VINCENNES (THÉÂTRE DANIEL-SOLANO) (43-74-73-74). Dim. Les Derniers Jours d'un condamné à mort : 18 h.

CINÉMA

LES FILMS NOUVEAUX

FLORILE. Film italien de Paolo et Vittorio Taviani, v.o. : Gaumont Les Halles, 1* (36-85-75-55) ; Gaumont Opéra, 2* (36-85-75-55) ; Gaumont Hautes-Seines, 3* (36-85-75-55) ; Gaumont Champs-Élysées, 4* (36-85-75-55) ; 14 Juillet Bastille, 11* (43-57-90-81) ; Gaumont Alésia, 14* (36-85-75-14) ; Gaumont Kinopanorama, 15* (36-85-75-55) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2* (36-85-75-55) ; Les Nations, 12* (43-43-04-87) ; 36-85-71-33) ; Gaumont Gobelins bis, 13* (36-85-75-55) ; Montparnasse, 14* (36-85-75-55) ; Gaumont Convention, 15* (36-85-75-55).
MO MONEY. Film américain de Peter MacDonald, v.o. : Ciné Beaubourg, 3* (42-71-82-38) ; George V, 8* (45-82-41-48) ; 36-85-70-74) ; v.f. : Rex, 2* (42-38-83-93) ; 36-85-70-73) ; Paramount Opéra, 9* (47-42-58-31) ; 36-85-70-18) ; UGC Lyon Bastille, 12* (43-43-01-69) ; 36-85-70-84) ; UGC Gobelins, 13* (45-81-94-95) ; 36-85-70-45) ; Miramar, 14* (36-85-70-38) ; Métrol, 14* (36-85-70-41) ; UGC Convention, 15* (45-74-83-40) ; 36-85-70-47) ; Pathé Clichy, 18* (36-85-20-22) ; La Gambetta, 20* (46-06-10-88) ; 36-85-71-44).
LA LEÇON DE PIANO. Film australien de Jane Campion, v.o. : Gaumont Les Halles, 1* (36-85-75-55) ; 14 Juillet Bastille, 11* (43-57-90-81) ; Gaumont Alésia, 14* (36-85-75-14) ; Gaumont Kinopanorama, 15* (36-85-75-55) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2* (36-85-75-55) ; Les Nations, 12* (43-43-04-87) ; 36-85-71-33) ; Gaumont Gobelins bis, 13* (36-85-75-55) ; Montparnasse, 14* (36-85-75-55) ; Gaumont Convention, 15* (36-85-75-55).
LA LEÇON DE PIANO. Film australien de Jane Campion, v.o. : Gaumont Les Halles, 1* (36-85-75-55) ; 14 Juillet Bastille, 11* (43-57-90-81) ; Gaumont Alésia, 14* (36-85-75-14) ; Gaumont Kinopanorama, 15* (36-85-75-55) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2* (36-85-75-55) ; Les Nations, 12* (43-43-04-87) ; 36-85-71-33) ; Gaumont Gobelins bis, 13* (36-85-75-55) ; Montparnasse, 14* (36-85-75-55) ; Gaumont Convention, 15* (36-85-75-55).

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)
DIMANCHE
 Hommage à Frank Borzage : Secrets (1923-1924), v.o. traduction simultanée par casque, de Frank Borzage, 14 h 30 ; Day is done (1955), v.o. traduction simultanée par casque, de Frank Borzage, A Ticket for Thaddeus (1956), v.o. traduction simultanée par casque, de Frank Borzage, Me rencontre avec Caruso (1956), v.o. s.t.f., de Frank Borzage, 16 h 30 ; Chine Doll (1958), v.o. traduction simultanée par casque, de Frank Borzage, 19 h ; Simon le pêcheur (1958-1959), v.o. traduction simultanée par casque, de Frank Borzage, 21 h.

PALAIS DE TOKYO

DIMANCHE
 J. M. Straub et D. Huillet : Othon (1969), de Jean-Marie Straub et Danièle Huillet, 18 h 30 ; L'Argent (1969), de Robert Bresson, 19 h ; De la nudité à la révélation (1978, v.o. s.t.f.), de Jean-Marie Straub et Danièle Huillet, 21 h.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE-GARANCE (42-78-37-29)
DIMANCHE
 Les Cinémas du Canada : Montréal vu par... (1991, v.o. s.t.f.), de Patricia Rozema, Jacques Lussier, Michel Brault, Atom Egoyan, Les Pool, Dany Aranz, 14 h 30 ; L'Inconnu de Montréal (1950, v.o. s.t.f.), de Jean Devaivre, 17 h 30 ; Street Musique (1972, v.o. s.t.f.), de Ryan Larkin, il était une fois dans l'est (1973, v.o. s.t.f.), d'André Brezard, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, Grande-Galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30)
DIMANCHE
 L'Après-88 : Génération (1988) de Daniel Edinger et Françoise Prébols, Erica Minor (1974) de Bertrand Van Effenterre, 14 h 30 ; De la nudité à la révélation (1978, v.o. s.t.f.), de Jean-Marie Straub et Danièle Huillet, 21 h.
 L'Après-88 : Génération (1988) de Daniel Edinger et Françoise Prébols, Erica Minor (1974) de Bertrand Van Effenterre, 14 h 30 ; De la nudité à la révélation (1978, v.o. s.t.f.), de Jean-Marie Straub et Danièle Huillet, 21 h.
 L'Après-88 : Génération (1988) de Daniel Edinger et Françoise Prébols, Erica Minor (1974) de Bertrand Van Effenterre, 14 h 30 ; De la nudité à la révélation (1978, v.o. s.t.f.), de Jean-Marie Straub et Danièle Huillet, 21 h.

LES EXCLUSIVITÉS

L'ADVERSAIRE (Ind., v.o.) : Racine Odéon, 6* (43-25-19-09) ; La Bastille, 11* (43-07-48-60).
AGAGUK (Fr.-Can., v.o.) : George V, 8* (45-82-41-48) ; 36-85-70-74) ; v.f. : Gaumont Parnasse, 14* (36-85-75-55).
AGANTU (Fr.-Can., v.o.) : Lucarne, 6* (45-44-57-34).
LES AMIES DE COEUR (Fr., v.o.) : Latine, 4* (42-78-47-88).
ANTONIA & JANE (Brit., v.o.) : Studio des Ursulines, 6* (43-25-19-09) ; Gaumont Parnasse, 14* (36-85-75-55).
L'ARBRE LE MAIRE ET LA MÉDIA-THÈQUE (Fr.) : Le Saint-Germain-des-Près, Salle G. de Beaumgard, 6* (42-22-87-23) ; La Bête, 9* (45-61-10-89).
ARIZONA DREAM (A.-R., v.o.) : Forum Orient Express, 1* (42-33-42-28) ; 36-85-70-87) ; Les Trois Luxembourg, 6* (46-33-87-77) ; 36-85-70-43) ; UGC Biarritz, 9* (46-32-20-40) ; 36-85-70-81).
AVRIL ENCHANTE (Brit., v.o.) : Forum Orient Express, 1* (42-33-42-28) ; 36-85-70-87) ; UGC Odéon, 6* (42-25-10-30) ; 36-85-70-72) ; George V, 8* (45-82-41-48) ; 36-85-70-74) ; Sept Parnassiens, 14* (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15* (45-75-79-79) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8* (43-87-35-43) ; 36-85-71-88).
BENNY'S VIDEO (Aut., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6* (43-25-19-09).
BLADE RUNNER-VERSION INÉDITE (A., v.o.) : Club Gaumont (Publics Miroir), 9* (42-58-52-78) ; Saint-Lambert, 15* (45-32-91-68).
LE CAHIER VOLÉ (Fr.) : Publics Saint-Germain, 6* (42-22-72-80) ; Gaumont Ambassade, 8* (36-85-75-55) ; 36-85-75-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8* (43-87-35-43) ; 36-85-71-88).
LES FILMS NOUVEAUX
 14 Juillet Bastille, 11* (43-57-90-81) ; Gaumont Alésia, 14* (36-85-75-14) ; Gaumont Kinopanorama, 15* (36-85-75-55) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2* (36-85-75-55) ; Les Nations, 12* (43-43-04-87) ; 36-85-71-33) ; Gaumont Gobelins bis, 13* (36-85-75-55) ; Montparnasse, 14* (36-85-75-55) ; Gaumont Convention, 15* (36-85-75-55).
MO MONEY. Film américain de Peter MacDonald, v.o. : Ciné Beaubourg, 3* (42-71-82-38) ; George V, 8* (45-82-41-48) ; 36-85-70-74) ; v.f. : Rex, 2* (42-38-83-93) ; 36-85-70-73) ; Paramount Opéra, 9* (47-42-58-31) ; 36-85-70-18) ; UGC Lyon Bastille, 12* (43-43-01-69) ; 36-85-70-84) ; UGC Gobelins, 13* (45-81-94-95) ; 36-85-70-45) ; Miramar, 14* (36-85-70-38) ; Métrol, 14* (36-85-70-41) ; UGC Convention, 15* (45-74-83-40) ; 36-85-70-47) ; Pathé Clichy, 18* (36-85-20-22) ; La Gambetta, 20* (46-06-10-88) ; 36-85-71-44).
LA LEÇON DE PIANO. Film australien de Jane Campion, v.o. : Gaumont Les Halles, 1* (36-85-75-55) ; 14 Juillet Bastille, 11* (43-57-90-81) ; Gaumont Alésia, 14* (36-85-75-14) ; Gaumont Kinopanorama, 15* (36-85-75-55) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2* (36-85-75-55) ; Les Nations, 12* (43-43-04-87) ; 36-85-71-33) ; Gaumont Gobelins bis, 13* (36-85-75-55) ; Montparnasse, 14* (36-85-75-55) ; Gaumont Convention, 15* (36-85-75-55).

Forum Horizon, 1* (45-08-87-57) ; 36-85-70-83) ; Gaumont Ambassade, 8* (36-85-75-08) ; UGC Normandie, 9* (45-83-16-16) ; 36-85-70-82) ; v.f. : Rex, 2* (42-38-83-93) ; 36-85-70-73) ; UGC Montparnasse, 14* (36-85-75-55) ; Gaumont Opéra, 9* (47-42-58-31) ; 36-85-70-18) ; UGC Lyon Bastille, 12* (43-43-01-69) ; 36-85-70-84) ; UGC Gobelins, 13* (45-81-94-95) ; 36-85-70-45) ; Gaumont Alésia, 14* (36-85-75-14) ; UGC Convention, 15* (45-74-83-40) ; 36-85-70-47) ; Pathé Clichy, 18* (36-85-20-22) ; La Gambetta, 20* (46-06-10-88) ; 36-85-71-44).
LES NUITS FAUVES (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3* (42-71-82-38) ; UGC Montparnasse, 8* (45-74-83-40) ; 36-85-70-14) ; UGC Triomphe, 8* (45-74-83-40) ; 36-85-70-14) ; UGC Opéra, 9* (45-74-83-40) ; 36-85-70-14) ; UGC Gobelins, 13* (45-81-94-95) ; 36-85-70-45) ; Miramar, 14* (36-85-70-38) ; Métrol, 14* (36-85-70-41) ; UGC Convention, 15* (45-74-83-40) ; 36-85-70-47) ; Pathé Clichy, 18* (36-85-20-22) ; La Gambetta, 20* (46-06-10-88) ; 36-85-71-44).
PETER'S FRIENDS (Brit., v.o.) : Forum Orient Express, 1* (42-33-42-28) ; 36-85-70-87) ; UGC Odéon, 6* (42-25-10-30) ; 36-85-70-72) ; George V, 8* (45-82-41-48) ; 36-85-70-74) ; v.f. : Rex, 2* (42-38-83-93) ; 36-85-70-73) ; Paramount Opéra, 9* (47-42-58-31) ; 36-85-70-18) ; UGC Lyon Bastille, 12* (43-43-01-69) ; 36-85-70-84) ; UGC Gobelins, 13* (45-81-94-95) ; 36-85-70-45) ; Miramar, 14* (36-85-70-38) ; Métrol, 14* (36-85-70-41) ; UGC Convention, 15* (45-74-83-40) ; 36-85-70-47) ; Pathé Clichy, 18* (36-85-20-22) ; La Gambetta, 20* (46-06-10-88) ; 36-85-71-44).
LE PETIT PRINCE A DIT (Fr.) : Lucarne, 6* (45-44-57-34) ; Grand Pavois, 15* (45-44-57-34).
QU'IL Y A UNE FEMME CHINOISE (Chin., v.o.) : Saint-André-des-Arts II, 6* (43-26-25-82).
RAPID FIRE (A., v.o.) : George V, 8* (45-82-41-48) ; 36-85-70-74) ; v.f. : Rex, 2* (42-38-83-93) ; 36-85-70-73) ; UGC Montparnasse, 8* (45-74-83-40) ; 36-85-70-14) ; UGC Triomphe, 8* (45-74-83-40) ; 36-85-70-14) ; UGC Opéra, 9* (47-42-58-31) ; 36-85-70-18) ; UGC Lyon Bastille, 12* (43-43-01-69) ; 36-85-70-84) ; UGC Gobelins, 13* (45-81-94-95) ; 36-85-70-45) ; Miramar, 14* (36-85-70-38) ; Métrol, 14* (36-85-70-41) ; UGC Convention, 15* (45-74-83-40) ; 36-85-70-47) ; Pathé Clichy, 18* (36-85-20-22) ; La Gambetta, 20* (46-06-10-88) ; 36-85-71-44).
RESERVOIR DOGS (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3* (42-71-82-38) ; UGC Opéra, 9* (47-42-58-31) ; 36-85-70-18) ; UGC Lyon Bastille, 12* (43-43-01-69) ; 36-85-70-84) ; UGC Gobelins, 13* (45-81-94-95) ; 36-85-70-45) ; Miramar, 14* (36-85-70-38) ; Métrol, 14* (36-85-70-41) ; UGC Convention, 15* (45-74-83-40) ; 36-85-70-47) ; Pathé Clichy, 18* (36-85-20-22) ; La Gambetta, 20* (46-06-10-88) ; 36-85-71-44).
RIENS DU TOUT (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3* (42-71-82-38) ; 14 Juillet Bastille, 11* (43-57-90-81) ; Gaumont Alésia, 14* (36-85-75-14) ; Gaumont Kinopanorama, 15* (36-85-75-55) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2* (36-85-75-55) ; Les Nations, 12* (43-43-04-87) ; 36-85-71-33) ; Gaumont Gobelins bis, 13* (36-85-75-55) ; Montparnasse, 14* (36-85-75-55) ; Gaumont Convention, 15* (36-85-75-55).
SAMBA TRAGÉ (Fr.-Suisse-burkinabé, v.o.) : Utopia, 6* (43-26-84-66).
SANTA SANGRE (M.) (Mex., v.o.) : Espace Saint-Michel, 6* (44-07-20-49) ; Espace Saint-Michel, 6* (44-07-20-49).
SCITONK I (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3* (42-71-82-38) ; UGC Opéra, 9* (47-42-58-31) ; 36-85-70-18) ; UGC Lyon Bastille, 12* (43-43-01-69) ; 36-85-70-84) ; UGC Gobelins, 13* (45-81-94-95) ; 36-85-70-45) ; Miramar, 14* (36-85-70-38) ; Métrol, 14* (36-85-70-41) ; UGC Convention, 15* (45-74-83-40) ; 36-85-70-47) ; Pathé Clichy, 18* (36-85-20-22) ; La Gambetta, 20* (46-06-10-88) ; 36-85-71-44).
SOMMERSEY (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1* (36-85-75-55) ; UGC Odéon, 6* (42-25-10-30) ; 36-85-70-82) ; UGC Triomphe, 8* (45-74-83-40) ; 36-85-70-14) ; U

BILLET

Les privatisations ne feraient plus recette

Cette fois, «Madame, monsieur» vont être difficiles à convaincre. Il en faudra davantage que les arguments, sous forme de publicité, d'une Catherine Deneuve ou la visite guidée d'un prestigieux siège de banque, comme lors de la première cohabitation, pour leur vendre les privatisations.

Si l'on en croit un sondage de la SOFRES publié samedi 22 mai dans l'hebdomadaire financier la Vie française, les privatisations laissent une large majorité de Français... de marbre. Selon l'organisme, qui a interrogé 1 001 personnes, du 19 au 22 avril, 78 % des Français n'achèteraient sans doute pas ou certainement pas d'actions lors de la prochaine vague de privatisations. 10 % participeraient «sans doute» à de tels achats. Et 4 % d'entre eux «certainement».

L'institut de sondage rappelle que, en 1986-1987, 11 % des Français avaient acheté des actions. A l'époque, la rumeur sur les titres de certaines sociétés privatisées avait dépassé toutes les espérances. Paribas, qui tablait sur 1 million d'actionnaires, en avait récolté près de quatre fois plus. Le titre Suez avait attiré 1,6 million de petits porteurs. Un nombre identique avaient acheté du Saint-Gobain.

Les optimistes en conclurent qu'il est encore un peu tôt pour connaître l'accueil réel qui sera réservé à la vente de titres d'entreprises publiques. Après tout, la loi sur les privatisations, qui doit fixer le cadre et les modalités de ces opérations, ne sera présentée au conseil des ministres que le 26 mai. Le calendrier n'est pas coquet, tout comme le nom des premières sociétés privatisées. Bref, pour le moment, le contenu reste flou, peu propice à déclencher les passions.

Reste que le contexte économique général, les leçons de l'expérience passée (nombre de petits porteurs se sont désengagés à la suite du krach boursier d'octobre 1987), les performances actuelles des entreprises cotées (la plupart ont annoncé en 1992 une baisse de leurs bénéfices et un rapetissement de leur chiffre d'affaires) peuvent aussi expliquer ce manque d'ardeur. La suppression annoncée de l'impôt de Bourse n'est pas un vrai argument si la plupart des ménages jugent que leur budget est comprimé. Et s'il est avéré qu'il pourrait l'être encore davantage.

L'actionnaire «populaire» cher à Edouard Balladur risque d'avoir du plomb dans l'aile. A moins que, pour des raisons fiscales, un certain nombre de détenteurs de Sicav monétaires ne se décident à transférer leurs fonds sur des plans d'épargne en actions. Plus que sur les particuliers, le gouvernement va devoir miser avant tout sur les investisseurs étrangers, auxquels pourraient être réservées jusqu'à 25 % du capital des sociétés concernées, pour assurer le succès de ses nouvelles privatisations.

CAROLINE MONNOT

La CFTC réclame des «accords d'entreprise à portée familiale». La CFTC a demandé, vendredi 21 mai, que l'exonération des cotisations familiales pour les entreprises, envisagée par le gouvernement, soit subordonnée à la conclusion et à la mise en œuvre d'accords d'entreprise à portée familiale. Après avoir été reçu par le premier ministre, Edouard Balladur, Alain Delon, secrétaire général de la centrale chrétienne, a indiqué que ces accords devraient porter sur l'aide au logement, la conciliation entre la vie familiale et la vie professionnelle, la mise en place d'un supplément familial de traitement ou une formation spécifique.

Le comité monétaire de la CEE propose des indicateurs confidentiels pour prévenir les situations de crise

Réunis de manière informelle samedi 22 et dimanche 23 mai à Kolding, au Danemark, les ministres des finances de la CEE cherchent à donner une dynamique nouvelle au processus d'Union économique et monétaire (UEM) de la Communauté. Le comité monétaire des

Douze propose un renforcement de la coopération au sein du système monétaire européen (SME), notamment par l'utilisation d'indicateurs confidentiels de compétitivité destinés à éviter les crises monétaires. Les discussions devaient porter sur les critères de

convergence économique, sur l'harmonisation de la fiscalité de l'épargne au sein de la CEE et sur les relations commerciales avec l'Est. Enfin les Douze devaient étudier un rapport sur le fonctionnement du marché de l'emploi.

COPENHAGUE

de notre envoyée spéciale

Si la nouvelle consultation du peuple danois s'était soldée par un deuxième «non» au traité de Maastricht, la rencontre informelle des ministres des finances de la CEE à Kolding aurait tourné à la cellule de crise. De nouvelles tempêtes sur les marchés financiers tentaient à redoubler. Heureusement le référendum du 18 mai a marqué la fin d'une année pour la Communauté européenne, d'autant que, même en Grande-Bretagne, le processus de ratification paraît bien engagé. La confiance revenue, il faut maintenant s'attaquer aux problèmes de fond de l'économie européenne : retrouver la croissance pour remettre le traité de Maastricht sur les rails. Car les derniers mois ont prouvé que, même ratifié par les Douze, le traité de Maastricht ne pourra être appliqué si la conjoncture reste aussi médiocre sur le Vieux Continent. Le processus d'unification repose en effet sur le rapprochement des économies, selon des critères stricts qui ne sont appliqués que par un ou deux membres de la CEE : l'inflation faible, dette publique contenue, monnaie et taux d'intérêt stables.

La rencontre de Kolding devait donc être le témoin de vives discussions sur les fameux «critères de convergence». Théoriquement, au moins sept pays doivent respecter ces critères pour que la troi-

sième phase de l'Union économique et monétaire (UEM), au cours de laquelle une monnaie unique doit voir le jour, entre en vigueur en 1997. Il est pratiquement certain que cet objectif ne sera pas atteint. Doit-on désormais, alors que l'Europe se trouve au bord de la récession, ignorer ces critères de rapprochement des économies, ou au contraire tout mettre en œuvre pour que le scénario de Maastricht soit respecté ? Plusieurs pays, notamment l'Allemagne, le Royaume-Uni, la Belgique, penchent pour la première solution. Pour l'Allemagne, en revanche, il demeure impératif que chaque Etat «mette sa maison en ordre», selon l'expression favorite des responsables de la Bundesbank (le Monde du 21 mai).

Les difficultés de l'Allemagne

Dans ce débat, la France occupe une position-clé, et bien embarrassante : le premier ministre, Edouard Balladur, lui-même a reconnu, dans les colonnes du Monde (du 18 mai) que le calendrier de Maastricht doit «sérieusement écorcher». Mais la France, fervent partisan du traité, ne peut revenir en arrière. Incapables de trancher ce débat, les Douze ne devaient sans doute qu'évoquer, sur l'insistance du Danemark qui préside la CEE, les moyens de relancer la machine économique. Lors du sommet d'Edimbourg,

en décembre, ils avaient adopté une «initiative européenne de croissance». Mais quelques mois plus tard, les perspectives de croissance se sont encore assombries - le commissaire européen chargé des affaires économiques et financières, Henning Christophersen, devait le confirmer au Douze dimanche - et des mesures vigoureuses seraient appropriées.

Dans la CEE, tout passe par l'Allemagne. Certes, celle-ci a amorcé une baisse sensible de ses taux d'intérêt à court terme, répercutée dans tout le continent. Mais cette baisse doit aujourd'hui être consolidée et poursuivie et se traduire par une détente des taux d'intérêt à long terme outre-Rhin. Est-ce la raison pour laquelle Bonn, échaudé par la baisse récente du mark sur les marchés des changes, a demandé la réouverture du dossier de la fiscalité de l'épargne, enterré depuis 1989 ?

A première vue, harmoniser les impôts payés par les citoyens européens sur les revenus de leurs titres financiers n'a qu'un rapport lointain avec la relance de l'activité. Mais depuis le début de l'année, l'Allemagne souffre, en plus de la chute de son activité et du fâcheux financier de la modernisation de l'ex-RDA, de sorties de capitaux massives. Le gouvernement, soucieux de rééquilibrer ses finances publiques, a en effet instauré, il y a quelques mois, un prélèvement à la source de 30 % sur le revenu des obligations. Depuis, plus de

100 milliards de marks sont allés se placer au-delà des frontières, au Luxembourg, notamment, afin d'échapper à l'impôt.

Priorité à la stabilité des prix

Un tel phénomène pourrait rendre plus difficile le financement des emprunts publics allemands et provoquer une tension du loyer de l'argent. D'où l'intérêt soudain du gouvernement allemand pour l'harmonisation de la fiscalité de l'épargne en Europe grâce à laquelle aucun Etat ne serait plus attirant qu'un autre pour les capitaux en mal de rémunération. Il est cependant peu probable que le dossier de la fiscalité de l'épargne évolue rapidement : en 1989, le Luxembourg, qui pourrait difficilement survivre sans sa place financière, avait refusé la proposition d'une retenue à la source homogène de 15 % sur les revenus de l'épargne.

L'autre grand volet de la rencontre de Kolding devait être l'analyse de la situation sur le marché des changes, après la tempête monétaire sans précédent qui a secoué le système monétaire européen (SME) à l'automne. Tempête qui a laissé des séquelles graves et dont les répercussions paraissent ne plus devoir finir. Deux monnaies, la lire italienne et la livre sterling, n'ont pas été dévaluées, la peseta espagnole

subissant encore une dévaluation de 8 %, le 13 mai. Plusieurs rapports ont analysé en détail la crise du SME, et celui rédigé par les gouvernements des banques centrales de la CEE devait être examiné ce week-end. Mais si le traité de Maastricht n'est encore qu'un scénario vers une union renforcée, le SME, lui, existe et fonctionne bel et bien depuis 1979. Une remise en cause radicale de son fonctionnement, dans le souci d'éviter des crises à l'avenir, serait pour le moins risquée, quoi qu'en dise la Grande-Bretagne.

Sur ce point, comme sur celui des critères de convergence, le message adressé aux Douze est celui de la rigueur : seules des économies assainies, accordant une priorité absolue à la stabilité des prix, pourront éviter les dévaluations et mettre leur monnaie à l'abri des crises. Afin de prévenir les attaques, le comité monétaire propose un renforcement de la surveillance des économies, à travers les critères de convergence classiques, mais également des indicateurs confidentiels mesurant la compétitivité externe. En cas de divergence, les pays seront amenés à intervenir par des actions sur les marchés des changes ou des réajustements, avant que les marchés réagissent aux difficultés du pays. Jusqu'à présent, le SME ne connaît à aucune action de ce type.

FRANÇOISE LAZARE

A l'usine Iveco de Bourbon-Lancy (Saône-et-Loire)

Licenciés, mais accompagnés par le contremaître

MACON

de notre correspondant

Quelques jours après l'émotion suscitée par les pratiques de la direction de l'usine SKF de Saint-Cyr-sur-Loire (Indre-et-Loire), faisant reconduire en taxi des salariés après leur avoir signifié leur mise en congé (le Monde du 20 mai), une nouvelle affaire de licenciement «expéditif» vient d'être connue.

Les 13 et 14 mai, quelque vingt-cinq salariés de l'unité de fabrication de moteurs de poids lourds Iveco (groupe FIAT) de Bourbon-Lancy (Saône-et-Loire) ont été informés de la rupture de leur contrat de travail en arrivant dans les ateliers. Dans cette entreprise où cent cinquante et une suppressions d'emploi ont eu lieu en l'espace de quatre-vingt-cinq jours, les salariés en congé de maladie avaient été convoqués sans plus d'explications par courrier porté à leur domicile. Les autres ont, semble-t-il, été invités par leur responsable d'atelier - accompagné dans certains cas par un vigile - à les suivre pour se voir notifier leur licenciement et les raisons d'ordre économique qui le motivaient. Toujours sous la surveil-

lance du responsable d'atelier, ils ont été dirigés vers les vestiaires puis vers une «antenne emploi» chargée de leur dossier de reclassement. Ils ont ensuite été invités à rentrer chez eux avec leur propre véhicule ou, le cas échéant, accompagnés par leur responsable hiérarchique.

Majoritaire, le syndicat indépendant assure que les salariés concernés par ces suppressions d'emploi ont été choisis selon des critères professionnels stricts (qualité du travail fourni, absentéisme, manque de polyvalence...). Les représentants Force ouvrière sont, eux, beaucoup plus critiques. «On a jeté à la rue des gens impossibles à recruter», s'indignent-ils, en soulignant que, parmi les licenciés, un nombre anormalement élevé de personnes présentent un handicap. Alors que la direction de l'entreprise n'a pu être contactée, Roger Luket, maire (PS) de la commune, constate que «les esprits ont été traumatisés par ces faits». Il se déclare «solidaire avec les ouvriers, solidaire aussi avec une entreprise qui traverse une période difficile, mais pas solidaire avec les méthodes appliquées».

CLAUDINE METTETAL

INDICATEURS

GRANDE-BRETAGNE

«Inflation : +1,3 % sur douze mois. - Avec une hausse des prix de 1,3 % sur l'année fiscale achevée en avril (contre un rythme de 1,9 % sur les douze derniers mois constatés en mars), l'inflation a atteint son plus bas niveau depuis vingt-neuf ans en Grande-Bretagne. «Ces chiffres vont aider à étayer le raisonnement. La Grande-Bretagne est maintenant fermement dans le camp des grands pays à faible inflation et nous entendons y rester», a déclaré vendredi 21 mai, Norman Lamont, le chancelier de l'Echiquier. Malgré la hausse de diverses taxes en début d'année fiscale, l'inflation a été contenue grâce au remplacement de la «pout tax», très contestée, par la nouvelle «council tax», un nouvel impôt local moins onéreux. D'autre part, les hausses de salaires annuelles sont tombées à 4 % en mars, le plus bas niveau depuis vingt-cinq ans et les cotis salariales par unité produite ont baissé de 3 % au cours de l'année écoulée, le plus forte chute observée dans les sept grands pays industrialisés.

Le recul des marchés européen et nippon du secteur

Les groupes japonais de l'électronique grand public victimes d'un passage à vide

Pour la seconde année consécutive, le gotha nippon de l'industrie électronique grand public - Sony, Matsushita, JVC, Pioneer - annonce des résultats en baisse, quand ce ne sont pas des pertes. Le recul des marchés européen et nippon, l'importance des amortissements et la hausse du yen expliquent, pour l'essentiel, cette nouvelle dégradation. Et, à quelques exceptions près, ces géants de l'électronique domestique ne prévoient aucune amélioration en 1993.

Même Sony. Même la plus belle marque d'électronique grand public au monde accuse le coup. Et annonce, pour la seconde année consécutive, un recul sensible de ses bénéfices. Pour l'année fiscale close au 31 mars, le groupe nippon a vu son résultat net consolidé, après impôt, chuter de 69,8 %, à 26,3 milliards de yens (1,78 milliard de francs), pour un chiffre d'affaires de 3 992 milliards de yens (195,8 milliards de francs). Pour expliquer cette nouvelle dégradation, Sony Corp. avance trois explications.

Il y a, d'abord, la faiblesse de la demande au Japon et en Europe où le groupe a vu ses ventes régresser de 2,9 et 3,7 %, partiellement compensée, il est vrai, par la reprise du marché américain (les ventes de Sony y ont progressé de 8,6 %). Il y a, ensuite, l'appréciation du yen face au dollar et aux monnaies européennes (dévaluées), ce qui a coûté plusieurs points de croissance (le chiffre d'affaire n'a progressé que de 1,6 %, mais de 5,6 % à taux de change constant). Il y a, enfin, le montant très élevé des amortissements effectués dans le passé. «L'année en cours devrait rester difficile», souligne Sony Corp. dans un communiqué publié à Tokyo, prévoyant un nouveau repli en 1993.

Ces explications et ce pronostic, Matsushita, numéro 1 mondial de l'électronique grand public (marques National, Panasonic, Technics), les partageant. Il affiche une chute de 53,7 % de son bénéfice imposable consolidé à 168 milliards de yens (8,2 milliards de francs) pour un chiffre d'affaires en recul de 5 %, à 7 056 milliards de yens (343,7 milliards de francs). Mais, contrairement

à son concurrent, ce groupe qu'un professionnel estime «gérer comme un banquier», prévoit un léger rebond de son bénéfice cette année, malgré des ventes stagnantes. Sa filiale à 50 %, Victor Co. of Japan (JVC), n'aura pas cette chance, puisque, après avoir essuyé 43,1 milliards de yens de pertes consolidées, après impôt, pour son exercice 1992-1993 (2,1 milliards de francs) pour un chiffre d'affaires en baisse de 8 %, le groupe s'attend à une troisième année déficitaire.

Une litanie, à laquelle il conviendrait d'ajouter les déconvenues du fabricant de matériel audio, Pioneer Electronic (baisse de 8 % du chiffre d'affaires et de 51,5 % du bénéfice imposable consolidé), les prévisions pessimistes de Minolta, où même, la chute de 98,6 % du résultat avant impôt que Sony annonçait en janvier... Une litanie qu'il convient aussi de ne pas dramatiser. Loin des

inextricables difficultés de leurs concurrents européens, les groupes japonais demeurent solides. Comme le montre, par exemple, le rebond d'Aiwa Co., cette filiale de Sony Corp. spécialisée dans la production de magnétophones, dont le chiffre d'affaires a progressé de 7,5 % (176,1 milliards de yens) et le bénéfice consolidé avant impôt de 39,8 %, siôt engendrant les premiers efforts de rationalisation.

Comme le montre, aussi, le rachat spectaculaire par Matsushita des 35 % détenus par Philips dans le fabricant de semi-conducteurs MEC pour 9 milliards de francs. Malgré la conjoncture, malgré l'essor de concurrents coréens ou du Sud-Est asiatique, la puissance des fabricants japonais d'électronique grand public demeure inégalée.

P.-A. G.

Quand Sony France affronte la récession

Avec un chiffre d'affaires de 6,9 milliards de francs, en baisse de 10,8 %, Sony France n'a pas échappé à la récession pour son exercice clos au 31 mars, les exportations chutant plus (-15,4 %) que les ventes en France (-7,3 %). Pour la deuxième année consécutive, la filiale française de la multinationale japonaise a enregistré des pertes, ramenées toutefois à 77 millions de francs contre - 117 millions lors de l'exercice précédent. Un déficit réduit, donc, que Michel Gallina-Mingot, PDG de Sony France, explique par des charges d'amortissement exceptionnelles et une diminution des profits de l'activité commerciale, partiellement compensées par une forte réduction des stocks (950 millions de francs au lieu de 1,3 milliard) et une amélioration de la trésorerie (400 millions de francs au lieu de 600).

L'activité commerciale de la société a bien résisté, le groupe améliorant très légèrement sa

pénétration globale (la portant de 13,3 % à 14 %, à égalité désormais avec la marque Philips) dans un marché en déclin de 8 % en valeur. La production industrielle, en revanche, a beaucoup souffert, frappée de plein fouet par la baisse du marché des caméscopes et des lecteurs de disques compacts, produits en Alsace, dans la plus grande usine française du groupe (1 500 salariés sur un total de 3 000).

«Nous avons réussi à nous adapter sans supprimer d'emplois», se félicite M. Gallina-Mingot : suppression des contrats à durée déterminée, exécution de travaux de sous-traitance pour d'autres groupes d'électronique et, surtout, recours au travail à mi-temps (payé 70 % du salaire mensuel avec l'aide de l'Etat). Un recours que Sony France espère rendre le plus bref possible, avec la relance du plan de charge de l'usine grâce, notamment, à sa reconversion partielle vers la téléphonie.

REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 17 AU 19 MAI 1993

PARIS

Déception

INDICE CAC 40
-0,8%

Courte et, une fois encore, décevante. Tels sont les qualificatifs que l'on peut donner à cette semaine boursière ramassée à trois séances en raison de l'Ascension. Trois journées au cours desquelles l'indice CAC 40 n'a pas réussi à se maintenir au-dessus du seuil graphique des 1 650 points sur lequel il avait rebondi à la fin de la semaine passée. En terminant, mercredi 19 mai en clôture, à 1 636,78 points, les valeurs françaises ont encore ajouté une période négative à leur passif (-0,8 %). Ce qui porte leurs pertes depuis le début du mois de mai à plus de 5 %. Tous les jours du chapitre des bilans, le terme boursier de mai s'est soldé par un abandon de 4,16 % (après un recul de 1,94 % au mois d'avril) portant ainsi le repli des valeurs françaises à 1,13 % depuis le début de l'année.

Il faut dire que rien ne pousse réellement les opérateurs à afficher sérénité et optimisme : les statistiques communiquées sur la période sont loin d'être rassurantes. La production industrielle de la France a fortement chuté au mois de mars (de 0,9 % par rapport au mois précédent) alors qu'elle avait progressé de 2,6 % au mois de février par rapport au mois de janvier. Fin mars, l'indice calculé par l'INSEE s'est retrouvé à son niveau

de novembre 1992. Autre motif d'inquiétude, la forte progression de la masse monétaire M3 en Allemagne pour le mois d'avril. Annonce, mercredi 19 mai, quelques heures avant la réunion bi-mensuelle de la Bundesbank - à dessein, semble-t-il, pour justifier sa décision de laisser ses taux directeurs inchangés - elle affiche une progression de 7,3 % contre 3,4 % en mars et 0,3 % en février. Dans son communiqué, la Bundesbank indique que la masse monétaire est sortie pour la première fois du corridor qu'elle s'était fixé pour l'année 1993 compris entre 4,5 % et 6,5 %. Un fort accroissement de la masse monétaire accroît encore le risque de dérapage de l'inflation ; toutefois, nombre d'économistes estiment que la politique d'assouplissement monétaire menée par la Buba devrait se poursuivre.

Toujours au cœur des préoccupations des investisseurs, les résultats et la santé des entreprises. Dans son analyse du marché de mai, l'Association des analystes de la place, relève que dans une activité de révision toujours très soutenue, les estimations de bénéfice par action (BPA) diminuent une nouvelle fois drastiquement. Le nombre de révisions à la baisse dépasse largement le nombre de révisions à la hausse. Au cours du mois écoulé, les BPA ont diminué de 5,3 %, en 1993, pour l'échantillon large qui comprend 135 sociétés

et de 5,7 % pour les valeurs comprises dans le CAC 40. La publication progressive des résultats de 1992 entraîne des ajustements sur les BPA de 1992 en moyenne de l'ordre de 2 %. En conséquence, la croissance des bénéfices attendus pour 1993 par rapport aux résultats de 1992 se réduit sensiblement : s'il n'est plus en moyenne que de 14,4 % pour l'échantillon large, pour les valeurs du CAC 40, la croissance 92/93 est passée de 13,6 % le mois dernier à seulement 7,5 % ce mois-ci.

Tout pour l'actionnaire

Du côté des valeurs, quelques titres ont retenu l'attention et pas forcément pour leurs performances boursières. Ainsi, on a beaucoup parlé de L'Air liquide cette semaine : après SEB le 28 avril, les actionnaires de L'Air liquide ont approuvé, en assemblée générale extraordinaire, mercredi 19 mai, le principe du dividende majoré pour les titres au nominatif détenus depuis plus de deux ans. Ce principe qui prévoit un dividende majoré de 10 % par rapport à celui versé aux titres au porteur a pour but de fidéliser l'actionnaire. Ce principe a toutefois suscité quelques réactions hostiles, de la part du sénateur centriste Edouard Dailly (UDF), pour qui le dividende majoré viole le principe de l'égalité des actionnaires. Une commission

d'études sur le superdividende, mise en place à la demande d'Edmond Alphandéry, ministre de l'économie, devrait rendre ses conclusions aux alentours du 15 juin.

Toujours sur ce thème, la commission de l'actionariat individuel va entamer sa deuxième phase de réflexion pour faciliter l'accès de la Bourse aux actionnaires. Six nouveaux groupes de travail viennent d'être formés, composés d'actionnaires individuels et de professionnels - intermédiaires financiers, émetteurs, autorités de tutelle du marché - qui devront présenter des solutions pratiques aux problèmes rencontrés lors de la première phase. Ils « plancheront » entre autres sur les sujets suivants : la flexibilité de l'actionariat individuel ; le contenu de l'information diffusée par l'émetteur à destination des actionnaires et, enfin, la normalisation des modes de présentation des tarifs relatifs aux opérations de Bourse réalisées par les actionnaires individuels.

Le dernier coup de pouce - sous forme d'un avantage fiscal lors des prochaines privatisations par exemple - pourrait redonner un coup de fouet au marché. Si l'on en croit un sondage paru dans la Vie française datée du 22 mai, 14 % des Français seraient prêts à acheter des actions, ce qui, relève l'hebdomadaire, compte tenu du climat actuel, n'est déjà pas si mal !

FRANÇOIS BOSTNAVARON

NEW-YORK

Nerveuse

INDICE DOW JONES
+1,4%

Wall Street s'est propulsée pour la première fois au-dessus des 3 500 points au cours de la semaine écoulée, mais les investisseurs restent sur leurs gardes en raison du lent redressement de l'économie américaine et des incertitudes sur l'avenir du plan de réduction du déficit budgétaire. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a clôturé vendredi à 3 492,83 points, en hausse de 49,82 points, soit une progression de 1,4 %. Les craintes d'accélération de l'inflation, qui ont provoqué une nette remontée des taux d'intérêt à long terme mardi, contribuent également à la nervosité du marché, car les investisseurs redoutent un durcissement de la politique monétaire de la Réserve fédérale (Fed). Toutefois, les analystes estiment que la Fed, dont les gouverneurs se sont réunis mardi à huis clos pour l'Open Market, attendra davantage de preuves d'une reprise de l'inflation pour modifier les taux directeurs.

Mercredi, le sentiment que les liquidations sur le marché obligataire avaient été exagérées a permis une baisse des taux à long terme, ce qui a permis à Wall Street d'établir son premier record de la semaine. Mais les investisseurs ont de nouveau modéré leur optimisme vendredi après-midi, comme le montre

la remontée des taux d'intérêt à 30 ans au-dessus des 7 % sur le marché obligataire.

A ces considérations viennent s'ajouter les doutes croissants sur la capacité du président Bill Clinton à faire passer au Congrès son plan de réduction du déficit budgétaire. De nombreux opérateurs reviennent sur les positions prises durant les premières semaines de l'administration et rachètent notamment des valeurs des secteurs de la santé et de la brasserie, qui ne devraient pas être affectées autant que prévu par la réforme du service de santé.

Indice Dow Jones du 21 mai : 3 492,83 (c. 3 443,01).

	Cours 14 mai	Cours 21 mai
Alcoa	85 3/4	87 5/8
AT&T	54 7/8	55 1/8
Banque	39 7/8	40 3/8
Boeing	59	59 3/8
Du Pont de Nemours	81 1/2	81 7/8
Eastman Kodak	81 1/4	82 1/2
Exxon	53 7/8	54 3/4
Ford	53 7/8	50
General Electric	32 1/4	32 1/8
General Motors	38 1/4	38 1/2
Goldman Sachs	39	38 1/4
IBM	47 3/4	48 1/2
ITT	81 3/4	81 1/8
Johnson & Johnson	83 1/4	83 1/2
Pfizer	69 3/4	71 1/4
Schlumberger	85 7/8	84
Tesoro	83 1/2	83 1/8
UAI Corp. (ex-Allegis)	140 1/4	138 3/4
United Tech.	119 3/4	118 3/4
Westinghouse	15 7/8	15 7/8
Xerox Corp.	75 3/8	73 1/2

TOKYO

Petite reprise

INDICE NIKKEI
+0,4%

Les valeurs se sont ressaisies cette semaine à la Bourse de Tokyo, sur un marché atone où les achats des fonds publics ont compensé les ventes à terme. A l'issue des transactions, vendredi 21 mai, l'indice Nikkei des 225 valeurs vedettes a progressé de 83,32 points, soit 0,4 %, à 20 557,47 points, après avoir baissé de 337,21 points la semaine précédente. Le volume moyen d'affaires s'est établi à 376 millions d'actions contre 589 millions. La pression à la vente des valeurs à terme a dominé la semaine boursière, et les fonds de pension publics, principal soutien du marché depuis l'année dernière, ont contribué à dynamiser le marché au comptant, ont souligné les opérateurs. Les médiocres résultats de sociétés, rendus publics cette semaine, n'ont pas fait fermer le marché, jugent les intervenants. Parmi les sociétés ayant enregistré des baisses de bénéfices figurent Honda, Sony, Matsushita et Nomura Securities. Les constructeurs automobiles ont fini la semaine sur une note

mitigée. Toyota a gagné 20 yens à 1 710 yens, mais Honda a cédé 20 yens à 1 390 yens, tandis que Nissan restait inchangée à 781 yens. Les électroniques étaient toutes en baisse. Sony a reculé de 20 yens à 4 730 yens après l'annonce d'un recul de son bénéfice consolidé de 57,2 % à 92,6 milliards de yens, au cours de l'année fiscale 1992 achevée le 31 mars dernier, par rapport à l'exercice précédent. Matsushita a cédé 30 yens à 1 310 yens après la publication d'un bénéfice en baisse de 53,7 % à 168 milliards de yens. Toshiba a perdu 16 yens à 732 yens, et NEC, 20 yens à 1 020 yens. Indices du 21 mai : Nikkei, 20 557,47 (c. 20 474,15) ; Topix, 1 613,12 (c. 1 605,71).

	Cours 14 mai	Cours 21 mai
Alcatel	1 390	1 380
Bridgestone	1 400	1 380
Cannon	1 430	1 430
Fuji Bank	2 040	2 060
Honda Motor	1 410	1 390
Matsushita Electric	1 350	1 310
Mitsubishi Heavy	708	734
Sony Corp.	4 750	4 730
Toyota Motors	1 690	1 710

Agroalimentaire

	19-5-93	Diff.
Bouygues	2431	- 79
BOF	981	- 32
Bimla Bimla	728	+ 18
Compagnie Ind.	3420	+ 5
LYM	3878	- 47
Parmat-Ricci	375,10	+ 13,80
Remy-Cointreau	120,30	+ 3,70
Sole-Louis	1085	- 25

Assurances

	19-5-93	Diff.
AGF	893	- 5
ACA	1 285	+ 22
GAU	404	+ 4
Groupes Vie	n.a.	0
SCOR SA	595	+ 25
UAP	527	- 4

Bâtiment et matériaux

	19-5-93	Diff.
Bouygues	827	+ 17
Chimie Française	311	+ 1,50
Colson	911	- 20
Exco	33,20	- 0,20
Elage	946	- 1,50
GTI Entreprises	434	+ 4
Imvex	130	- 19
Jean Lefebvre	1 002	- 39
Lafarge-Coppée	230	- 1,50
Palfit	281	- 1,50
Saint-Gobain	483,80	- 8,10
SEI	210,80	- 8,50
Sole-Batignolles	342	- 3

Chimie

	19-5-93	Diff.
Alcanta (L)	608	- 8
ELF Solut	908	+ 16
Geacorp	285	- 18
Innovative Midex	9 900	+ 200
Michelin	144	+ 5,80
Plastic Omnium	800	+ 28
Rhône-Poulenc A	510	- 15
Rhône-Poulenc CI	535	- 46
Rumel-Udel	808	- 7
Syntheslabo	1 200	+ 8

Consommation non alimentaire

	19-5-93	Diff.
BIC	1 038	- 24
Chargers	950	- 6
Châlon Dior	240	- 20,50
Clair	561	- 21
DMC	245	- 6,50
ELF	846	- 7
Exco Int	438	- 19
Groupes André	895	+ 15
L'Oréal	1 025	- 21
Heudon	90,50	- 2,10
Sakson	1 430	+ 60
SEB	421	+ 4
Sole-Rosier	1 000	- 18
Sommer-Albert	1 395	- 35
Yves Saint Laurent	725	+ 5
Zadac	1 817	+ 17

Crédit et banques

	19-5-93	Diff.
Comp. bancaire	444,80	- 1,80
BNP CI	548	+ 16
Carrefour	1 220	- 14
CFR	328	+ 1,80
CNE	219	Ind.
COF	228,30	- 4,20
CLF	382,50	- 6,50
Crédit Lyonn.	823	+ 4
Crédit agricole	1 325	+ 28
Crédit agricole	358	+ 19
SOVAC	1 237	- 2
UFB Localnet	287	- 1
UIC	802	- 3
Ve Banque	328	- 5

Electricité et électronique

	19-5-93	Diff.
Alcatel-Alsthom	615	+ 3
Alcatel-Cable	519	+ 10
CSE	580	Ind.
Infatech	457	+ 6,50
Leclercq	580	Ind.
Lafarge	4 321	+ 3
Metra Hachette	115	- 0,50
Legrand	251,10	- 4,50
Schneider	3 381	+ 38
Schneider	947	- 2
Stanton Antenne	188	- 2,10
Thomson CCF	157	- 1,10

Distribution

	19-5-93	Diff.
Alcatel Sup	2 019	- 10
Benetton	53	- 18
Carrefour	2 358	- 21
Castrol	134	+ 0,40
Castrol	689	- 21
CMC	470	- 8
Comp. Midex	1 310	+ 25
Danone	3 850	- 28
Dorel de France	470,80	+ 7,80
El. Lefebvre	148	- 18
Gilbert SA	1 500	+ 0
Guyane Gas	1 435	+ 54
Plastiprotect	730	+ 2
Promat	650	- 3
Procter	747	+ 4
SCOA	16,15	- 0,10

Immobilier et foncier

	19-5-93	Diff.
CFI	284,10	+ 0,10
GFC	420	+ 4,90
LCI	0	0
Comp. Fonc.	211,80	+ 4,40
Comp. Fonc.	3 212	+ 7,0
Sellam	487	- 2
Sellam	717	- 14
Stent	301	- 8
Sogefim	687	- 18
UIC	590	0

Investissement et portefeuille

	19-5-93	Diff.
Assur. et Assoc.	73	- 0
Belfort	40	- 4,10
Comp. Fonc.	70,40	- 3
COF	1 034	- 61
Comp. Fonc.	1 800	- 30
Comp. Fonc.	1 415	- 2
Comp. Fonc.	94,20	- 1,80
Comp. Fonc.	312	- 14
Comp. Fonc.	955	- 15
Comp. Fonc.	138,10	- 3
Comp. Fonc.	199	+ 14
Comp. Fonc.	408	+ 6
Comp. Fonc.	325	- 10
Comp. Fonc.	301	- 2
Comp. Fonc.	282,10	- 3,90
Comp. Fonc.	246	- 11,10

Métallurgie, mécanique

	19-5-93	Diff.
Comp. Métall.	191,50	- 11
Ducast	485	+ 1
De Dietrich	1 810	Ind.
Fluor Life	211,80	+ 4,40
Ind. L.	407	- 1
Legris Industrie	180	- 11
Milcomex	88,80	- 1,70
Pechiney	271	- 10,10
Pechiney	190,30	+ 6,40
Pegibet SA	632	- 12
Pegibet	632	- 12
Valtech	167	+ 2,10
Vulcan	162,80	+ 2,10

Mines d'or, diamants

	19-5-93	Diff.
Anglo-American	372	+ 21,50
Boliden	188	- 1
De Beers	183	+ 6,30
De Beers	88	+ 3,10
De Beers	14,50	+ 0,20
De Beers	27,30	+ 1,30
De Beers	41,50	+ 0,20
De Beers	48	+ 3,80
De Beers	146	+ 16,30

Pétrole

	19-5-93	Diff.
BP France	87	- 4,80
BP Agitation	387,80	- 4
Enp-En	725	- 6,10
Enp-En	725	- 6,10
Enp-En	648	+ 14
Enp-En	248,70	- 4,70

Métallurgie, mécanique

	19-5-93	Diff.
Comp. Métall.	191,50	- 11
Ducast	485	+ 1
De Dietrich	1 810	Ind.
Fluor Life	211,80	+ 4,40
Ind. L.	407	- 1
Legris Industrie	180	- 11
Milcomex	88,80	- 1,70
Pechiney	271	- 10,10
Pechiney	190,30	+ 6,40
Pegibet SA	632	- 12
Pegibet	632	- 12
Valtech	167	+ 2,10
Vulcan	162,80	+ 2,10

Investissement et portefeuille

	19-5-93	Diff.
Assur. et Assoc.	73	- 0
Belfort	40	- 4,10
Comp. Fonc.	70,40	- 3
COF	1 034	- 61
Comp. Fonc.	1 800	- 30
Comp. Fonc.	1 415	- 2
Comp. Fonc.	94,20	- 1,80
Comp. Fonc.	312	- 14
Comp. Fonc.	955	- 15
Comp. Fonc.	138,10	- 3
Comp. Fonc.	199	+ 14
Comp. Fonc.	408	+ 6
Comp. Fonc.	325	- 10
Comp. Fonc.	301	- 2
Comp. Fonc.	282,10	- 3,90
Comp. Fonc.	246	- 11,10

Métallurgie, mécanique

	19-5-93	Diff.
Comp. Métall.	191,50	- 11
Ducast	485	+ 1
De Dietrich	1 810	Ind.
Fluor Life	211,80	+ 4,40
Ind. L.	407	- 1
Legris Industrie	180	- 11
Milcomex	88,80	- 1,70
Pechiney	271	- 10,10
Pechiney	190,30	+ 6,40
Pegibet SA	632	- 12
Pegibet	632	- 12
Valtech	167	+ 2,10
Vulcan	162,80	+ 2,10

Mines d'or, diamants

ONS (en milliers de francs)		
18-5-93	19-5-93	20-5-93
5 148 893		
3 917 601		
149 993		
9 216 287		
Indi au mercredi		
19-5-93	20-5-93	21-5-93
508,5		

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

L'audace du Danemark

Le Danemark vient d'émire un emprunt international de 250 millions d'euros, dont l'admission a été obtenue sans difficulté. D'une durée de trois ans, les titres rapportent 6,73 % l'an aux souscripteurs qui les auront acquis à leur prix initial. A la veille de l'Ascension, lorsque l'opération a vu le jour, ce rendement était inférieur de près de 7 points de base (ou centièmes de point de pourcentage) à celui que procuraient les bons du Trésor britannique en écus de même durée. Or, dans les milieux financiers, on partage l'avis des grandes maisons américaines d'évaluation de crédit qui rangent la Grande-Bretagne au nombre des pays les mieux cotés du monde alors que le Danemark est un peu moins considéré.

Dans une autre conjonction, une transaction aussi ouvertement en faveur du débiteur aurait fait l'objet de vives critiques et son placement aurait été irrémédiablement compromis. Certes, les conditions de l'emprunt sont contestées, mais on aurait mauvaise grâce à condamner cette affaire. Par son vote du mardi 18 mai en faveur de l'Europe de Maastricht, le Danemark a redonné un sens aux efforts qui visent à l'établissement d'une monnaie commune sur notre continent. Comment dès lors reprocher à un emprunteur de vouloir profiter au maximum des possibilités offertes par un marché qu'il vient lui-même de contribuer à rétablir ?

Il reste que, même si les spécialistes ne tiennent pas rigueur à l'emprunteur, cette transaction dannoise est de nature à renforcer les arguments des adversaires de la monnaie composite européenne et de son utilisation sur le marché des capitaux. N'importe, les critiques porteront le plus souvent sur l'aspect technique de l'opération et son caractère politique. On se souvient à ce sujet des remarques déobscures faites notamment en Allemagne à l'occasion d'un grand emprunt français qui est revenu à l'Etat plus cher qu'une émission en francs, car les rendements des obligations en écus

étaient beaucoup plus élevés. Les adversaires de l'écu avaient alors beau jeu. Ils ne se sont pas privés de prétendre qu'il s'agissait en fait d'une coquette opération de promotion qui s'inscrivait dans le cadre de la rivalité entre Paris et Londres en tant que places financières et dont les contributeurs allaient faire les frais. De telles critiques auront peut-être l'avenir l'occasion de s'exprimer encore, mais pour l'instant, comme les taux de rendement se sont rapprochés, leur portée apparaît moins grande que celle qui accusait les emprunteurs de piéger.

L'emprunt planétaire du Crédit local

A cet égard, les commentaires de William Ledward, un spécialiste londonien de la plus grande maison de titres japonaise, Nomura Research Institute Europe, ont obtenu un large écho. Faisant référence à une émission lancée l'année dernière par le Trésor britannique, M. Ledward soutient qu'il ne s'agit pas d'une opération politique en faveur de la monnaie européenne, mais que, tout simplement, l'opération avait pour but de prouver à la Grande-Bretagne des fonds d'une manière particulièrement économique. C'était avant que les Danois n'aient dû non à leur premier emprunt sur Maastricht, celui de juin 1992, et le second était alors à l'œuvre pour tout ce qui concernait les affaires européennes. Cela avait conduit à des distorsions de taux d'intérêt si bien que le rendement des obligations en écus sur le marché était tombé plus bas que leur niveau théorique, celui qui découle de la pondération des différents devises qui entrent dans la composition de l'écu et des taux afférents à ces monnaies.

A en croire M. Ledward qui s'est récemment confié au quotidien allemand *Frankfurter Allgemeine*, le Trésor britannique aurait échangé le produit de sa dette contre des deutschemarks, des francs français, des livres sterling, des lires italiennes et des florins néerlandais et aurait

replacé les fonds, de manière à empêcher sans risque un revenu substantiel correspondant à la différence qui existait alors entre le rendement théorique et le rendement réel de l'écu. Quoi qu'il en soit, les investisseurs sont maintenant avertis que les autorités n'hésitent pas à réaliser des bénéfices de cette façon.

Des considérations de ce genre risquent fort d'avoir une influence sur le marché de l'écu. Les bailleurs de fonds feront certainement preuve de plus de discernement qu'auparavant. Cela ne devrait pas empêcher la sortie prochaine de plusieurs grandes émissions en écus. On prête à certains pays comme la France et à quelques organisations internationales l'intention de solliciter bientôt le marché. Si les conditions de ces opérations sont équitables, il y a de fortes chances, grâce au vote dannois de mardi, qu'elles soient bien accueillies.

Sur le marché des euro-obligations en francs, les cours des récentes opérations se sont encore améliorés. Il n'y a toutefois pas eu de nouvelles émissions de type classique. L'attention est présentement retenue par quelques très grands projets qui pourraient voir le jour cet automne. A cet égard, l'événement de la semaine a été la désignation par le Crédit local de France des banques qui s'occuperont de son emprunt « planétaire ». Cette affaire devrait être dirigée conjointement par le Crédit lyonnais et un établissement américain, J. P. Morgan. Son montant pourrait dépasser 5 milliards de francs et d'aucuns estiment qu'il pourrait même atteindre les 10 milliards. Les travaux n'en sont encore qu'à un stade préliminaire mais, s'ils aboutissent, l'émission fera date. Ce sera la première fois qu'un emprunt en francs pourra être offert simultanément en souscription sur l'euro-marché et aux Etats-Unis (voir également le Monde daté 11-12 avril).

CHRISTOPHE VETTER

MATIÈRES PREMIÈRES

Infortuné café

Second producteur mondial de café après le Brésil, la Colombie vient de connaître cette semaine son premier acte de rébellion. Ce pays désormais n'exporte pas au-dessous de 60 cents américains la livre, soit 10 cents au-dessus du prix actuel du marché. Une mesure qui traduit, d'une part, la déprime des coûts et, d'autre part, une attitude nouvelle de la Colombie. Ce pays ne tente plus de compenser la baisse des cours par des ventes plus massives, mais décide au contraire d'exporter une moins grande quantité mais plus cher. Jusqu'ici les gouvernements colombiens avaient opté pour une stratégie commerciale basée sur une totale disponibilité à l'égard des pays consommateurs, quitte à se déconsidérer des autres pays producteurs, comme la Côte d'Ivoire, qui essayaient de mettre en place un système de rétention de la marchandise.

Aujourd'hui, laisse de vendre au-dessous du prix de revient, il semblerait que la Colombie veuille renverser la tendance. Sûrs de la bonne volonté de la Colombie et du Brésil, qui assurent à eux deux la moitié de la production mondiale, les torréfacteurs se sont achetés à la Colombie 1,5 million de sacs (1) par mois, mais attendaient la dernière minute pour se couvrir. On aurait pu croire le marché libéré à l'annonce d'une telle nouvelle, d'autant que le café

colombien, comme le café brésilien, est un café dit « de base », c'est-à-dire un café dont l'usage est indispensable à tous les mélanges. Il n'en est rien; les négociants s'adresseront tout simplement à d'autres pays exportateurs, en particulier au Brésil. Les opérateurs savent bien que, dans ce pays, les ventes demeureront faibles, mais les exportations brésiliennes avaient augmenté de 26 % par rapport à février alors que le volume de la récolte en cours a baissé par rapport à l'année dernière : 21 millions de sacs au lieu de 30.

Echec des négociations

Le rapport de forces ne penche décidément pas en faveur de la Colombie, très isolée dans son combat, ni même en faveur de l'ensemble des pays producteurs. Et cela pour une raison majeure : le café est une denrée périssable qu'il faut exporter le plus vite possible. Ce qui explique le transfert des stocks que les pays producteurs détiennent à l'étranger : 45 millions de sacs - dont 17 en Europe - c'est plus qu'il n'en faut pour alimenter les importateurs.

An vu des statistiques, pourtant, la production mondiale - de l'ordre de 98 millions de sacs - souffre d'un léger déficit par rapport à la demande - 99 millions de sacs - mais les stocks ne cessent de peser sur cet équilibre de façade. Terrible déraison : plus les stocks sont pléthoriques et plus les prix sont déprimés, plus les producteurs consentent, alors qu'au début des années 80 le café était la bête noire à la mode dans les pays industriels, depuis 1985 le café déteste le café; la consommation du « petit noir » a augmenté à partir de cette date de 5 % par an, celle du thé de seulement 3 %.

Un nouvel accord international aurait peut-être permis de contenter l'offre et de rétablir une sorte d'équilibre, voire d'équité, entre pays producteurs et pays consommateurs. Or les négociations de l'Organisation internationale du café (OIC) sur un nouvel accord ont échoué le 31 mars, au terme d'âpres discussions. L'actuel traité, dont les clauses économiques de soutien des prix avaient été suspendues en juillet 1989, expire au mois de septembre prochain. Près de trente ans après le lancement par la CNUCED, à Nairobi, d'un programme intégré pour les produits de base, la stabilisation des prix non seulement

n'apparaît plus comme une priorité, mais se solde par un échec retentissant : après le sucre en 1977, l'écaie en 1985, l'accord cacao devrait mourir en septembre en même temps que l'accord café et l'accord caoutchouc attendent décembre pour subir le même sort.

On a retenu chez les consommateurs, commentait un négociateur, le divorce entre l'Europe du Nord, plus conditionnée, et l'Europe du Sud qui s'aligne sur les positions intrinsèques des Etats-Unis. Par définition, les clauses de soutien des prix vont à l'encontre des principes défendus par les Etats-Unis. Malgré les tentatives de compromis du ministre ivoirien Guy-Alexandre, président du Groupe des producteurs africains, aucune issue n'a été trouvée pour sauver ces négociations.

Mais les pays consommateurs avaient-ils réellement intérêt à une reconduction de l'accord ? « Nous sommes dans une situation rêvée pour les consommateurs », répond Sam Mesrahi, directeur général de la maison de négoce Tansit International. Le café s'écoule dans les ports des producteurs, ce qui garantit l'approvisionnement sans que les torréfacteurs aient à déboursier un centime pour financer cette assurance. Les frais d'expédition sont également à la charge involontaire des producteurs.

Comment, dans une telle conjoncture, espérer un redressement des prix ?

MARIE DE VARNEY

(1) Un sac = 60 kilos.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR			
	Cours 14-5-93	Cours 19-5-93	
Or fin (livre au troy)	64.200	64.750	
Or fin (livre au troy)	64.200	64.750	
Or fin (livre au troy)	64.200	64.750	
Or fin (livre au troy)	64.200	64.750	
Or fin (livre au troy)	64.200	64.750	
Or fin (livre au troy)	64.200	64.750	
Or fin (livre au troy)	64.200	64.750	
Or fin (livre au troy)	64.200	64.750	
Or fin (livre au troy)	64.200	64.750	
Or fin (livre au troy)	64.200	64.750	

DEVICES ET OR

Le métal jaune flambe

Le « oui » des Danois au référendum sur le traité de Maastricht a empêché les tensions de se raviver au sein du système monétaire européen (SME), qui est donc resté calme, d'autant qu'à la fin de la semaine précédente, la dévaluation surprise de la peseta et de l'escudo avait fait tomber la fièvre sordide qui montait avant les élections législatives espagnoles du 10 juin prochain. Sur le dollar, l'émotion est restée la même, les opérateurs attendant que cette devise, dont ils anticipent la hausse d'ici la fin de l'année, franchisse des seuils un peu plus élevés (1,63DM-1,65DM) pour commencer à s'engager.

Sur le marché international de l'or, nous indiquions la semaine dernière que selon les opérateurs, « le métal était prêt » pour une reprise : le cours de l'once de 311 grammes, retombé en mars 1993 à son plus bas niveau depuis sept ans, atteignait 367 dollars. Et bien, la reprise, déjà sensible, s'est accélérée cette semaine, l'once atteignant mardi 384 dollars, au plus haut depuis vingt-sept mois, avant de revenir un peu au-dessous de 375 dollars à la veille du week-end. Des ventes bénéficiaires ont pesé sur les cours avec, naturellement, le train de rumeurs habituelles, notamment celle selon laquelle George Soros, le célèbre investisseur et spéculateur américain d'origine hongroise, s'était porté vendeur avant ses achats supposés des semaines, ou des mois, précédents.

Cette vague de spéculation, on le sait (le Monde daté 16-17 mai) a été déclenchée il y a un mois par le rachat, par le même George Soros, de 10 % du capital de la plus grosse mine d'or américaine, Newmont Mining, à l'homme d'affaires britannique Jimmy Goldsmith. S'ajoutait une série d'informations plus ou moins fiables selon lesquelles les Français n'achètent pas d'or, ils en vendent, régulièrement, comme l'indique la « prime négative » des pièces (cours de Bourse inférieur, en pourcentage, au poids d'or contenu) et les Européens, en pleine crise, pas davantage. Ajoutons qu'à 400 dollars les compagnies minières sud-africaines et australiennes sont prêtes à vendre.

Mouvement anglo-saxon et extrême-oriental

Selon M. Martini, président de la Compagnie parisienne de récompte-or, l'un des experts les plus réputés de la place de Paris, la hausse a été trop rapide, avec une accélération bien classique et un bond très brusque : « 2 395 ou 400 dollars, on commence à être vulnérable ». Pour lui, l'explication de « la crainte de l'inflation » est un peu courte : un ou deux points de plus

ne suffisent pas à engendrer un mouvement d'ampleur. Quant aux Chinois et aux Asiatiques, s'ils étaient acheteurs à 350 dollars l'once, ils le seraient peut-être moins aux cours actuels.

De toute façon, ce mouvement sur le métal est d'origine purement anglo-saxonne et extrême-orientale : les Français n'achètent pas d'or, ils en vendent, régulièrement, comme l'indique la « prime négative » des pièces (cours de Bourse inférieur, en pourcentage, au poids d'or contenu) et les Européens, en pleine crise, pas davantage. Ajoutons qu'à 400 dollars les compagnies minières sud-africaines et australiennes sont prêtes à vendre.

Au sein du système monétaire européen, le calme est donc revenu, après le référendum danois, plusieurs banques centrales en profitant pour abaisser leurs taux directeurs (voir en rubrique « Marché monétaire et obligataire »). Le franc français continue de se raffermir lentement par rapport au mark, dont le cours a glissé au-dessous de 3,37 francs, à 3,3680 francs. Les réserves de devises de la Banque de France, après leur reconstitution aux environs de 160 milliards de francs, ne progressent plus guère (un peu moins de 2 milliards de francs supplémentaires au 13 mai).

F. R.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 17 AU 19 MAI 1993

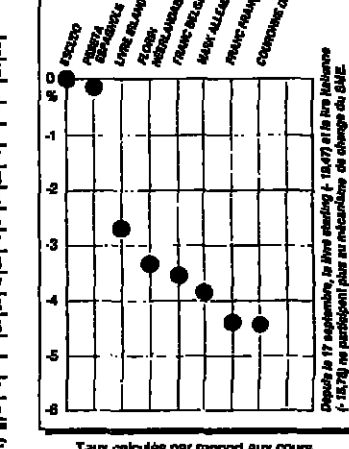
(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Unité	S.E.U.	Franc français	Franc suisse	Mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
Londres	—	1,5440	6,4241	2,2712	2,4952	51,3699	2,0631	226,14
New-York	—	1,5440	—	1,5440	—	—	—	—
Paris	—	—	—	—	—	—	—	—
Zurich	—	—	—	—	—	—	—	—
Bruxelles	—	—	—	—	—	—	—	—
Amsterdam	—	—	—	—	—	—	—	—
Milan	—	—	—	—	—	—	—	—
Tokyo	—	—	—	—	—	—	—	—

A Paris, 100 yens étaient cotés, le mercredi 19 mai 1993, 4,9509 F contre 4,8742 F le vendredi 14 mai 1993.

SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN

Amplitude des variations de chaque monnaie par rapport à la plus forte



Taux calculés par rapport aux cours cotés de la Banque de France

FRANCFORT

Attentisme - 1,5 %

Le marché de Francfort a été marqué par une certaine attente, les investisseurs attendant de voir si les décisions prises à Maastricht auront des conséquences sur le marché des capitaux. Les cours ont donc évolué de manière prudente, sans grandes surprises.

PRODUITS COURS DU 14-5			
Café (livre)	1 281 (+ 37)	Livres/tonne	
Aluminium (livre)	1 143 (- 4)	Dollars/tonne	
Nickel (livre)	5 725 (- 25)	Dollars/tonne	
Sucre (livre)	297,20 (- 16,60)	Dollars/tonne	
Café (livre)	947 (+ 61)	Dollars/tonne	
Cacao (livre)	887 (- 18)	Dollars/tonne	
Blé (livre)	297 (- 57)	Cents/tonne	
Métal (livre)	228 (+ 5)	Cents/tonne	
Sucre (livre)	193 (+ 8,10)	Dollars/tonne	
Pétrole (livre)	16,40 (- 0,80)	Dollars/tonne	

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Coup de masse

Si certains opérateurs attendaient, mercredi 19 mai, une nouvelle diminution des taux directeurs de la Banque fédérale d'Allemagne, ils ont été déçus pour leur part. A la place, ils ont reçu un « coup de masse », à savoir un bond de 7,3 %, en rythme annuel de la masse monétaire allemande M3, bien au-delà de la fourchette de croissance, 4,5 % à 5 %, fixée officiellement en début d'année. De ce fait, les anticipations portant sur un nouvel assouplissement de la politique de la Bundesbank ont subi un net refroidissement.

Sur les causes de cette forte - et décevante - progression de M3 en Allemagne, les avis divergent. En principe, ce sont des transferts de « papier » en direction de M3, notamment la transformation de créances bancaires (crédits) en valeurs négociables détenues par des non-banques, qui sont responsables de ce mouvement. Mais le rythme de progression des crédits accordés au secteur privé (8 % sur une base annuelle) continue de préoccuper la banque centrale allemande, bien que ce rythme ait très fortement diminué depuis les 11 % et plus de l'été dernier.

De plus, autre souci pour la Bundesbank, la durée des placements ne s'allonge pas, les dépôts à moins de quatre ans restant toujours très importants, ce qui gonfle M3. Toutefois, pour les économistes de Salomon Brothers à Londres, cette « bosse » de M3 en avril ne devrait pas persister. L'aggravation de la crise économique en Allemagne, le ralentissement de la demande de crédits et le retour de la masse monétaire à plus de 10 % de sa valeur devraient inciter la Bundesbank à ne pas retarder pour une nouvelle diminution de ses taux directeurs, probablement en juin. Relevons que Karl Otto Poehl, prédécesseur d'Helmut Schlesinger à la présidence de la « Bundesbank », a déclaré cette semaine que « les taux à court terme allemands baissent très fort en Allemagne ».

En attendant, le « coup de masse » allemand a nettement « étonné » le marché de Paris, où les cours du

MATIF sur le long terme (notionnel 10 ans) ont terminé une courte semaine à 117,26, avant un plus haut de 117,58 mercredi en début de semaine, pour saluer le « oui » danois au référendum sur le traité de Maastricht.

La poursuite de la « repentification »

Sur les contrats de taux courts (PIBOR), c'est la déception, car maintenant personne n'attend plus de « signal » venant de Francfort. Pour la semaine prochaine, les opérateurs sont pessimistes, notant, toutefois, que la fameuse « repentification » (abominable néologisme), à savoir le rétablissement progressif de la courbe des taux, le court terme revenant petit à petit sous le long, se poursuit. L'argent à trois mois vaut 7,40 % à Paris comme à Francfort, encore au-dessus, il est vrai, des 6,80 % et des 7,16 % pratiqués sur le 10 ans, à Francfort et à Paris respectivement. Notons que l'écart entre ces deux places, toujours sur le 10 ans, est revenu à un peu moins de 0,40 point.

Toujours à Paris, sur les échéances moyennes, les taux à deux ans sont revenus à 6,44 % et les

taux à 5 ans à 6,65 %, comme l'indique l'adjudication de Bons du Trésor de cette semaine, assez proche du niveau de Francfort. Pour les économistes de Morgan Stanley, les rendements du « papier » français se maintiennent à un peu au-dessus des rendements allemands, pour le 10 ans. Ce serait l'inverse pour le 2 ans, ce qui laisserait à penser que les marchés financiers ont plus confiance, à terme, dans l'Allemagne.

Sur le marché monétaire et obligataire, la semaine a été ultra-courte, comme sur les autres marchés. L'unique émission a été l'emprunt de 500 millions de francs de la Caisse centrale de crédit coopératif (CCCC) sur une durée de sept ans, avec un taux normal de 7,80 % au-dessus, soit 1,1 point au-dessus du rendement de l'OAT correspondant. L'accueil a été excellent, en raison du rendement élevé et de la petite taille de l'emprunt, et la Société générale, chef de file de l'émission, en a profité pour en garder la moitié. La semaine prochaine, ce sera le tour du CEPME avec garantie de l'Etat.

FRANÇOIS RENARD

Filiale du groupe Rhône-Poulenc

L'Institut Mérieux veut diviser la valeur de ses actions par cinq

L'institut Mérieux, filiale du groupe Rhône-Poulenc, va demander à ses actionnaires de se prononcer lors d'une assemblée extraordinaire sur la division de la valeur des titres par cinq.

Selon l'ordre du jour de cette assemblée, la valeur nominale de l'action sera ramenée à 10 francs au lieu de 50 francs actuellement. En conséquence, chaque propriétaire d'une action de 50 francs en

recevra 5 de 10 francs en échange. Cette division du capital améliorera la liquidité du titre Mérieux. Actuellement, l'action Mérieux cote près de 10 000 francs au règlement mensuel de la Bourse de Paris.

En 1992, l'Institut Mérieux a réalisé un résultat net part du groupe de 396 millions de francs, en hausse de 41 % sur 1991, pour un chiffre d'affaires de 6,6 milliards de francs (+15 %).

Après l'arrestation de plusieurs centaines d'islamistes égyptiens

Quatre morts dans un attentat à la bombe au Caire

LE CAIRE

de notre correspondant

Quatre personnes - dont une fillette de dix ans - ont été tuées et une vingtaine d'autres blessées après l'explosion d'une bombe, vendredi 21 mai, au Caire, sous une voiture stationnée aux abords d'un commissariat de police, non loin de l'avenue Ramsès, une grande artère de la capitale.

C'est le premier attentat à l'explosif au Caire depuis plus de deux mois. Le 27 mars, un policier avait été tué par une bombe qu'il tentait de désamorcer. Le 26 février, une explosion avait causé la mort de trois personnes, dont deux touristes étrangers, dans un café de la place Tahiri, près du Musée du Caire.

Ces deux actes terroristes avaient été revendiqués par les extrémistes musulmans de la Jamaa Islamiya.

Les soupçons pèsent donc une nouvelle fois sur ces extrémistes alors que près de 800 personnes ont été arrêtées, dans les milieux islamistes, au cours des derniers jours, dans le delta du Nil. Si cette piste se confirme, cela signifierait que la Jamaa Islamiya, même affaiblie par la répression, peut encore nuire gravement à l'ordre public. Il s'agit aussi d'une déclaration de guerre, faite au nouveau ministre de l'Intérieur, le général Hassan El Aïd. C'est, en effet, le premier attentat à la bombe commis depuis sa nomination le 14 avril.

Depuis près de deux mois, les extrémistes musulmans ne s'atta-

quent plus aux touristes mais aux policiers et aux hauts responsables de l'Etat comme le ministre de l'Information, Safwat El Cherif (le Monde du 22 avril). Un sous-officier de police a été tué, vendredi, dans un village de haute Egypte, par des hommes masqués qui ont réussi à prendre la fuite. Il venait de réintégrer son poste après avoir été condamné à trois ans et demi de prison pour « usage excessif de la force ». Il avait tué un membre de la Jamaa Islamiya qui était désarmé, alors que celui-ci colait des affiches sur les murs de l'université d'Assiout.

ALEXANDRE BUCCIANTI

Condamné à la prison à vie par les autorités indonésiennes

«Xanana» Gusmao, le chef indépendantiste du Timor-Oriental, a défié ses juges

Le leader indépendantiste du Timor-Oriental, «Xanana» Gusmao, a été condamné, vendredi 21 mai, à la prison à vie par un tribunal indonésien. Le chef de la rébellion, condamné par un tribunal indonésien à la prison à vie pour « rébellion », « sécessionnisme » et « détention illégale d'armes », le leader du Front révolutionnaire pour l'indépendance du Timor-Oriental (FRETELIN) a eu le temps de lancer calmement au tribunal : « Vive le Timor ! » avant que les gardes ne l'emmenent hors de la salle.

Le procès s'était ouvert le 1^{er} février à Dili, capitale de l'ex-colonie portugaise de Timor-Oriental annexée en 1976 par l'Indonésie sans l'aval de l'ONU. «Xanana» Gusmao, quarante-six ans, a dirigé la branche armée du FRETELIN de 1979 jusqu'à son arrestation, le 20 novembre 1992. Pourtant, une semaine après sa capture dans une maison de Dili où il se cachait, il s'était rallié à l'Indonésie dans un entretien avec le gouverneur Osorio Soares diffusé par la télévision.

L'ex-chef rebelle avait paru d'abord se résigner à son sort, se reconnaissant citoyen indonésien et endossant d'avance la responsabilité des agissements du FRETELIN dont il allait être question durant le procès. Cette attitude avait surpris, même si la guérilla est désormais réduite à quelques centaines d'hommes cachés dans les montagnes. «Xanana» Gusmao, en dix-huit ans de lutte contre la présence indonésienne, avait fini par incarner l'esprit de résistance d'une partie au moins des 700 000 Timorais de l'Est. Les indépendantistes qui, le 12 novembre 1991, avaient manifesté à Dili, au prix d'une sanglante répression par les militaires indonésiens, avaient défilé avec des banderoles à l'effigie de «Xanana».

Après la volte-face du leader du FRETELIN, le commandant de la région militaire dont dépend Timor-Est, le général Theo Syaefi, a mis en cause l'envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU, le Kenyan Amos Wako, qui avait

visité «Xanana» dans sa prison en avril. Il semble, en fait, que «Xanana» Gusmao ait obéi à une stratégie bien arrêtée : feindre la soumission, puis s'exprimer d'une manière spectaculaire devant le maximum de témoins étrangers.

Ces manœuvres ont poussé les services de sécurité indonésiens à des actes susceptibles d'avoir un impact négatif, à l'étranger, pour Djakarta. Le 17 mai, à l'audience, les juges ont interdit à «Xanana» de lire un document de vingt-six pages qu'il avait préparé, et ce, au mépris, selon son avocat, du droit indonésien. Des diplomates et journalistes ont été empêchés d'assister à cette audience. Ces mesures ont provoqué les protestations de plusieurs ambassadeurs, dont ceux des Etats-Unis et du Japon. Bloqué à l'entrée de Bali, l'opérateur de l'ONU n'a pu assister qu'à deux des quatre audiences du procès. «A l'encontre d'engagements pris par le ministre des Affaires étrangères, Ali Alatas», a-t-il écrit.

(AFP)

Une coupe de cheveux qui suscite la polémique aux Etats-Unis

L'image brouillée de Bill Clinton

WASHINGTON

de notre correspondant

Une coupe de cheveux peut tout à la fois «rafraîchir» le profil de son bénéficiaire et entamer son image. C'est ce qu'on pourrait appeler le «paradoxe du rasage» et Bill Clinton vient, ces jours-ci, d'en faire les frais. Depuis le début de la semaine, les services de la Maison Blanche ont bien du mal à enrayer une importante campagne de presse portant sur... la dernière coupe de cheveux du président.

A vrai dire, ce n'est pas le style de la coupe qui est en cause : M. Clinton arbore une sorte de brosse tirée vers l'arrière, plutôt austère, n'étant que quelques reflets blancs dans un ensemble très blanc. C'est la manière dont la coupe a été administrée qui suscite force commentaires à l'encontre de M. Clinton. Les faits incriminés remontent au 18 mai alors que le président était en tournée en Californie pour défendre son plan de réduction du déficit budgétaire. Profitant du fait que l'avion présidentiel, Air Force One, était sur l'aéroport de Los Angeles, M. Clinton fit venir à bord un virtuose de chez Christophe, un des salons les plus renommés de Beverly Hills, dont la clientèle se recrute notamment auprès des artistes de Hollywood.

«Le président a le droit de choisir qui lui coupe les cheveux», a observé, sur la défensive, le chef de la communication de la Maison Blanche, George Stephanopoulos. Libre à lui, encore de payer, de sa poche, quelque 200 dollars (1 000 francs environ) pour ce que la Maison Blanche a présenté comme un simple «rafraîchissement» capillaire. Le problème est que l'opération a duré tout d'un coup dix minutes durant lesquelles les services de sécurité ont jugé l'absence de courtoisie lorsque Air Force One est sur un aéro-

port du pays - de bloquer deux pistes de l'aéroport de Los Angeles, ce qui a retardé un certain nombre de décollages et d'atterrissages ce jour-là. Si l'on devait chiffrer le coût de ces délais en carburant, et y ajouter celui brûlé par Air Force One, moteurs allumés pendant ces cinquante-cinq minutes, on aboutirait sans doute à la coupe de cheveux la plus chère de l'histoire», écrit, méchamment, le New York Times.

Presse et télévision violent dans le comportement présidentiel une façon d'agir bien éloignée du profil politique que M. Clinton souhaite cultiver : celui d'un «populiste», proche de l'Américain moyen, par opposition à l'«aristocrate» républicain qu'aurait été M. George Bush, son prédécesseur. La coupe du président a peut-être été «rafraîchissante» : son image de marque a sûrement été écorchée.

Une cousine gênante

M. Clinton n'en avait pas besoin au moment où la Maison Blanche est secouée par une autre petite affaire, bien washingtonienne, qui ne contribue pas non plus à faire briller l'image du président. Le secrétaire de la présidence, après un examen comptable, décidé le 19 mai de licencier, du jour au lendemain, les sept personnes du service des voyages de la Maison Blanche. Il s'agissait de fonctionnaires contractuels, en poste depuis de longues années. La Maison Blanche a évoqué de graves erreurs comptables et des irrégularités financières troublantes dans la manière dont étaient organisés les services des voyages de la presse accompagnant le président dans ses déplacements.

La encore, les commentaires n'auront pas été très favorables à l'égard de l'administration Clinton. Mais on apprend

bien vite quelques détails au moins aussi troublants que les comptes du service des voyages. D'une part, M. Stephanopoulos, soumis à un feu roulant de questions, a avoué qu'un grand ami du président, le producteur hollywoodien Harry Thomsen, avait, le premier, attiré l'attention du personnel de la Maison Blanche sur le fonctionnement du service des voyages. Pourquoi? Réponse : M. Thomsen a fait cette intervention après que ledit service eut repoussé les offres d'une de ses relations, opérateur de «charters» aériens, qui voulait une part du marché des voyages de presse présidentiels.

Comme si cela ne suffisait pas à produire un effet douter, le porte-parole a, d'autre part, annoncé que le «nouveau» service des voyages serait confié à quelques militants politiques démocrates sous la direction d'une jeune cousine du président Clinton et travaillerait, dorénavant, avec l'appui d'une agence de voyages privées de... Little Rock, capitale de l'Arkansas, Etat dont M. Clinton était le gouverneur avant d'être nommé président. Il se trouve, comme par hasard, que cette agence a financièrement contribué à la campagne démocrate durant la bataille présidentielle. Prenant tardivement conscience du «désastre en relations publiques» qu'elle était en passe de créer, la Maison Blanche a finalement décidé de revenir sur le choix de cette agence de voyages.

L'ensemble n'en a pas moins valu à la Maison Blanche une volée de commentaires de presse peu flatteurs. Déjà en pleine bataille avec le Congrès pour faire passer son budget, M. Clinton aurait peut-être mieux fait, ces jours-ci, de garder les cheveux longs et de se méfier de ses amis d'Hollywood.

ALAIN FRACHON

SOMMAIRE

DATES

Il y a quarante ans... et vingt ans, les débuts de l'Express et de Libération... 2

ETRANGER

La situation dans l'ex-Yugoslavie... 3
Hongrie : victoire des anciens communistes aux premières élections intersyndicales... 3
«Loin des capitales» : le «marché russe» de Trabzon... 4
Angola : l'échec des pourparlers de paix d'Abidjan... 4
Les élections au Cambodge : un scrutin placé sous le signe de la peur... 5
Chine : la libération d'un dissident détenu depuis douze ans... 5

POLITIQUE

Le député du coin... 6
Livres politiques, par André Laurens : «De la Troisième à la Cinquième»... 6

COMMUNICATION

M. Carignon ne veut pas de publicité sur les chaînes locales... 6

SOCIÉTÉ

Médecine : consommation de vitamine E et réduction des risques d'infarctus du myocarde... 8
Quatorze millions de séropositifs dans le monde... 8
Défense : la brigade franco-allemande sera disponible pour des actions humanitaires... 8
Tennis : les internationaux de France... 8
Le double vie d'un cornu en «cave»... 9

CULTURE

Festival de Cannes : beaucoup de bruit pour rien, de Kenneth Branagh ; Fraude, de Stephen Elliott ; Broken Highway, de Laurie McInnes... 10

Ivan Pougny au Musée d'art moderne de la Ville de Paris... 11
Staline au Théâtre de la Colline... 11

ÉCONOMIE

La Comité monétaire de la CEE propose des indicateurs confidentiels pour prévenir les situations de crise... 13
Les difficultés de l'électronique grand public... 13
Les licenciements chez Iveco... 13
Revue des valeurs... 14
Crédites, changes et grands marchés... 15

HEURES LOCALES

Le Nord passe à la grande vitesse... 17
Austerlitz pour le conseil général de l'Eure... 17
Une cité de l'or dans le Centre... 17
Nuages sur Saint-Quentin-en-Yvelines... 17
Anney : un héritage en trompe-l'œil... 17 à 24

Services

Abonnements... 2
Cartes... 9
Météorologie... 9
Mots croisés... 11
Télévision... 11
Spectacles... 12
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier «Heures locales» folioté de 17 à 24 et un cahier «Radio-Télévision»
Le numéro du «Monde» daté 22 mai 1993 a été tiré à 465 232 exemplaires.

Préparant les «états généraux»

La direction de la fédération du Pas-de-Calais souhaite la disparition des courants au Parti socialiste

ARRAS

de notre correspondant

La plus grosse fédération socialiste, celle du Pas-de-Calais, jusqu'à lors majoritairement fabrilienne, ayant rejoint, le 24 avril dernier, la direction mise en place par Michel Rocard, son premier secrétaire, Daniel Percheron, se trouve en position d'arbitre pour les «états généraux» du PS. Les élus socialistes de ce département se sont réunis, le 20 mai, à Beuvry, ville dont le maire, Noël Joseph, ancien président du conseil régional, a perdu son siège de député au profit du communiste Rémy Auchedé, ancien secrétaire départemental du PC.

Daniel Percheron et Jean-Marc Ayrault, député de Loire-Atlantique, maire de Nantes et président de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains, se sont livrés à une autopsie de la déroute du PS et ont amorcé les débats préparatoires aux «états généraux». Expli-

quant son ralliement à la direction nationale, Daniel Percheron a indiqué qu'il n'avait obéi qu'à un mot d'ordre : «Pour l'unité, ni scission ni revanche». Il a rappelé son souhait de voir disparaître les courants. «Le parti rassemblé par François Mitterrand doit fonctionner autrement», a-t-il dit. «Lui seul pouvait transcender les différences. Ses principaux héritiers ont été incapables d'appliquer sa méthode (...). Il faudra en tenir compte.»

Poussé par sa «base», en réponse à une question d'un militant, le sénateur du Pas-de-Calais est allé plus loin. «Il faudra, a-t-il affirmé, un indiscutable renouvellement au sein de la direction du parti (...). On pourrait éliminer l'exécutif actuel, car le parti socialiste a les hommes capables d'émerger.» Il propose, pour ce faire, «une élection à bulletin secret, qui donne le pouvoir réel aux militants de sanctionner et d'élire». Quant aux instances dirigeantes, a-t-il continué, «elles devraient être composées de façon à

ouvrir, par exemple, le «Parlement» du parti à des non-professionnels de la politique, non élus, représentants du monde associatif ou des syndicats».

Au-delà du renouvellement des hommes, la question de l'orientation politique a été abordée. Les socialistes du Pas-de-Calais (28,73 % au premier tour des élections législatives) doivent compter avec le PCF, qui s'est maintenu à 16,5 %. Le résultat du référendum sur le traité de Maastricht (58 % de «non» dans le département) a mis en évidence une fracture entre les socialistes, pro-européens, et la base militante. Pour Jean-Marc Ayrault, «la réalité de l'Europe a été masquée par l'harmonie relative des situations entre les économies française et allemande». «Avec la réunification de l'Allemagne, a-t-il expliqué, une atteinte très grave a été portée à l'équilibre du système, regist d'une crise profonde, celle d'un marché mondial qui n'est plus régulé.»

YVES JOIGNIC

A 200 mètres d'un réacteur

Explosion dans une centrale nucléaire ukrainienne

Une explosion s'est produite, vendredi 21 mai, dans un bloc électrique de la centrale nucléaire de Zaporozjje (Ukraine), faisant un mort et un blessé grave. L'accident, survenu dans un atelier se trouvant à 200 mètres du réacteur n° 5, ne semble cependant présenter aucun risque de fuite radioactive ou de contamination.

Le réacteur, de type VVR, était fermé depuis le 8 mai pour réparation. C'est au cours des travaux menés sur le système de refroidissement du générateur électrique que s'est produite une fuite d'hydrogène. L'incendie, provoqué par les étincelles d'un fer à souder, aurait été rapidement maîtrisé.

En fonctionnement depuis 1984, la centrale de Zaporozjje, l'une des plus grandes d'Europe (5 000 mégawatts), est située à 400 kilomètres au sud de Kiev, et à 50 km de la ville de Zaporizha (900 000 habitants). (AFP, Reuter, AP.)

Dans notre prochain numéro

«L'Economie» : la baisse des taux d'intérêt

La déflation observée sur les taux d'intérêt aura sans doute pour effet de doper l'économie, avec des effets différents suivant les pays. En France, le décreu devrait provoquer un transfert de 15 à 20 milliards de francs des ménages vers les entreprises. Mais celles-ci n'en bénéficieront pas toutes également ni tout de suite.

La polémique aux Etats-Unis
de Bill Clinton

Quelques jours de la vie de Bill Clinton, moins aussi troublants que les comptes du service des voyages. D'une part, M. Clinton, soumis à un feu de questions, a eu un grand ami du président, le producteur hollywoodien Harry Mason, avait, le premier, attiré l'attention du personnel de la Maison Blanche sur le fonctionnement du service des voyages. Pourquoi? Réponse: M. Thompson a fait cette intervention après que ledit service ait repoussé les offres d'une de ses relations, opérateur de «chats» à dévotion, qui voulait une part du marché des voyages de presse présidentielle.

Comme si cela ne suffisait pas à produire un effet d'annonce, le porte-parole a, d'autre part, annoncé que le «nouveau» service des voyages serait confié à quelques militants politiques démocrates sous la direction d'une jeune cousine du président Clinton et travaillerait, d'abord, avec l'appui d'une agence de voyages privée de... Little Rock, capitale de l'Arkansas. Etait-ce M. Clinton qui se voyait avant d'être nommé président? Il se trouve, comme par hasard, que cette agence a financièrement contribué à la campagne démocrate durant la bataille présidentielle. Promettant d'être une conscience d'urgence en relations publiques, la Maison Blanche a finalement décidé de revenir sur le chemin de cette agence de voyages.

Ensemble n'en a pas rompu. La Maison Blanche a évité de commentaires à propos de la polémique. Déjà, elle a fait passer son budget. Clinton aurait peut-être fait, ces jours-ci, de garde-journeux de son de ses amis d'Hollywood.

ALAIN FAUJAS

A 200 mètres d'un réacteur
Explosion dans une centrale nucléaire ukrainienne

Une explosion s'est produite vendredi 21 mai, dans la centrale nucléaire de Zaporizhka (Ukraine), à 200 mètres d'un réacteur. L'explosion a provoqué une fuite de vapeur et a endommagé des équipements. Les autorités ont déclaré qu'il n'y avait pas de fuite radioactive et que la situation était sous contrôle.

Le réacteur, de type VVR, est entré en service le 5 mai pour répondre à la demande de la centrale. L'explosion a eu lieu lors d'un essai de mise sous tension du système de refroidissement du générateur électrique. Les autorités ont déclaré qu'il n'y avait pas de fuite radioactive et que la situation était sous contrôle.

Le fonctionnement de la centrale de Zaporizhka, l'une des plus grandes d'Europe, est assuré par des équipes d'opérateurs ukrainiens et russes. La centrale est située à 200 mètres d'un réacteur et a été construite dans les années 1970.

Le fonctionnement de la centrale de Zaporizhka, l'une des plus grandes d'Europe, est assuré par des équipes d'opérateurs ukrainiens et russes. La centrale est située à 200 mètres d'un réacteur et a été construite dans les années 1970.

Essence pour les...
L'essence pour les... 19

Une cité de l'or dans le Centre
Saint-Amand-Montrond réproposée... 19

Nuages sur Saint-Quentin-en-Yvelines
Le budget de la ville nouvelle est bloqué par une décision judiciaire 23

Annecy : un héritage en trompe-l'œil
La station compte sur son maire-ministre pour se relancer 24

HEURES LOCALES

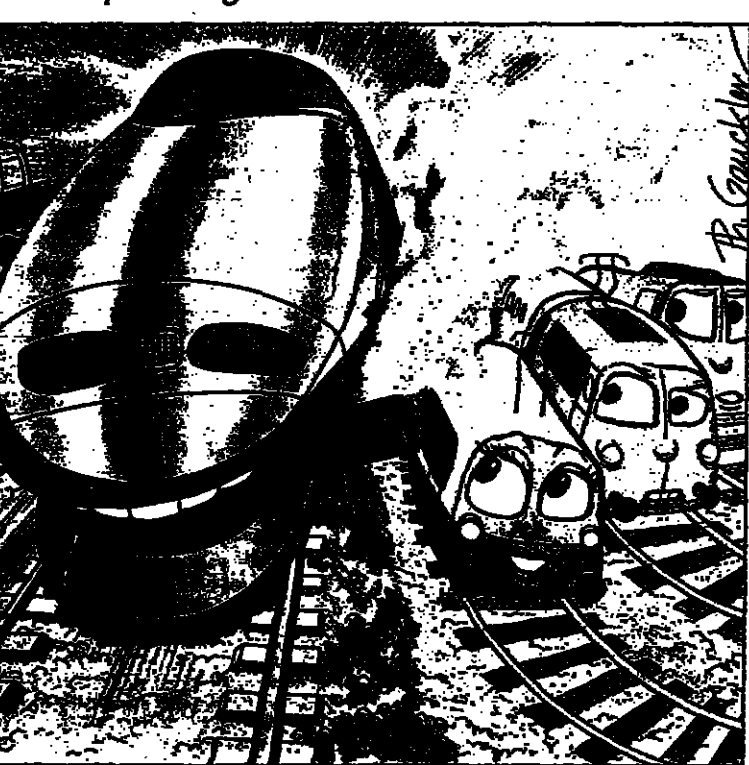
LE NORD PASSE A LA GRANDE VITESSE

Au moment où le TGV permet d'effectuer la liaison Lille-Paris en une heure vingt minutes, à un tarif qui prend en compte cette amélioration du service, le temps est venu pour le gouvernement et le Parlement d'ouvrir le débat sur les missions de la SNCF

La bête est magnifique et n'a pas de concurrent dans le monde. Qu'on se le dise! Le TGV français est le plus rapide et n'est prêt à perdre ni son ruban bleu mondial obtenu à 515,3 km/h ni le privilège d'être le train le plus rapide également en vitesse commerciale. Quand le Shinkansen japonais se traîne à 260 km/h et l'ICE allemand à 270 km/h, il vole à 300 et poussera avant longtemps à 320, voire à 350 km/h. Si l'on oublie que sa consommation d'électricité croît au cube de sa vitesse... Oui, une bête rare qui transporte ses passagers dans un silence ouaté et avec une douceur exceptionnelle; son rail est parfait; ses bogies montés sur plumes.

Preuve de son excellence, les réseaux étrangers l'achètent à son constructeur GEC-Alsthom. Les Espagnols l'ont mis en service entre Madrid et Séville. Les Britanniques l'ont mis en service entre Londres et Birmingham. Les Français l'ont mis en service entre Paris et Lille. Les Canadiens, les Coréens et les Taïwanais. Même nos voisins allemands seront obligés de le laisser entrer en Allemagne sans que leur ICE, trop lourd, puisse immédiatement prétendre à la réciproque. Un beau palmarès industriel.

Avec la prochaine connexion des trois réseaux TGV, le Sud-Est, l'Atlantique et le Nord-Europe, grâce à la mise en service de la voie de contournement de Paris, la SNCF peut prétendre avoir mis à bas le centralisme ferroviaire français. A partir de 1994, tous les TGV n'aboutiront plus à Paris dans des gares en cul-de-sac, obligeant les voyageurs à changer de gare et de train pour repartir vers une autre province. Il y aura des rames



Lyon-Lille ou Bordeaux-Lyon qui frotteront la région parisienne à Massy, Roissy ou Marne-la-Vallée. Les régions auront les moyens d'être plus solidaires, et la France deviendra la plaque tournante des transports ferroviaires européens, ce qui devrait valoir à l'une et aux autres des retombées, en termes de dynamisme économique et d'emploi. Un outil puissant d'aménagement du territoire.

La SNCF est naturellement tombée amoureuse de ce TGV qui lui a sauvé la mise. Car ce train vélocé lui a permis de tailler des croupières à l'ancien Paris et Lyon et de ridiculiser les voitures, astreintes à 130 km/h sur les autoroutes. Les cheminots ont donc eu tendance à moins soigner leurs autres trains. Bien sûr, les rames des banlieues sont indispensables à la vie urbaine, mais elles sont ultra-déficitaires et leur clientèle n'est pas toujours convenable. Bien sûr, les trains rapides et express demeurent nécessaires à la vie régionale, mais ils perdent de l'argent et des clients. Alors la SNCF a succombé aux tentations: elle a affronté de nombreuses critiques qui l'accusent d'avoir développé une SNCF à deux vitesses, un réseau classique peu performant dans lequel elle taille en douce pour limiter les déficits, et un réseau TGV de prestige qu'elle fait payer au prix fort.

L'expérience tarifaire qui débute avec la ligne Nord-Europe fera couler beaucoup d'encre. D'un côté, la SNCF revendique le droit de faire payer l'amélioration du service entre Paris et Lille et de profiter de ses atouts face à la voiture coincée dans les embouteillages de l'autoroute du Nord. Elle entend maximiser sa recette par siège et, grâce à son système de réservation obligatoire, elle tente de remplir ses rames de façon optimale. De l'autre, les usagers-clients-voyageurs refusent de l'entendre de cette oreille, car on leur change leur chemin de fer. Prendre le train devient compliqué et onéreux. Les hurllements des voyageurs et des élus qui ont accompagné, depuis le début de

l'année, la mise en service du nouveau système informatique Socrate prouvent qu'une notable partie du pays ne comprend plus la SNCF.

Une entreprise déboussolée

Ce divorce est en partie injuste. Comment veut-on que la société nationale équilibre ses comptes et ait moins recours aux subventions, comme le demande le contrat de Plan signé avec l'Etat, lorsqu'on lui refuse la possibilité d'augmenter ses recettes quand son avance technologique lui en donne la possibilité? Comment peut-on exiger, comme Edouard Balladur vient de le faire, qu'elle cesse de fermer des lignes et des gares de moins en moins fréquentées, si on l'empêche de réaliser une péréquation entre un TGV rentable et des lignes secondaires qui ne le sont pas du tout?

En fait, la SNCF est déboussolée et ne s'y retrouve plus dans ses propres initiatives commerciales: elle croyait avoir trouvé dans le TGV la garantie de son avenir et se trouve contestée pour cela. Et la France, elle, ne sait plus quel train prendre. Un chemin de fer nostalgique, quand les agriculteurs se raréfient et utilisent non le mulet, comme au début de ce siècle, mais des voitures? Un chemin de fer performant - mais comment le payer à son juste prix? Comme la voiture, au coût marginal? Un chemin de fer aménageur du territoire, pour faire comme si l'emploi ne dépendait pas d'abord du niveau des salaires et du savoir-faire des travailleurs? Un chemin de fer à exporter? Un chemin de fer commercial ou service public? Il est temps que la France

cesse de demander à la SNCF tout et son contraire, de lui assigner un objectif en lui refusant les moyens d'y parvenir. Le Parlement et le gouvernement doivent ouvrir le débat sur les missions du fer, à partir des atouts que celui-ci déient - au premier rang desquels le TGV, - à partir aussi des besoins de la nation, qui ne sont réductibles ni à l'aménagement du territoire, ni à l'équilibre budgétaire, ni à la satisfaction individuelle des voyageurs. Ensuite viendra le temps de la définition des moyens, parmi lesquels la privatisation de la SNCF n'est qu'une éventualité qui devra être longuement pesée tant ses inconvénients sont lourds. On débattre aussi du financement des infrastructures, des effectifs et de la productivité des cheminots, des tarifs, y compris sociaux, etc. Et cette clarification effectuée, les ministres et les députés éviteront d'intervenir dans le quotidien d'une SNCF qui se sera mise à l'écoute de ses clients et de ses partenaires et qui aura cessé de jouer au train électrique pour son propre plaisir. Utopie? Peut-être, mais la réussite du train à grande vitesse et l'ouverture sur l'Europe obligent aujourd'hui la France à réfléchir à sa politique des transports.

Alain Faujas

Lire pages 20 à 22

- L'ambition européenne
- Un casse-tête pour les ingénieurs
- Eurail à la mode hollandaise
- Des tarifs à risques
- Une nouvelle voie pour la région

PARIS

CHARLÉTY, VERSION LUXE

A la place de l'ancien stade du Paris-Université Club, s'élèvera une enceinte d'une capacité de 20 000 spectateurs

L'ATHLÉTÈTE et le rugbyman vont devenir inutiles. Les deux géants en bois sont longtemps apparus seuls, au-dessus des murs du boulevard périphérique de la capitale. Ils étaient chargés de rappeler aux automobilistes qu'entre le cimetière et la porte de Gentilly se tenait un haut lieu du sport, une piste d'athlétisme où des records prestigieux étaient tombés, une pelouse où des rugbymen glorieux s'étaient affrontés. Ils signalaient que des générations de jeunes sportifs avaient transpiré là, sous le maillot du PUC (1).

Depuis quelques mois, les deux panneaux ont été rejoints par de fins piliers qui les dépassent en hauteur. Le nouveau stade Charléty daigne enfin sortir de terre, après avoir suscité des ricanements pour sa lenteur. Il s'élève vite désormais, comme s'il avait délibérément patienté pour mieux rassembler ses forces. L'acier commence à se mêler harmonieusement au béton pour dessiner les contours d'un Charléty dernier cri.

En juillet 1994, si tout se passe bien, la Ville de Paris, maître d'œuvre, y gagnera un stade d'athlétisme de 20 000 spectateurs, pour une dépense d'environ 700 millions de francs. Le PUC pourra y recueillir ses morceaux. La diaspora du club, éparpillée depuis quatre ans dans toute la région parisienne, se réunira dans sa nouvelle maison mère.

Entre le club et la Ville, les relations s'étaient déjà scellées autour d'une première errance. Pendant ses jeunes années, le club avait élu domicile sur des terrains proches de la porte Dorée. En 1929, la municipalité l'en avait exproprié pour récupérer le lieu en vue de l'Exposition coloniale.

Elle s'était alors engagée à reloger les sportifs. Elle ne tiendra ses promesses qu'après la guerre, en fournissant aux pugilistes un espace et un stade entre la porte de Gentilly et le boulevard de ceinture.

La Ville est propriétaire des terrains, l'ancienne université de Paris - remplacée, après



Parce qu'elles ne se font pas en un jour, les villes ont besoin d'un allié financier tous les jours.

Crédit Foncier. Qu'il s'agisse de routes, de lycées, le Crédit Foncier finance totalement ou partiellement vos investissements, à des taux très compétitifs. Sa souplesse et sa rapidité d'action feront du Crédit Foncier votre meilleur partenaire dans le temps.

CRÉDIT FONCIER
Votre allié dans le temps

Jérôme Fenoglio
Lire la suite page 23

(1) Le PUC, fondé en 1906, est une association loi de 1901 qui rassemble principalement des étudiants et des scolaires de la région parisienne. Le club compte aujourd'hui plus de 2 000 membres cotisants.

DÉCALAGE HORAIRE

La difficulté d'être maire de Prague

Être maire de la capitale «dordée» de la République tchèque est une tâche ingrate. Le conseil municipal vient d'être le troisième titulaire depuis la «révolution de velours», les deux précédents ayant été révoqués. Diriger une ville de 1,2 million d'habitants, convoitée et courtisée par les investisseurs étrangers et par des millions de touristes, mais paradoxalement pauvre, demande des qualités de gestionnaire, d'organisateur et de diplomate.

«Aucun membre du conseil municipal ne réduit toutes ces qualités en une seule personne», estime Jan Kasl, un des soixante-seize conseillers municipaux. Élu en novembre 1990, dans l'enthousiasme, le conseil était dominé par le Forum civique qui rassemblait des gens de bonne volonté, pas compromis avec l'ancien régime, mais sans expérience de gestion municipale. Après l'éclatement du Forum, début 1991, le conseil s'est divisé et «certains conseillers ayant l'ambition de rejoindre le monde politique ont commencé à jouer leur jeu au détriment de l'action municipale», regrette M. Kasl, membre du Parti démocratique civique (ODS), majoritaire à la mairie. «Et aujourd'hui, il nous faut prouver que nous pouvons gérer la ville», ajoute-t-il.

Mais être maire de Prague n'est pas une sinécure, car les pouvoirs sont limités par rapport au symbole qu'il représente aux yeux des administrés et des investisseurs étrangers. La ville, qui entretient des rapports difficiles avec les maires d'arrondissement jalouses de leurs prérogatives, est un corps hybride où se juxtaposent les attributs d'une préfecture et d'une mairie.

Les conseillers municipaux n'ont aucun pouvoir sur les quelque 800 fonctionnaires dirigés

par un secrétaire général nommé par l'Etat. Cette complexité et la lourdeur de la bureaucratie tchèque, célèbre depuis l'empire austro-hongrois et perfectionnée par quarante ans de communisme, sont un véritable frein aux investissements étrangers.

Le moindre projet de construction d'un hôtel ou de bureaux, dont la ville manque cruellement, prend des mois avant de commencer à se réaliser, car une douzaine de services doivent donner leur accord. Du coup, les investisseurs qui préfèrent traiter avec les maires d'arrondissement et surtout les propriétaires privés. Ainsi la mairie de Prague, qui espérait voir entrer dans ses caisses 100 millions de francs par an, ne profite aujourd'hui quasiment pas des investissements étrangers. Les deux plus gros partenaires de Prague dans des affaires immobilières sont des entreprises françaises (la Caisse des dépôts et consignations et CGC, une filiale de la Générale des eaux), rodées aux négociations avec les bureaucraties municipales.

La tâche de Jan Koukal (ODS), que le conseil municipal a élu maire, jeudi 13 mai, ressemble aux travaux d'Hercule. «Il devra soumettre au Parlement une nouvelle loi sur Prague rendant leur indépendance à des villages intégrés par les communistes, promouvoir la ville auprès des investisseurs, accélérer les procédures d'approbation et surtout assurer le fonctionnement des services de voirie et des transports en commun. C'est là-dessus que les électeurs nous jugeront en novembre 1994», conclut Jan Kasl.

de notre correspondant à Prague
Martin Pilchta

FINANCES

LE CONSEIL GÉNÉRAL DE L'ESSONNE RÉDUIT SES FRAIS

Le président de l'assemblée départementale annonce une réduction des dépenses de fonctionnement

MITANT le gouvernement d'Edouard Balladur, le conseil général de l'Essonne a décidé, lui aussi, de montrer l'exemple de l'austérité en diminuant des dépenses liées à la vie de l'assemblée. En rognant dans douze chapitres du budget de fonctionnement du conseil général, son président, Xavier Dugoin (RPR), veut réaliser plus de 14 millions de francs d'économies.

«L'ensemble des collectivités publiques doivent s'associer au plan de redressement du premier ministre». Dans une lettre qu'il s'approprie à adresser aux vingt-cinq mille élus et décideurs du département, Xavier Dugoin souhaite attirer leur attention sur une nécessaire réduction des dépenses publiques. Le plan d'économies du conseil général entend se placer à l'avant-garde. Il contient d'abord quelques décisions, légèrement copiées sur celles prises par le premier

ministre, qui ont valeur de symbole. Dès septembre, les indemnités (13 607 francs) des conseillers généraux seront diminuées de 10 %, ce qui représente une économie de 900 000 francs. Le coût sera surtout sensible pour ceux, peu nombreux cependant, qui n'assurent pas de responsabilités particulières (questure, présidence de commissions, vice-présidence, délégations) ouvrant droit à des rétributions supplémentaires.

Sensibilisation à l'austérité

Autre mesure symbolique, la suppression pure et simple d'un crédit de 3 millions de francs réservé pour les voyages à l'étranger, notamment un déplacement au Japon dans le but de célébrer le jumelage qui existe avec la province d'Ibaraki. Le département taille aussi dans ses

frais de personnel temporaire. Il consacra à ce chapitre 30 % de moins que prévu, soit une réduction de 2,5 millions de francs.

Les budgets des agences ou associations départementales (agence économique et touristique, association culturelle et technique, comité départemental de protection animale, etc.) sont réduits de 10 %. Il en est de même des crédits alloués à la communication, aux fêtes et cérémonies, au fonctionnement de l'assemblée départementale, au remboursement des frais professionnels des cadres supérieurs ainsi qu'aux dépenses d'administration courante (reprographie, impression, téléphone). Quant aux voitures du parc départemental, elles devront rouler jusqu'à 150 000 kilomètres contre 100 000 kilomètres aujourd'hui; une disposition qui fera économiser 1 million de francs.

Des mesures prises pour diminuer les dépenses, mais

aussi pour sensibiliser les électeurs du département à l'austérité, après avoir, dans les années passées, investi dans la réalisation d'équipements sportifs pour recevoir les Jeux de la francophonie, manifestation toujours à la recherche d'un lieu de «séjour» (lire page 17 l'article de Jérôme Fenoglio).

«Ces décisions donnent une bien triste image de la démocratie. La médiatisation remplace le fonctionnement normal des institutions», ironise Yves Tavernier (PS), maire de Dourdan et élu au conseil général. Si le président avait vraiment voulu réaliser des économies, explique-t-on dans les rangs de l'opposition départementale, il aurait dû le faire au moment de la préparation puis de la présentation du budget. «Nous demandons des réductions budgétaires depuis longtemps. Les 15 millions de francs économisés ne sont rien en comparaison des 2,7 milliards du budget de fonctionnement», poursuit Yves Tavernier.

Les économies réalisées seront entièrement affectées au remboursement de la dette. Elles ne permettront donc pas aux contribuables essonnais d'échapper, ne serait-ce qu'en partie, à la hausse de 25 % des impôts départementaux votée fin mars.

Patrick Desavie

BLOC-NOTES

AGENDA

■ Paysage. - Le conseil général des Deux-Sèvres, qui préside André Duliet (UDF), organise un colloque sur «la gestion locale du paysage» à Niort, mercredi 26 et jeudi 27 mai. Du remembrement à la friche, comment protéger les paysages? Comment réhabiliter des espaces délaissés par les activités agricoles, les réseaux électriques ou les autoroutes?

■ Renseignements au (16-1) 45-15-09-09 et (16) 49-24-98-92

■ Urbanisme. - La quatorzième rencontre des agences d'urbanisme se tiendra à Toulouse mercredi 26, jeudi 27 et vendredi 28 mai, autour du thème «Recomposer la ville». Des représentants des trente-deux agences d'urbanisme, des collectivités locales, des ins-

titutions publiques, des experts, des universitaires et des chercheurs feront les analyses des erreurs et des échecs du passé. Face à la ville en miettes, ils doivent évoquer des solutions permettant d'affronter cette crise urbaine grave.

■ Renseignements au (16) 61-53-50-94.

■ Emplois en milieu rural. - Le Comité d'étude et de liaison des associations à vocation agricole et rurale (CELAVAR) organise un colloque intitulé «Activités et emploi en milieu rural», en collaboration avec EDF, Saint-Gobain-développement et Mairie-consells. Le colloque aura lieu à Melon, le mercredi 2 et le jeudi 3 juin.

■ Renseignements au (16-1) 49-24-09-41.

■ La Ville au futur. - Des respon-

sables politiques, des chefs d'entreprise, des urbanistes et des jeunes participeront aux Etats Généraux de la ville du futur qui auront lieu jeudi 3 juin à Paris. Un sondage réalisé par l'IFOP auprès des jeunes de vingt à trente-cinq ans habitant des villes de plus de 20 000 habitants sur le thème «Les jeunes aiment-ils la ville, la ville aime-t-elle les jeunes?» servira d'introduction aux débats. Les trois autres thèmes retenus sont : «Les villes de demain et la société : créer ou recréer un tissu social pour s'enrichir, une identité pour se reconnaître; Les nouvelles technologies vont-elles changer la ville? Quels projets pour les villes, dans les vingt ans à venir».

■ Renseignements au (16-1) 40-11-87-08.

■ Les arts graphiques à l'affiche. - Chaumont (Haute-Marne) prépare ses troisièmes Rencontres internationales des arts graphiques, qui auront lieu du 5 au 27 juin. Le concours d'affiches est ouvert à des artistes du monde entier, et s'est donné pour thème, cette année, l'épopée du jazz, de la pop et du rock. La ville résonnera donc en juin de nombreux concerts.

■ Renseignements au (16-1) 43-38-38-39.

Le festival annonce aussi plusieurs expositions, des ateliers d'infographie et d'affiches, un colloque (du samedi 5 au lundi 7 juin). Par ailleurs, Chaumont a décidé de se doter d'une Maison du livre et de l'affiche, à la fois médiathèque, musée de l'affiche et des arts graphiques.

■ Renseignements au (16) 25-30-80-55.

■ Mobilisation pour l'ex-Yougoslavie. - Face au sort des habitants de l'ex-Yougoslavie, les membres de la Flamboyance ne veulent pas «se résigner à un silence indigne». Ce réseau de responsables d'associations, d'états, et d'individus qui souhaitent exalter le talent à vivre des retraités attend à l'opinion. Fin mai, le conseil du Plateau picard, l'un de leurs maillons, va sillonner la région avec un «flambeau de la vigilance». Le dimanche 6 juin, à 19 heures, ils espèrent que les anciens, témoins des combats passés, alimenteront aux morts de France. La Flamboyance mène cette opération avec la Fédération des villes sages, regroupant les municipalités qui ont créé un conseil des anciens.

■ Renseignements au (16-1) 43-38-38-39.

FORMATION

■ Institut de la décentralisation. - «Les collectivités locales se plaignent de l'inflation des tarifs qu'a connus ces dernières années le secteur concurrentiel de la formation.» Fort de cette remarque de son président Paul Graziani, maire de Boulogne-Billancourt, l'Institut de la décentralisation se doit de réagir, en organisant son propre département formation. Celui-ci propose désormais de nombreuses journées d'études : gestion, politique sportive ou de l'environnement, réseaux câblés, etc. Animés par des fonctionnaires territoriaux, des universitaires et des experts, ces stages sont proposés à des prix raisonnables (1 500 F la journée, 900 F pour les collectivités adhérentes).

■ Renseignements au (16-1) 47-61-92-48.

COURRIER

Visiter Versailles

Dans l'article intitulé «Versailles à l'ombre du château» (Le Monde daté 9-10 mai), Pierre Babelon, directeur du château et du domaine de Versailles, déclare : «De nombreuses salles et plusieurs appartements ont été restaurés ces dernières années. Ils mériteraient d'être découverts, car ils ne font pas partie de la «grande visite» que près de 4 millions de touristes effectuent chaque année au pas de charge».

Croyez bien que nous sommes les premiers à déplorer le fait que nos clients doivent se contenter de la «grande visite», car ils nous réclament souvent la visite de la chambre de Louis XIV, qui ne fait malheureusement pas partie du circuit restrictif qui nous est imposé par l'administration du château elle-même, avec la cohue qui résulte de ce parcours «obligé».

Force est de constater une fois de plus les sentiments mêlés suscités par le «tourisme de masse» : d'une part un certain mépris, qui se traduit par le fait que seules certaines parties du château sont accessibles aux touristes venus en groupe avec un guide de leur choix; d'autre part, l'intérêt financier qui représente ces 4 millions de touristes annuels. Il faut savoir en effet que, pour les groupes, la réservation est obligatoire et payante, à raison de trois réservations toutes les cinq minutes, à 300 francs chacune (non compris le billet d'entrée à plein tarif). Il convient également d'ajouter 120 francs de parking par autocar, encaissés par la municipalité.

Si l'on apprécie cette manne financière, la moindre des contreparties serait de mieux traiter les touristes, de mieux les accueillir, et de leur donner la possibilité de visiter l'ensemble du château avec le guide de leur choix. Les appartements du Dauphin devaient être inclus dans la «grande visite» à partir du 1^{er} mai, ce dont nous nous réjouissons, mais, à cette date, ils ne nous sont pas encore ouverts.

ERNA FERRAN
Présidente
de la Fédération nationale
des guides-interprètes

■ Précisions. - Dans l'article intitulé «La Calabre proche de la Corse» (Le Monde daté 16-17 mai), le nom du propriétaire terrien de la région de Polistena était : le duc Nicola Riario Sforza. Il fallait également lire que le duc a commenté «pour la première fois cette année (...) à ressentir les effets de la crise sur sa production de kiwis». Enfin, l'article précédent sur la Calabre auquel nous faisons référence était paru dans Le Monde du 14 avril et non du 16 mars.

DÉBAT

RÉÉQUILIBRER LE TERRITOIRE

par Daniel Hoefel

L'UNITÉ de la France a longtemps été assurée par l'équilibre entre une grande diversité de régions et la centralisation parisienne. Mais l'accentuation récente des disparités, favorisée par l'absence de politique d'aménagement du territoire, est ressentie aujourd'hui comme insupportable. La campagne pour le traité de Maastricht a révélé une coupure entre les régions ouvertes sur l'extérieur qui croient en l'avenir et celles qui s'estiment abandonnées à leur sort. Il est urgent de lutter contre le sentiment, largement répandu, de frustration et d'inégalité de chances. L'aménagement du territoire est plus que jamais un impératif de compétitivité, de complémentarité et de solidarité.

Un des paradoxes de la situation actuelle est la dissociation du couple décentralisation-aménagement du territoire. Depuis plusieurs décennies et surtout depuis dix ans la décentralisation institutionnelle progresse. L'accroissement du pouvoir des élus, le transfert de compétences de l'Etat vers les collectivités locales, la déconcentration et une tendance vers une meilleure répartition des décisions politiques et administratives entre Paris et la province en sont autant de signes concrets.

Un tissu régional appauvri

Mais derrière la façade institutionnelle la concentration des centres de décision à Paris s'est régulièrement accrue, dans les domaines économique, financier, culturel et de recherche, vidant des régions de leur substance. Les restructurations et les concentrations dans l'industrie, le tertiaire, le public et le privé ont appauvri le tissu régional et contribué à accroître les déséquilibres économiques et sociaux. Les transferts d'emplois de la province vers l'île-de-France, peu évoqués, ont atteint une ampleur bien plus considérable que les délocalisations dans le sans Paris-province qui suscitent, elles, de vives réactions. L'Etat a, il est vrai, favorisé cette évolution, ne serait-ce qu'à travers la politique d'infrastructures de com-

munication. Le réseau autoroutier l'atteste et le réseau TGV en étoile qui se crée à la veille du vingt et unième siècle est le reflet fidèle du réseau de chemin de fer français du dix-neuvième, tout converge vers Paris.

Bâtir un territoire structuré et équilibré suppose une volonté politique forte, pour inverser ces tendances. Il s'agit de rétablir des équilibres internes à l'Hexagone, en veillant à l'amélioration de la compétitivité de notre territoire national dans le cadre européen. Cela implique une complémentarité du monde urbain et du monde rural qui passe par la capacité des pôles urbains répartis sur tout le territoire, d'équilibrer le poids de la région parisienne et d'entraîner dans chaque région le développement de la zone environnante. Cela suppose aussi qu'il y ait dans les zones rurales un réseau de villes moyennes et de bourgs susceptibles, par des services de qualité, de préserver ou de ramener la vie dans les secteurs frappés par le déclin de l'activité agricole.

Une meilleure complémentarité et une plus grande solidarité, indispensables pour rendre la France plus compétitive dans l'Europe, ne doivent pas être synonymes de nivellement et d'égalitarisme. Des régions et des villes qui disposent d'atouts exceptionnels et qui soutiennent la comparaison et la concurrence avec d'autres pôles européens doivent disposer à cet effet des moyens nécessaires. Affaiblir les plus forts ne renforcerait pas les plus faibles. Une meilleure solidarité peut s'exprimer autrement. Paris doit jouer un rôle privilégié et tient une place incomparable au niveau européen et mondial, mais l'hyperprophie et la congestion ne sont pas des atouts.

De même, quelques autres pôles urbains, quelques régions fortes et certaines de nos zones frontalières ont une place et une compétition à soutenir. C'est à travers leur aptitude à le faire que la France sera à même de jouer en Europe un rôle moteur. Cela suppose une volonté politique forte et une complémentarité de tous les partenaires.

De l'Etat d'abord, par la définition du cadre général de l'aménagement de chaque partie du territoire, par son action pour une meilleure répartition des équipements, telles les universités ou la recherche, par une politique d'infrastructures notamment de communication transversale, facteur fondamental

pour un nouvel équilibre, par la mission de solidarité, par des modes de calcul appropriés des dotations accordées et des modulations à prévoir.

Des collectivités locales, auxquelles il appartient de concrétiser et de compléter dans leurs secteurs respectifs la politique nationale d'aménagement du territoire. Les régions ont à cet égard une compétence naturelle, les départements une mission de coordination et de mise en œuvre de moyens pour le développement local. Les villes, quant à elles, doivent veiller, notamment grâce à une coopération intercommunale active, à la cohérence de leurs actions;

S'épanouir hors des mégapoles

Des services publics et des entreprises enfin, car la mise en œuvre de l'aménagement du territoire suppose que les uns et les autres apportent leur contribution. Toutes les orientations mises en œuvre par l'Etat, toutes les efforts des collectivités locales ne suffisent pas si des services publics de qualité n'irriguent pas tout le territoire et si les entreprises ne consentent pas à maintenir ou à faire revenir en province des sièges sociaux, des directions commerciales, financières et du personnel. Cela suppose qu'elles trouvent dans leur lieu d'implantation un environnement économique, social, éducatif, culturel propice à l'épanouissement des hommes et de leurs familles. A l'heure des techniques modernes de communication, elles peuvent trouver hors des mégapoles plus de moyens de s'épanouir et d'être efficaces qu'il y a une vingtaine d'années.

Dans le contexte de crise auquel notre pays n'échappe pas, nous avons le devoir de ne pas nous résigner mais de réagir, et surtout de ne pas prendre prétexte des contraintes budgétaires considérables pour rester passifs. Une politique volontariste d'aménagement du territoire est une des réponses que nous pouvons et que nous entendons donner au défi qui nous est lancé.

■ Daniel Hoefel (UDF) est ministre délégué à l'aménagement du territoire et aux collectivités locales.



LE NORD PASSE A LA GRANDE VITESSE

L'AMBITION EUROPÉENNE

Ce TGV a été conçu et réalisé dans un objectif de liaison vers les pays du Nord

Revanche

APRÈS Rhône-Alpes et l'ouest, c'est au tour de la région Nord-Pas-de-Calais d'être grisée par la grande vitesse et la prestige de l'arrivée d'un TGV. En dépit de la polémique sur les tarifs pratiqués par la SNCF, le succès semble prévisible. Selon la société nationale, 14 000 places – soit l'équivalent de 37 TGV – avaient été vendues durant les quatre premiers jours de commercialisation. Avec l'ouverture de ce tronçon, Lille peut se targuer d'être la première étape du réseau PBKA (Paris, Bruxelles, Cologne, Amsterdam). Cette liaison rapide qui traversera le nord du Vieux Continent devrait arriver à Londres en 1994, via le tunnel sous la Manche, puis à Bruxelles le 1^{er} juillet 1996 et enfin à Amsterdam et à Cologne.

Du coup, la région Nord-Pas-de-Calais se sent une vocation européenne. Et les responsables régionaux voient dans le TGV l'occasion d'une revanche sur l'histoire récente. Le moyen de retrouver la puissance économique conquise au temps de l'ère industrielle et perdue au cours de ces dernières années. En dépit d'un fort taux de chômage, certains lisent, dans l'installation de sociétés étrangères des activités agro-alimentaires et automobiles, les prémices d'un développement retrouvé. Les Lillois font un pari sur le tertiaire. Avec Eursille, centre de bureaux et d'affaires, la capitale du Nord, après d'autres métropoles régionales, s'offre un symbole peut-être excessif de sa métamorphose.

Au-delà des ambitions régionales, le TGV Nord-Europe représente aussi un formidable enjeu industriel. Et les prouesses techniques des ingénieurs de GEC-Alsthom sont autant d'arguments de vente sur le marché mondial des trains à grande vitesse où les concurrents sont allemand et japonais. Les prochaines passes d'armes se feront pour le TGV de Corée (410 km), de Taïwan (380 km) et du Texas (300 km). La conquête de l'Amérique à 320 kilomètres/heure!

Françoise Chivot

L'ARRIVÉE du TGV en gare de Lille n'est pas seulement une aubaine pour les habitants de Lille et de la région, c'est aussi la première étape d'un réseau européen de trains à grande vitesse.

Ce n'est pas la première fois qu'un TGV franchit nos frontières. Déjà le TGV Sud-Est, mis en service en 1981, a commencé à desservir quelques villes hors de France dès 1982 : Genève, puis Lausanne et Berne. Mais le TGV Sud-Est reste pour l'essentiel un projet d'envergure nationale : les pouvoirs publics avaient décidé de désengorger l'axe Paris-Lyon, qui était le plus chargé de France. De même, le TGV Atlantique, mis en service le 20 septembre 1989, répondait à une logique nationale d'aménagement du territoire.

Le TGV Nord-Europe franchit un cap supplémentaire. Sa conception, sa réalisation et son financement sont européens. Les différentes sociétés exploitantes ont imaginé des joint-ventures pour se partager les futures recettes. Un centre commun de gestion des rames TGV est installé à Lille. Les sociétés de chemin de fer travaillent ensemble pour rendre compatibles leurs systèmes de réservation et de distribution.

L'histoire du TGV Nord-Europe commence le 18 juillet 1983. Réunis à Paris, les trois ministres chargés des transports de France, de Belgique et d'Allemagne commandent alors une étude sur les conditions financières d'une liaison à grande vitesse entre Paris, Bruxelles et Cologne. En réalité, c'est une manière de faire revivre un projet de liaison entre Paris et Londres qui dormait dans les cartons de la SNCF depuis près de vingt ans. En janvier 1975, la décision du gouvernement britannique de renoncer à construire une nouvelle ligne et à percer un tunnel avait tué ce projet dans l'œuf. Ce premier retard historique a permis au TGV Sud-Est, puis au TGV Atlantique de passer devant le TGV Nord-Europe.

En revanche, sa réalisation représente une belle performance technologique. Cette troisième ligne aura été construite en moins de dix ans. Dans cette période, deux autres dates ont été décisives : le 22 décembre 1986, les ministres réunis à La Haye choisissent la technique ferroviaire plutôt que la technique à sustentation magnétique soutenue par les Allemands.

Cette année 1986 avait débuté avec la décision, le 20 janvier, des Britanniques de s'associer au projet, ce qui a donné naissance à la liaison transmanche, et a permis de renouer avec le premier projet historique de TGV Nord.

La décision britannique de rejoindre le groupe des quatre assure l'équilibre financier du projet. Selon les études prévisionnelles, la liaison entre Londres et les différentes métropoles européennes (Paris, Bruxelles, Cologne...) devrait en effet assurer 75 % des bénéfices nets d'exploitation. Les 25 % restants sont à répartir de manière égale entre le réseau PBKA, et les liaisons interrégionales. Sur la liaison transmanche, les Britanniques représenteront les deux tiers des voyageurs.

Le montant total des infrastructures continentales s'élève à 8 milliards d'euros (un euro vaut environ 7 francs), dont 3,3 milliards pour l'Allemagne, 0,7 milliard pour les Pays-Bas, 1,7 milliard pour la Belgique et 2,3 milliards pour la France. A ce montant, il faut ajouter les

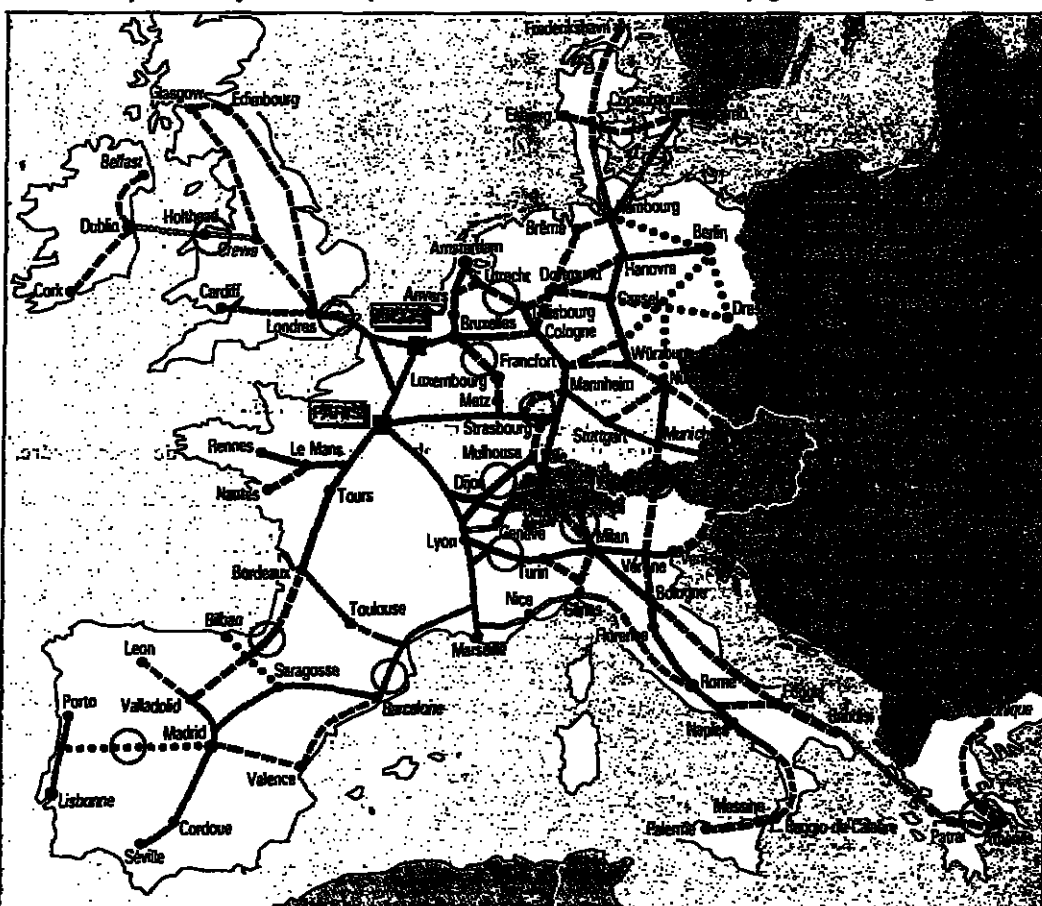
4,7 milliards d'euros supplémentaires pour la construction de la liaison transmanche.

Venant français, le chantier du TGV Nord représente un investissement de l'ordre de 19 milliards de francs (valeur 1993), dont 11 milliards pour les seuls frais de construction. La SNCF en assure le financement avec le soutien des élus du Nord. La région Nord-Pas-de-Calais et la mairie de Lille ont apporté 400 millions de francs, soit la moitié du financement de la nouvelle gare de Lille-Europe, dont l'ouverture est prévue pour avril 1994. Mais contrairement au TGV Atlantique, où l'aide des pouvoirs publics a atteint 30 % du projet, l'Etat n'a pas apporté de contribution financière. La rentabilité du projet, estimée entre 12 et 13 %, a été jugée suffisante pour permettre un financement par emprunt obligataire, à l'instar du TGV Sud-Est, dont la rentabilité tournait autour de 15 %. Pour le TGV Atlantique, le taux de rentabilité interne du réseau ne dépassait pas la barre des 10 % (il avait été évalué entre 8 et

9 %), ce qui justifiait le coup de pouce financier des pouvoirs publics.

Projet européen, le TGV Nord-Europe a aussi été conçu pour desservir la région Nord-Pas-de-Calais. Treize villes du nord de la France vont profiter d'un important gain de temps dans leur liaison entre elles et avec Paris. Cela va de quarante et une minutes pour les liaisons les plus courtes (Douai-Paris) à une heure pour les plus longues (Dunkerque-Paris). Lille se trouve désormais à une heure vingt minutes de distance de la capitale, et en septembre 1993, à une heure seulement, contre deux heures sept minutes pour le plus rapide des trains Corail actuels. La SNCF programme seize aller-retours quotidiens entre la métropole du Nord et Paris.

Un des buts avoués de la société nationale est de concurrencer l'autoroute A1, qui relie Paris à Lille. Selon les prévisions de la SNCF, l'augmentation du trafic devrait être de 40 % toutes lignes comprises. Le nombre de voyages entre les régions Ile-de-



Alain Beuve-Méry

UN CASSE-TÊTE POUR LES INGÉNIEURS

Normes de courant, de sécurité, de signalisation, de gabarit : chaque pays d'Europe a ses spécificités

La construction des lignes à grande vitesse en Europe se fait... à son train, et les industriels constatent dans le même temps que l'Europe du rail est aussi difficile à faire que celle de la monnaie. Chaque pays a ses normes de courant, de sécurité, de signalisation, de gabarit, etc. Seul point commun : l'écartement de la voie qui est le même dans toute l'Europe à l'exception de l'Espagne et du Portugal (1).

Un vrai casse-tête pour la SNCF et le constructeur des TGV français, GEC-Alsthom. Deux exemples. « Le courant d'alimentation des trains est de 675 volts en continu en Grande-Bretagne alors qu'il est de 3000 volts en continu en Belgique », explique François Lacôte, directeur du matériel à la SNCF. En Allemagne, il est de 15 000 volts alternatif à 16 Hertz 2/3 alors que les Français préfèrent le 25 000 volts à 50 Hertz auquel les Européens devraient en principe se rallier à l'avenir pour leurs lignes à grande vitesse. Ce n'est pas tout. S'ajoutent à ces difficultés d'autres problèmes liés à la signalisation, différente selon les pays, ou aux gabarits, qui, en Grande-Bretagne,

obligent le TGV trans-Manche (Eurostar) à se faire des hanches de jeune fille pour s'accommoder des quais de gare britanniques.

Lorsque l'on sait en plus que les rames à destination du royaume de Sa Gracieuse Majesté prendront leur courant comme le métro, par un vulgaire patin, ce qui limitera dans l'immédiat la vitesse de l'Eurostar à 160 km/h, on imagine sans peine les trésors d'ingéniosité dont les équipes de GEC-Alsthom et de la SNCF ont dû faire preuve pour concevoir les trois types de rame qui circuleront sur le TGV Nord.

Le TGV R, ou TGV Réseau. C'est une évolution du TGV Atlantique, assez proche de l'AVE vendu aux Espagnols, capable d'assurer de longues liaisons province-province à grande vitesse (300 km/h). C'est un matériel plus puissant, mais plus court que le TGV Atlantique – huit voitures par rame au lieu de dix – qui « a de bonnes reprises », souligne André Thinières, directeur-adjoint du groupe grandes lignes chez GEC-Alsthom. « Il peut gravir de fortes pentes (3,5 %), ce qui offre une plus grande souplesse d'exploitation et permet de faire

du cabotage rapide entre les arrêts. » Cent dix rames ont été commandées, dont une trentaine seront tri-courant, ce qui leur permettra de rouler à la fois sur le réseau français et sur le réseau belge.

Comme les distances parcourues par ces rames seront longues, l'accent a été mis sur le confort des voyageurs, assez proche de celui de l'AVE espagnol, ainsi que sur la protection des passagers contre le phénomène, fort désagréable pour les oreilles, des ondes de pression dans les tunnels. Le TGV R a donc été « étanchéifié » pour s'affranchir de cet inconvénient et être à même de mieux se défendre à l'exportation face à l'ICE allemand. C'est d'ailleurs ce type de matériel qui devrait servir de base aux propositions de GEC-Alsthom pour enlever de nouveaux marchés.

Le TGV trans-Manche, ou Eurostar. C'est un matériel extrêmement complexe qui n'a rien de commun avec les TGV qui ont précédé. Ce n'est pas pour autant un TGV de troisième génération. Pour le réaliser, des contraintes techniques très lourdes ont pesé sur les ingé-

nieurs. « Pour permettre à ce train de passer dans le tunnel sous la Manche, il a fallu créer un train de type lombric, qu'on peut scinder en deux en cas d'accident », explique M. Thinières.

Ensuite, il a fallu le rendre moins vulnérable aux incendies et aux chocs, tout en l'adaptant aux spécificités du réseau anglais. Résultat : un train plus lourd que les autres TGV, dont les premiers essais ont actuellement lieu dans la plaine d'Alsace.

Le TGV PBKA. Le tout premier exemplaire de ce train vraiment européen, qui desservira tout à la fois Paris, Bruxelles, Cologne et Amsterdam, devrait voir le jour en 1996. C'est un matériel très voisin du TGV R, mais pour lequel les ingénieurs ont dû concevoir une rame quadri-courant et multi-signalisation qui concilie les contraintes des réseaux français, britannique et belge avec celles du réseau allemand.

La résolution de cette difficile équation n'a guère été facile dans la mesure où, malgré la masse accrue de l'électro-mécanique embarquée, il a fallu alléger le reste des structures pour tenir la sacro-sainte limite des 17 tonnes à l'essieu permettant de circuler librement sur les voies européennes.

Outre ces matériels qui circuleront sur le réseau nord, la SNCF et GEC-Alsthom développent actuellement le TGV à deux niveaux ou TGV 2N. Ces rames qui, à l'image des trains de banlieue à impériale, devraient trans-

porter 45 % de passagers en plus et améliorer ainsi la desserte des lignes les plus chargées, comme Paris-Lyon. Avec ce nouveau train, dont le projet a pris naissance en 1987, la SNCF espère faire une économie de 15 % à la place en ce qui concerne tant les investissements que l'exploitation. Elle espère aussi améliorer son système de freinage et réduire sensiblement le bruit aérodynamique de l'ensemble qui, à partir de 300-320 km/h, dépasse celui engendré par le roulement et gêne sensiblement les riverains.

Pour toutes ces raisons, c'est un TGV bourré d'astuces, dit M. Thinières tout en pensant déjà au TGV de demain : le TGV NG (Nouvelle Génération). Ce projet lancé en 1990 a donné lieu au lancement d'un important programme de recherche et de développement de quatre ans qui devrait mobiliser quelque 335 millions de francs. L'essentiel, environ 290 millions de francs, sera payé par l'industriel et ses partenaires, et le solde par l'Etat (150 MF) et la SNCF (90 MF).

Objectifs : disposer de trains capables de parcourir 1 000 kilomètres en trois heures, ce qui suppose une vitesse de 330 km/h, contre 300 km/h aujourd'hui avec le TGV Atlantique; avoir des rames compatibles avec le futur réseau européen à très grande vitesse; offrir des conditions de confort et de protection de l'environnement encore inégales. Si l'ensemble de ces points paraît à portée de technique, les ingé-

nieurs ne cachent pas qu'il reste beaucoup à faire pour résoudre le dernier volet de ce programme. La première difficulté est relative à la chaîne de traction, c'est à dire à tout l'équipement électro-mécanique nécessaire à la propulsion de la rame. Elle devrait trouver une solution grâce à l'utilisation de moteurs asynchrones et de nouveaux composants électroniques de puissance permettant de réduire les poids et les volumes de ces équipements tout en offrant un surcroît de puissance de 58 %. La deuxième concerne le freinage. « Nous devons impérativement être capables de freiner aussi court, avec un train lancé à 350 km/h, qu'avec un autre lancé à 300 km/h pour garder les mêmes flux de voyageurs et faire se suivre les trains à intervalles de trois minutes », précise M. Lacôte.

Le pari est de taille et sans doute faudra-t-il faire appel à des technologies de pointe comme le freinage par courants de Foucault et par disques de carbone, comme sur les formules 1. La tâche, n'est guère facile. Mais de ces progrès dépend la compétitivité future de notre industrie ferroviaire dans un domaine où la concurrence allemande et japonaise est déjà rude.

Jean-François Augereau

(1) L'Espagne a lancé, avec l'aide de l'Europe, un gigantesque plan de modernisation et d'adaptation de son réseau à l'écartement européen.

CODE HOLLANDAISE

Pour bâtir un nouveau quartier, la ville a fait appel à un architecte néerlandais, théoricien du chaos

Le désordre institué comme règle

Le conseil donné à Pierre Koolhaas de faire sien le choix de Maatrouw comme maître unique des travaux, fut le résultat de considérations géographiques, d'opportunités, de gages financiers, de considérations politiques, de gages littéraires, de considérations multiples, dont le plus pittoresque serait qu'un Hollandais et un protestant, doit, nécessairement, faire preuve d'une sensibilité « nordique » et d'une rigueur intellectuelle. Jean-Paul Baletto, une fois doté de son génie urbain, eut l'intelligence de conserver, près de lui, les conseillers qui l'avaient guidé dans la sélection initiale au sein d'un prestigieux « Cercle de qualité urbaine et architecturale », où tous ceux qui auraient été susceptibles d'élaborer des voix contre anarchistes, architectes, urbanistes, journalistes, décideurs furent conviés à réfléchir ou même à financer le projet, mais alors de conserve. Mais qui est Rem Koolhaas ? Chef de file de l'Office for

Metropoliman Architecture, l'agence OMA, architecte inspiré par la Ville d'Amsterdam (le *Monde* du 26 mars 1992), pour son terrain en tant que territoire français et co-auteur imposé, avec Jean Nouvel, du concours pour la bibliothèque de Jussieu (le *Monde* du 16 décembre 1992), il a été admis l'auteur d'un ouvrage singulier, *New York Delire*, et il est devenu depuis l'un des plus proches théoriciens du chaos. Ce chaos, qui fait référence à toutes sortes de projections philosophiques en usage depuis une quinzaine d'années, trouve facilement de quoi s'alimenter et se développer. Les ordres du chaos, les baguettes occidentales, dans l'absence de modèle architectural ou urbain... De la théorie à la rhétorique, il n'y a qu'un pas, que Koolhaas, parleur brillant et convaincant, a franchi aisément, un peu comme on fait sortir un lapin d'un chapeau.

Sur le terrain vierge, mais fortement encadré, d'Euraille, il a élaboré, en fait de chaos, l'un des projets les plus contraignants et les plus rigides qui soit né sinon depuis le plan Voisin de Le Corbusier, en tout cas depuis les aventures incertaines des dalles du Front de Seine, de la Défense ou de Mériadeck à Roubaix.

Comment théoriser sur le chaos à Lille? Si chaos il y a, il apparaît léger, comme la plus volatile des crèmes Chantilly, au regard de ce que le Japon, les métropoles américaines et quelques autres ont pu enseigner à Koolhaas. Il y a bien une forme de désordre né de la crise économique du Nord, qui laisse vides de belles et immenses filatures. Il y a belle gestion, physiquement, psychologiquement, sociologiquement dédiée des franges à traiter encore des vies humaines, comme à Roubaix qui englobe Roubaix et Tourcoing, mais qui va en fait bien au-delà, en Belgique. Il y a les évidentes hésitations, nées de l'absence d'atelier d'urbanisme, qui font la part belle aux insuffisances de routes, de monuments repères,

Ph. Grudler

laissant le visiteur désorienté. On peut ajouter au tableau une propension à l'incertitude stylistique commune aux architectes du Nord. Propension qui s'est vérifiée des décennies durant (1), et qui reste perceptible chez les architectes contemporains de la région, souvent fort douteux, et sensibles à une échelle lilloise ordinairement modérée.

Une diva irritabile

3. Au-delà de ce désordre, le projet Eurallille repose sur une volonté politique forte, structurante et même hégémonique. Qui pourrait contester au maire d'avoir engagé sa ville, la région et l'Etat dans une aventure qui doit faire de l'agglomération un carrefour majeur de l'Europe, passage obligé, grâce au TGV et au tunnel sous la Manche, d'une large part des flux transfronta-

liers Nord-Sud, en attendant un éventuel effacement des frontières? Ce n'était pas une affaire pour la région Nord, ni même une aubaine. C'était à la fois un miracle et une nécessité pour ce pôle Nord de la France, quels que doivent être les aléas du futur, et quand bien même on aurait pu imaginer l'arrivée d'une éventuelle récession. Pour

plutôt que dans un lieu moins agencé, comme celui de l'agglomération Lille-Roubaix-Tourcoing que l'on devait s'imaginer un tel caractère, avec les infrastructures que cela implique ?

Etait-il raisonnable de construire, ou plutôt de conduire, un tel quartier, car nous sommes encore loin de l'achèvement, comme on le fait d'un opéra ? D'un côté, la SEM Eurallille qui joue le rôle de producteur, assisté, dans celui de directeur artistique, du fameux cercle de qualité.

qu'on tient à tel ténor ou à telle cantatrice, ou bien sûr lorsqu'on veut maintenir à demeure tel ou tel chef prestigieux. On sait aussi que l'accumulation des talents n'est pas garante de la réussite finale, qu'interviennent des complémentarités, des affinités plus ou moins secrètes. C'est un risque acceptable pour l'opéra. Un tel montage est-il

S'il s'agissait de jouer au chaos, qu'aux dés, Enraille est une réussite avec ses bâtiments monstrueux, d'une toute échelle compatible avec la ville ancienne, et qui se chevauchent avec autant de plaisir que ceux enlauragés du Radeau de la Méduse. S'y trouvent réunies au prix fort toutes les recettes qui peuplent les déserts des quartiers de toujours et celles qui font la solitude des centres commerciaux, même si l'on a convoqué simultanément les spécialistes,

**de notre envoyé spécial
à Lille
Frédéric Edelmann**

(1) Lise Grenier, Hans Wiesner-Benedetti, *le Siècle de l'éclectisme, Lille 1830-1930*, Archives d'architecture moderne, Paris-Bruxelles, 1979.

(2) Marc Paindavoinc pour Nouvel, Marie et François Delhay pour Shinohara, Jean-Claude Burdese pour Vasconi, Etienne Decaux pour Portzamparc.

Le Monde
L'ÉCONOMIE

**TOUTE L'INFORMATION ÉCONOMIQUE:
CONJONCTURE GÉNÉRALE DES PAYS ET
DES RÉGIONS, VIE DES ENTREPRISES, ANALYSE
DES SECTEURS D'ACTIVITÉ**

Chaque lundi dans le *Monde* daté mardi

A. B.-M.

France et Nord-Pas-de-Calais devrait passer de 4,3 millions en 1991 à 6,1 millions en 1997. Aux heures de pointe, c'est près d'un tiers des automobilistes que le TGV Nord compte bien détourner. Les dirigeants de la SNCF misent beaucoup sur le fait que « la ligne longueurs faibles » sera la plus grande porte d'entrée des automobiles passant facilement faire la France en se voyant doubler par des trains circulant à 300 km/h.

**Une clientèle
d'hommes d'affaires**

Mais qui va emprunter le TGV Nord? La SNCF a fait tout son effort pour connaître le profil de l'usager-type. Il y a deux différences avec le TGV de Lyon. La première porte sur le mode de transport avec lequel on entretient en concurrence, l'avion. Pour l'un, la voiture pour l'autre. La seconde relève de la géographie : contrairement à son frère aîné, le TGV Nord offre peu de destinations constantes.

En outre, selon les éti-
mistes de la SNCF, que le TGV Nord
sera utilisé par un très grand
nombre d'hommes d'affaires et
de personnes en déplacement
professionnel, ils devraient représen-
ter 51 % du nombre de pas-
sagers quotidiens, contre 43
actuellement. A partir de 1991,
la ligne sera établie une heure
directe à grande vitesse entre
les capitales européennes Paris
et Bruxelles et Bruxelles, ce nombre
devrait monter en flèche.

C'est pour cette « clientèle » d'hommes d'affaires, au fort pouvoir d'achat, mais aux exigences élevées, que la SNCF a décidé d'offrir la possibilité de commercialiser du TGV Nord. Autrement dit, des familles. Ainsi, de nombreuses affaires qui se déplacent en première classe entre Paris et Lille se voit proposer un lit complet et chaud, fourmillement d'accompagnement des Wagon-Lit pour les hommes.

Le principe de la ressource négative n'est pas resté ignoré. Néanmoins, son application aux distances entre les points en moyennage et les nouvelles méthodes de calcul des billets fin une heure d'attente sur une ligne TVG ne s'est effectuée que partiellement. On a donc des billets de la catégorie voyageurs. D'où des notes élevées. Désormais, le mode de calcul des premières des secondes sur le quel, avant l'entrée dans le train. Seuls les voyageurs de seconde classe sont examinés durant le voyage. Pour le confort des voyageurs, SNCF n'a effectué que quelques améliorations. L'indication de la seconde classe est devenue une simple pression.

Alain Beuve-Méry

DES TARIFS A RISQUES

Le nouveau système installé par la SNCF ne satisfait pas les voyageurs

LES usagers dénoncent les «tarifs prohibitifs», alors que la SNCF plaide pour une nouvelle politique commerciale dont les maîtres mots sont : *écarter, simplifier, moderniser*. L'inauguration du TGV Nord-Europe a été troublée par la contestation de son coût pour les voyageurs (*le Monde* du 20 mai).

L'origine du débat provient de la volonté de la SNCF de modifier les tarifs. Conséquence : pour aller de Paris à Lille, trente-neuf prix sont possibles. Et deux voyageurs assis côte à côte pourraient détenir des billets dont le prix d'achat aurait été sans commune mesure. En effet, l'usager paie en fonction du taux de remplissage des trains et de la date à laquelle il a pris son billet. Un avantage est accordé à ceux qui en réservent à l'avance : ils y gagnent un «joker», c'est-à-dire un esnoir de réduction.

de prix, la SNCF a établi quatre niveaux de TGV en fonction de leur fréquentation. Les TGV de niveau 1, qui circuleront aux heures creuses devraient représenter à l'automne 44 % des TGV faisant la navette entre Paris et Lille. Les TGV de niveau 2 (intermédiaire) représenteront 21 % des nouveaux trains. Sur ces deux niveaux, les tarifs joker 8 et joker 30 pourront s'appliquer sans restriction de places. Pour profiter des réductions liées à ces jokers, il faut faire ses réservations soit une semaine (joker 8), soit un mois à l'avance (joker 30). Mais la question d'annuler son voyage, car la réservation devient «ferme et définitive».

Les abonnements critiqués

Les deux autres niveaux de réservation N 3 et N 4 représen-

La différence entre les prix peut aller de 1 à 5. Ainsi, un voyageur qui réserve sa place au dernier moment, dans un train déjà rempli risque de payer son aller... simple... Paris-Lille 481 francs, en première classe. En revanche, celui qui aura réservé son billet trente jours à l'avance (joker 30) sur un TGV de niveau 1 ou 2 peut payer seulement 100 francs.

Car, histoire de compliquer un peu plus les choses et pour développer cette large gamme, les prix seront au minimum de 13,7 % pour les 2^e classe et de 16,3 % en 1^{re} classe.

Les abonnements critiqués

Les deux autres niveaux de réservation N 3 et N 4 représenteront respectivement un peu plus de 9 % pour l'un, un quart pour l'autre des trains mis en service en septembre prochain. Ils correspondront aux heures de grande affluence, les vendredis et dimanches soir, ou bien les lundis matin. Selon les calculs de la SNCF, entre le train-courail qui fait le parcours classique Paris-Lille en 2 h 15 et le TGV Nord, les différences de prix seront au minimum de 13,7 % pour les 2^e classe et de 16,3 % en 1^{re} classe.

Autre innovation : la SNCF a décidé de supprimer le calendrier bleu, blanc, rouge qui régularise les tarifs commerciaux de la SNCF (cartes vermeil, kiwi, carissimo). La rigidité de ce système tricolore empêchait, en périodes de pointe, de proposer des réductions sur les trajets peu fréquentés. Ainsi, rouge, pour un long week-end, les Parisiens se précipitaient vers les gares, les provinciaux qui circulaient dans des wagons à moitié vides vers Paris payaient le prix fort. Désormais, la SNCF pourra offrir dans tous les trains des prix réduits.

Manque de souplesse

Mais ce qui a particulièrement déclenché la colère des usagers, c'est le nouveau système des abonnements. Les deux nouvelles formules proposées par la SNCF : ABO 8 et Temporis, en remplacement de la formule modulopass supprimée en mars dernier ne sont

14 mai) et les associations d'usagers protestent contre « l'augmentation démesurée que repré-

abonnement mensuel de 2 500 à 4 000 francs.

Les 5 000 abonnés que la SNCF compte dans le Nord-Pas-de-Calais qui empruntent régulièrement les trains à destination de Paris, dont 300 chaque jour, protestent aussi contre la discrimination dont ils sont victimes par rapport aux abonnés du TGV Atlantique. Il faudra déboursar 4 000 francs (prix de lancement 3 400 francs) pour un forfait mensuel Temporis Lille-Paris, en seconde classe, limité à 40 trajets mensuels, réservés à l'avance. Sur une dis-

tance comparable (220 km), l'abonnement sur le TGV Atlantique entre Paris et Tours coûte 2 758 francs. Situation paradoxale : alors que la SNCF avec le TGV Nord a l'ambition de détourner jusqu'à un tiers des automobilistes, une centaine de salariés d'Arras ont d'ores et déjà conclu un contrat avec une entreprise d'autocars ! Un bus les emmènera à partir du 1^{er} juin chaque nuit à Paris pour un prix de 1 350 francs.

Outre la hausse du prix, les voyageurs protestent contre le manque de souplesse. « C'est comme si l'on passait de l'achat souple des places de cinéma au système plus rigide de réservation des places de théâtre », explique un professeur de faculté, qui fait la navette entre Paris et Lille et qui ne peut pas fixer à l'avance ses déplacements, car ils dépendent du calendrier variable de ses cours.

Cette majoration du prix des abonnements, que la direction de la SNCF justifie par le montant total des investissements réalisés (près de 20 milliards de francs), a ému un certain nombre d'élus locaux de la région Nord-Pas-de-Calais. Devant la vague de mécontentement, Jacques Fournier, président de la SNCF, a fait une première concession. Il a assuré que ses services travailleront sur une *plus grande lisibilité du billetter*, avec une *tarification nouvelle, plus simple, plus claire, plus juste*», et qu'ils prendront le temps de consulter les associations de consommateurs (*le Monde* du 2 avril). A terme, c'est entre la direction de la SNCF, les usagers, les pouvoirs publics et les élus locaux qu'une évolution à l'amiable peut être envisagée.

DOSSIER

LE NORD PASSE A LA GRANDE VITESSE

LA RÉGION VEUT S'ENGAGER SUR UNE NOUVELLE VOIE

Après deux décennies de catastrophes industrielles, elle espère que le TGV lui donnera l'occasion d'une renaissance

ENTRE les «euro-optimistes» qui disent sur Lille, «l'européisme», voient son agglomération comme une «métropole européenne», le Nord comme une «région carrefour de l'Europe», et par ailleurs, les pessimistes qui se lamentent sur un Nord-Pas-de-Calais victime de la crise, avec 13 % de chômeurs, cumulant les retards et les handicaps, la région vit entre le rêve et le cauchemar. En comptant entre les décideurs, les aménageurs qui plaident pour l'Europe alors que, lors du référendum sur Maastricht, 55 % des électeurs ont voté «non» ?

En réalité, ces chiffres et ces appréciations contradictoires ne sont que les doubles facettes d'une même réalité : celle d'une région en profonde mutation, qui a vu s'effondrer en quelques décennies les piliers de sa puissance d'hier : le charbon, la sidérurgie, la construction navale et l'industrie textile. Tout cela pèse lourd dans la mémoire de chacun et dans le paysage, avec les milliers d'hectares de friches industrielles ou urbaines. Sans compter les retards en matière de formation, de santé, etc. Pourtant, le Nord-Pas-de-Calais a aujourd'hui la chance de pouvoir tourner la page, d'oublier en partie l'être industrielle pour revenir à ce qui fut sa vocation pendant des siècles, celle d'une région d'échanges.

Pour la première fois depuis la crise du charbon, explique Jean-François Stevens, docteur en sciences économiques, ancien directeur du Centre d'études et de prospective à la préfecture du Nord, aujourd'hui directeur du pôle universitaire-européen de Lille, on a la chance dans le Nord-Pas-de-Calais d'être en phase avec l'évolution de l'histoire et de la géographie. Aujourd'hui, commence pour la région une phase historique qui fera de Lille un nœud ferro-

viaire entre l'Europe du Nord-Ouest et l'Europe du Sud. Pour Francis Ampe, directeur de l'Agence de développement et d'urbanisme de la Communauté urbaine de Lille, «ce qui frappe, c'est la formidable simultanéité des choses qui se passent : le tunnel sous la Manche, le TGV, l'ouverture des frontières, la création du centre d'affaires d'Euralille...».

Jean-François Stevens y ajoute la formation des jeunes : 120 000 suivent actuellement des études au-delà du bac. Ce chiffre devrait progresser de 30 % dans les prochaines années.

En fait, la région a déjà changé. D'abord, elle s'est «tertiarisée» : depuis 1976, les bureaux et les commerces sont le premier employeur avec quelque 620 000 salariés (chiffres 1990) quand l'industrie n'en emploie plus que

430 000 et l'agriculture 50 000. Cela ne s'est pas fait sans douleur : en quinze ans, de 1975 à 1989, l'agriculture avait perdu 32 000 emplois, et l'industrie régionale 232 000.

Dans le même temps, de nouvelles activités se sont confirmées ou sont apparues, comme la grande distribution, avec Auchan et ses autres enseignes, Castorama, Norauto ; la vente par correspondance (plus de 10 000 emplois) avec des géants comme La Redoute et Les Trois Suisses, principalement implantés à Roubaix-Tourcoing ; ou encore l'automobile : Renault à Douai (6 700 salariés), la Française de mécanique à Douvrie, entre le bassin minier et Lille.

Aujourd'hui, ce secteur n'échappe pas à la morosité ambiante et aux nécessaires restructurations, mais l'automobile

employait 27 500 personnes au 1^{er} janvier 1992 et elle a joué un rôle important dans l'amélioration du solde commercial de la région. «L'excédent, dans ce secteur précis, est passé de 1 milliard en 1988 à plus de 8 milliards en 1991», note Richard Merlen, chef du service des études et de la division à l'INSEE. Cette particularité est due au secteur des petites voitures, les plus demandées sur les marchés étrangers. Ainsi, c'est à Douai qu'est fabriquée la Renault 19, dont les ventes ont explosé en Allemagne. Sevelnor (filiale de Peugeot et de Fiat) devrait créer 3 000 emplois entre Cambrai et Valenciennes.

Il n'empêche qu'au cours des vingt-cinq dernières années le poids économique de la région s'est considérablement réduit. Sa contribution au PIB national est passée de 8,3 % en 1962 à 5,6 % en 1988, alors que le Nord représente 7 % de la population française, mais, il est vrai, seulement 2,3 % du territoire national. «En revanche, explique Richard Merlen, entre 1989 et 1991, les secteurs qui nous avaient emmenés à la baisse nous ont ramenés à la hausse : le bâtiment, et les travaux publics (du fait des grands chantiers, tunnel et TGV) et l'industrie, avec notamment l'agroalimentaire. Ce secteur a enregistré une croissance de 7 % entre 1988 et 1990 dans la région, quand elle n'était que de 4,3 % sur l'ensemble de la France».

Des chômeurs et moins d'actifs

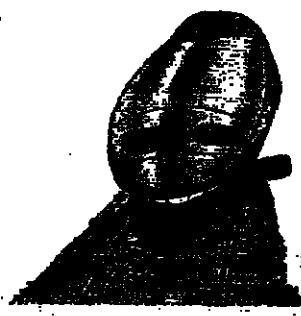
Hélas, en termes d'emplois, la facture reste lourde. Avec un taux de 13,5 %, il y a une sorte de «surcharge régionale». Avec des zones particulièrement dramatiques, comme les bassins de reconversion du Valenciennais (17 %) ou de Sambre-Avesnois (16 %). Cependant, la dégradation semble moins importante que dans l'ensemble du pays. Peut-être en raison d'une mobilisation plus intense qu'ailleurs dans les dispositifs de lutte contre le chômage, récemment dans les contrats emploi-solidarité (14 % des CES engagés en France le sont dans la région).

Outre ce pourcentage de chômeurs, la région souffre d'un autre mal : les départs de milliers d'actifs. «La population active du Nord-Pas-de-Calais, estime Bénédicte Macrakis, responsable de la section démographie à l'INSEE Lille, aura dû croître de 130 000 personnes en huit ans. La réalité est loin du compte : en 1990, la région n'affiche qu'environ 28 000 actifs de plus qu'en 1982, soit 1 578 000». Entre les deux dates, la région a perdu plus de 100 000 personnes par émigration nette, et M^{me} Macrakis craint qu'au cours des dix prochaines années les choses ne s'améliorent guère.

Lille et la région ont pourtant des atouts que l'avènement du marché unique, le tunnel sous la Manche et le TGV devraient stimuler. Cela devrait notamment les contraindre à concevoir leur développement non plus à l'échelle de la frontière belge ou à la mer du Nord, mais à 360°. «On ne vend pas les TGV Paris-Lille», note Henri Pennequin, à l'Association Nord-Pas-de-Calais développement, organisme de prospection à l'étranger. On pouvait déjà faire l'aller-retour en une journée. C'est avec la perspective des TGV vers Londres et Bruxelles. Lille et sa région dans son contexte européen que nous vendons.

La densité de la population (1 million d'habitants dans la métropole, 4 millions dans la région, 100 millions dans un rayon de deux heures autour de Lille) plaide aussi en leur faveur. De récentes implantations en témoignent comme celle de Paméacain Haagen Dazs (crème glacée) à Arras ; Euro-Aspartame (fabrication d'un succédané du sucre) créé à Dunkerque par le groupe américain Nutra Sweet et le premier groupe agroalimentaire nippon Ajinomoto ; ainsi que les projets de Nord-Cacao à Dunkerque, et du californien Ingram, premier distributeur mondial d'informatique dans la métropole lilloise, qui va en faire sa plate-forme en Europe. Les gens du Nord espèrent que ces stars en attireront d'autres.

de notre correspondant
à Lille
Jean-René Lore



Arras désenclavée

Arras, préfecture du Pas-de-Calais, s'est toujours distinguée de l'image traditionnelle du département, le cinquième de France avec 1,5 million d'habitants. Dans un département où le taux de chômage est de 13 %, l'Arrageois, avec 9,1 %, fait figure de privilégié, même si la ville et sa banlieue ont des quartiers défavorisés.

Si la ville d'Arras ne s'est pas impliquée directement dans l'implantation du TGV Nord, elle a financé (à hauteur de 65 millions de francs), à deux pas de la gare, un centre européen de communication et d'échanges Atria, qui dispose d'une salle de conférences de 300 places et d'un parking de 480 places.

Le district d'Arras (16 communes, 90 000 habitants), créé en 1965, a intégré dans ses compétences l'expansion économique et travaille de concert avec la CCI d'Arras.

Le poids de l'agroalimentaire

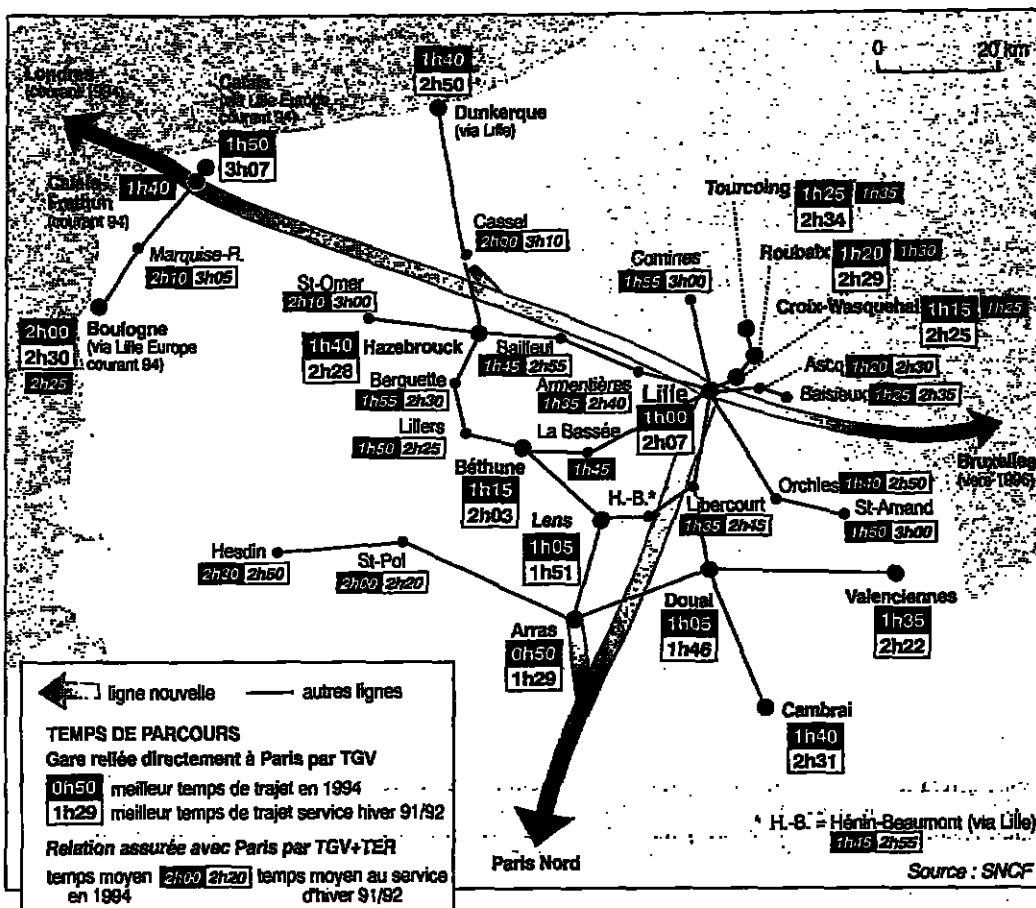
L'agroalimentaire reste l'atout majeur du pôle arrageois. Avec le soutien financier du district, s'est ouvert en 1990 Adriaan, un centre de recherche appliquée, destiné aux PME. Le CESTAR, centre d'étude et de recherche agroalimentaire, va s'agrandir, et l'on parle de l'implantation d'un centre national des fruits et légumes. Les récentes créations d'entreprises, toutes complémentaires, renforcent cette vocation. Des entreprises de froid, des sociétés de transport dont la société Antoine (citernes alimentaires), l'implantation d'une usine, Dind'Europ, à Bapaume et l'arrivée d'Haagen-Dazs en sont les exemples. Haagen Dazs, filiale de Grand Metropolitan (J.B., Melbu, Smimof, Burger King), a investi 300 millions de francs dans l'unité d'Arras (200 emplois à l'horizon 1995).

Autre atout du développement d'Arras, en bordure des autoroutes, la zone Artipole, (120 hectares), aménagée par le district, qui a déjà investi 50 millions de francs. Une société de Lunel-Viel (Hérouville), Incontinent Diffusion, a délocalisé une unité de production et crée une centaine d'emplois.

Arras, l'un des plus grands centres littéraires au Moyen Âge, retrouve sa vocation universitaire à part entière. Elle accueille le siège de l'université d'Artois, autonome depuis octobre, et le pôle littéraire qui compte 2 000 étudiants. Quant à la CCI, elle a créé en 1991 SUPTERCOM, une école supérieure de commerce à vocation marketing internationale et immobilière d'entreprise.

La TGV Nord est certes un atout économique, et même si Arras ne veut pas être une banlieue d'Arras, la question sur la notion de service public se pose au regard des prix des abonnements (plus de 3 000 francs). Un comité de voyageurs s'est créé sur Arras pour condamner ces prix et demander le maintien de certains trains Corail. Un problème que la SNCF a déjà rencontré lors du lancement du TGV Atlantique.

de notre correspondant
à Arras
Yves Jouannic



Lille joue la symbiose

La métropole lilloise a des décairs de lucidité : elle sait qu'elle ne peut pas prétendre jouer dans la cour des grandes capitales européennes. Mais elle ne veut pas se contenter de regarder passer les trains ou les camions sur ses autoroutes et lignes à grande vitesse. «Il faut jouer, propose Jean-François Stevens, la stratégie du symbiote sur les flux, faciliter les contacts, apporter des services, assurer la logistique».

Assurer la logistique, c'est ce que fera Socrata, le système de réservation de la SNCF pour les trains à grande vitesse européens, déjà implanté... à Lille. Faciliter les contacts, apporter des services : c'est le projet des promoteurs d'Euralille. On n'imaginait pas vraiment obtenir l'implantation de

grands sièges sociaux dont on reconnaît qu'ils ont besoin d'être à Paris ou à Londres. «Une implantation sur Lille n'est jamais fortuite», note Jean-Pierre Nacry, de l'Agence pour la promotion industrielle de la métropole, «il y a toujours un précédent, une antenne commerciale par exemple, comme cela a été le cas pour Ingram».

Ce genre d'implantation qui suscite des activités de services (maintenance, gardiennage, nettoyage) peut attirer par la suite des directions opérationnelles, des directions commerciales, qui nécessitent à leur tour des services de plus en plus sophistiqués : financiers (Lille peut-elle espérer être une place financière?), de communication...

De même, Lille qui a posé sa candidature à l'accueil de la Banque européenne, entend jouer la symbiose avec Bruxelles. Pas question d'aller concurrencer la capitale de l'Europe. Simplement de lui proposer des services sous forme par exemple de possibilités d'accueil. Il s'agit là de profiter de la proximité (le TGV va mettre les deux villes à trente-cinq minutes de distance) pour être complémentaire. Enfermé entre Flandres et Wallonie, Bruxelles manque d'espace. La métropole lilloise, elle, en a.

Francis Ampe, directeur de l'agence d'urbanisme et de développement de la communauté urbaine de Lille, rêve d'un grand événement qui cristalliserait cette coopération, l'organisation par

exemple de Jeux olympiques, qui seraient binationaux. Ce qui aurait, entre autres avantages, celui d'apporter le coup de pousse nécessaire à cette région du Nord. «Au-delà du projet régional, souligne Jean-François Stevens, il faut que la nation reconnaisse qu'il est de l'intérêt national qu'il y ait une métropole internationale au nord de Paris. Il nous faudrait une aide du type de celles qu'ont reçues Barcelone, Séville ou Albertville. Qu'une fois pour toutes soit réglé le problème du ring routier au sud de Lille, de l'autoroute A1 bis. Il reste 5 kilomètres pour relier le métro de Lille à Mouscron, en Belgique. Pourquoi ne pas le faire? Quelle valeur symbolique?».

J.-R. L.

La bataille d'Amiens

Et maintenant Londres! Amiens ne veut pas trop ressasser le fait que le TGV Nord-Europe passe à 45 kilomètres à l'est de ses faubourgs et que la gare d'Abbeville-Pressoir, prévue à sa hauteur, ne sera même pas en correspondance avec la voie ferrée Amiens-Reims... Avec son député et maire (UDF-PR) Gilles de Robien, la capitale de la Picardie demande au tout nouveau ministre des transports, Bernard Bosson, d'ouvrir des crédits et de confier à Hubert Guéret, ingénieur général des ponts, la mission de déterminer le tracé sur une bande de 2 kilomètres et de préciser le coût et les passages délicats, afin d'être prêt à donner le premier coup de pioche de la ligne directe à grande vitesse promise entre Paris et le tunnel sous la Manche via Amiens, lorsque les Britanniques attaqueront leur ligne TGV entre Londres et Folkestone.

Ces voies TGV réduiront d'une heure la durée du trajet Paris-Londres, car les rames ne feront plus le détour par Lille. Selon les prévisions, la rentabilité de l'infrastructure dépassera les 10 %, et

1,5 million de passagers supplémentaires se laisseront séduire par la perspective de relier les capitales française et britannique en deux heures.

Reste que les Amiénois gardent un chien de leur chienne à la SNCF et aux gouvernements, toutes couleurs confondues. La logique pour laquelle ils avaient plaidé aurait amené à construire un tronçon continu à grande vitesse de Paris à Amiens, une voie s'orientant ensuite vers Lille et Bruxelles et l'autre continuant vers le tunnel sous la Manche.

Malheureusement, le président du conseil général du Val d'Oise, feu Pierre Salvi, ne voulait pas du TGV sur son sol, et le très puissant maire de Lille, Pierre Mauroy, insistait pour que les rames Paris-Londres passent dans sa ville. Ajoutez à cela que la SNCF n'avait aucune envie de refaire ses plans, qui ignoraient le tunnel sous la Manche et qui plaçaient le TGV le long de l'autoroute du Nord. Les comités interministériels présidés par Jacques Chirac et Michel Rocard ont donc tranché en faveur des pesanteurs politiques et

techniques et promis à Amiens un TGV directissime... lorsque les Britanniques seront prêts. Le tracé officiel a économisé vingt-quatre secondes entre Paris et Lille, mais il a allongé la lecture de plus de 4 milliards de francs. Et le TGV n'arrivera pas avant un an aux portes du tunnel...

Car, depuis 1988, ils se sont vaillamment battus, les Amiénois, pour obliger le TGV à s'arrêter chez eux! Ils ont proposé de payer la moitié (325 millions de francs) du «barreau» TGV entre Paris et Amiens : on a fait la sourde oreille. Sous la conduite du Groupement du TGV par Amiens échos sous l'aile de la chambre de commerce, ils ont enterré - à sa demande - le maire défunt de Goyencourt, Paul Capelle, sur le tracé pour paralyser le chantier. Cette macabre résistance n'ayant eu qu'un temps, ils ont vendu à 4 500 protestataires des parcelles de 1 mètre carré pour compiquer à l'extrême les procédures d'expropriation. Ils ont construit un hangar alimenté en eau et en électricité sur le tracé, puis installé un monument en marbre à la mémoire de Jules

Verne, leur concitoyen. Une loi a permis de faire place nette devant les bulldozers. Ils ont traîné SNCF et pouvoirs publics devant les tribunaux et le Conseil d'Etat. En vain : Amiens attendra les Britanniques et la fin du siècle pour être à 40 minutes de la capitale et à 1 h 30 de Londres.

Alors, pour se moquer une dernière fois de ce TGV Nord-Europe qu'ils estiment être un chef-d'œuvre de bêtise technique et politique puisqu'il emprunte le tracé le plus long et le plus cher, ils ont dressé, le samedi 15 mai, à Goyencourt, un monument de 12 mètres, une tête en forme de chaise d'eau en aluminium, à la gloire du technocrate connu de tous qu'ils ont commis. Et Joseph Gouranton, l'âme de cette guérilla à la chambre de commerce, de commenter leur échec : «Si nous ne sommes pas parvenus à persuader les décideurs de décider un tracé de bon sens, c'est qu'il y a véritablement en France un problème grave de société en ce qui concerne les choix publics.»

Al. F.

SAINT-QUENTIN
FRANCE DE PARALYSE

SAINT-QUENTIN
FRANCE DE PARALYSE

ILE-DE-FRANCE

YVELINES

SAINT-QUENTIN MENACÉE DE PARALYSIE

Le budget de la ville nouvelle est bloqué par le tribunal administratif, qui conteste le financement d'associations

Le tribunal administratif de Versailles a annulé, le 14 mai, le budget de 1992 de Saint-Quentin-en-Yvelines au motif qu'un syndicat d'agglomération nouvelle (SAN) ne peut accorder des subventions ou prendre en charge des dépenses correspondant au financement de manifestations culturelles, sportives ou touristiques. Cette décision met la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines dans une situation délicate. Et toutes les villes nouvelles, qui financent sur le même modèle le fonctionnement de nombreuses associations, sont concernées.

Roland Nadaus (PS), président du SAN, estime que la ville nouvelle est tout simplement menacée de « paralysie ». Car le budget 1993 (plus de 1 milliard de francs), voté au début du mois de mai, prévoit le versement, sur le même schéma, de 26 millions de francs de subven-

tions. Le préfet des Yvelines et le trésorier payeur général, qui ne peuvent ignorer la menace d'annulation pesant sur le budget en cours, ne cachent pas leur embarras face à cette situation nouvelle.

Le recours en annulation avait été déposé, au nom de sa commune, par Nicolas About (UDF-PSD), maire de Montigny-le Bretonneux. « Depuis quelques années, le SAN ne se comporte plus en aménageur, il ne finance plus les équipements demandés, mais il dépense de l'argent inutilement pour des opérations politico-médiatiques », accuse-t-il.

De fait, le juge administratif confirme l'illégalité du budget, « en ce qu'il prévoit l'attribution de subventions ou la prise en charge de dépenses étrangères à son objet », citant « notamment le financement du séjour d'un groupe de trente-cinq personnes aux Jeux olympiques de Barcel-

one pour un montant de 370 000 francs, la location d'un voilier destiné à participer au tour de France à la voile pour un montant de 190 000 francs ainsi que diverses subventions à des sociétés sportives ou culturelles ou à des particuliers pour des montants allant de 5 000 francs à plusieurs centaines de milliers de francs ».

Le tribunal se fonde sur la loi du 13 juillet 1983 sur les syndicats de communes pour reconnaître au SAN des compétences en matière d'urbanisme, de logement, de voirie, de réseaux (assainissement, éclairage) et de développement économique. Le SAN peut aussi gérer des équipements d'intérêt commun, mais pas les services publics utilisateurs de ces équipements « en l'absence de convention avec une ou des communes membres du syndicat ». C'est ignorer le rôle particulier

imparti aux SAN », proteste Roland Nadaus, qui espère se faire entendre, en appel, par le Conseil d'Etat, bien que le tribunal administratif ait rappelé que « les dispositions applicables aux syndicats de communes sont applicables aux SAN ».

Un arbitrage législatif?

Mais le Conseil d'Etat ne rendra pas son arrêt avant plusieurs mois. L'appel n'étant pas suspensif, il faudra de toute façon gérer la situation née du jugement en première instance. Adopter un nouveau budget 1992 conforme à la loi implique logiquement la restitution des subventions par les bénéficiaires puisque le compte administratif, document comptable entérinant l'exécution du budget, n'a pas été voté. Mais un tel remboursement de sommes dépensées semble irréalisable.

Quant au budget 1993, passible d'annulation, le préfet, Jacques Dewatre, envisage de déposer lui-même un recours après examen de l'état d'engagement des dépenses. « Afin d'éviter le blocage financier, le bon sens nous conduirait à payer les dépenses autres que celles ayant motivé l'annulation et de faire un sort à part à celles-ci... s'il s'avère

que le comptable public ait le droit de le faire », suggère, perplexé, Serge Barthélemy, le trésorier payeur général.

Roland Nadaus redoute cependant un coup d'arrêt porté à des opérations comme la construction d'un théâtre-médiathèque (dont l'ouverture est prévue en septembre) et le danger encouru par des structures telles que la mission locale d'insertion.

Elle accueille des jeunes de quinze communes. Qu'on me dise avec qui passer des conventions ? Le président du SAN a saisi les ministères de l'intérieur et du budget. Il envisage aussi de susciter l'annulation des budgets de toutes les villes nouvelles « pour contraindre le législateur à prendre ses responsabilités ».

L'organisation de manifestations sportives ou culturelles, désormais interdite au SAN, participe souvent de la politique de la ville en complément d'actions économiques. « Qu'on nous donne les moyens juridiques de remplir nos missions », réclame-t-il en invoquant cet arbitrage du législateur, également souhaité par Nicolas About. Mais celui-ci en attend l'effet inverse, c'est-à-dire le retour à une autonomie communale accrue maintenant que s'achève la phase d'aménagement des villes nouvelles.

Pascale Sauvage

RÉHABILITATION Les artistes au couvent

Devant l'indigence du projet de l'Etat pour l'utilisation de l'ancien couvent des Récollets, proche de la gare de l'Est (le Monde du 19 mai), l'association VIVRE a mis ses adhérents au travail. Résultat : un passionnant programme qui consisterait à réhabiliter la bâtisse du dix-huitième siècle, à abattre les murs qui la cachent et à l'entourer d'un jardin s'avancant jusqu'à la gare. A l'intérieur, dans les magnifiques volumes autrefois habités par les moines (4 300 m² de plancher), seraient aménagés 30 ateliers d'artistes et un centre culturel de quartier.

Prétextant que le bâtiment appartient à l'Etat, les aménageurs municipaux du jardin Villamin, jouxtant le couvent, n'ont prêté aucune attention au projet de VIVRE. La balle est dans le camp du Parisien Jacques Toubon, ministre de la culture et de la francophonie, et de son collègue de l'équipement, Bernard Bos-

TOURISME

Une carte pour découvrir la région-capitale

Malgré ses 25 millions de touristes chaque année, la région-capitale reste méconnue de ses habitants. La carte « Invitation au voyage », éditée par le comité régional du tourisme d'Ile-de-France, se propose de leur faire découvrir les richesses du patrimoine, et les nombreux circuits possibles pour pratiquer une discipline sportive.

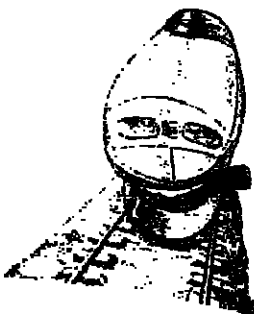
D'un côté, ce document indique les villes d'art, les églises, abbayes, châteaux, musées et parcs, et propose plusieurs « routes ». Celles-ci empruntent les pas des hauts dignitaires, des maisons d'écritures, des peintures impressionnistes, de Thibaut de Champagne ou de Louis XIV. La carte signale également les parcs d'attraction, les campings, les bases de plein air, les centres pour la pratique des sports équestres, de la voile, de l'escalade, du parachutisme... Elle reprend aussi les traces des sentiers de grande randonnée. Cette carte est disponible gratuitement au comité régional du tourisme d'Ile-de-France (75015 Paris) et dans les huit comités départementaux du tourisme.

TRANSPORTS

Nouvelles aérogares à Orly et Roissy

Deux nouvelles aérogares vont être inaugurées, le jeudi 3 juin, dans les aéroports de Roissy et d'Orly. En raison du sens de circulation des véhicules qui arrivent de Paris, c'est le hall 1 d'Orly-Ouest qui sera carterement mis en service fin juin, alors que les halls 2, 3 et 4 existent déjà. Equipé de 8 passerelles télescopiques, ce hall pourra accueillir 6 millions de voyageurs par an. Il représente un investissement de 600 millions de francs pour Aéroports de Paris.

Le terminal 2C à l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle, ouvert au trafic depuis la fin du mois de mars, est le quatrième et dernier élément de l'aérogare 2. Il est affecté à Air France pour ses vols vers les Etats-Unis, le Mexique, le Pacifique, l'Asie et certains pays du Moyen-Orient, et pourra recevoir 5 millions de voyageurs par an. Equipé d'un système d'enregistrement et de tri des bagages informatisé unique au monde, il a nécessité un investissement de 900 millions de francs.



Arras désenclavée

Arras, préfecture du Pas-de-Calais, s'est toujours distinguée de l'image traditionnelle du département, le cinquième de France avec 1,5 million d'habitants. Dans un département où le taux de chômage est de 13 %, l'Arrageois, avec 9,1 %, fait figure de privilégié, même si la ville et sa banlieue ont des quartiers défavorisés. Ici, pas de tentes à moitié démolies, ni de mono-industrie, mais un arrondissement agricole et une ville-centre (40 000 habitants) aux activités tertiaires, situées au carrefour des autoroutes A26-A1 (Calais-Lyon, Lille-Paris). En 1989, Arras était désignée la ville moyenne la plus désenclavée de France.

Si la ville d'Arras ne s'est pas impliquée directement dans l'implantation du Tour du monde, elle a financé la hauteur de 165 millions de francs, à deux pas de la gare, un centre européen de communication et d'échanges. Arras, qui dispose d'une salle de conférences de 300 places et d'un parking de 480 places.

Le district d'Arras (170 communes, 90 000 habitants), créé en 1985, a réuni ses compétences économiques et de travail de concert avec la CCI d'Arras.

Le poids de l'agroalimentaire

L'agroalimentaire occupe aujourd'hui une place importante dans l'économie française. Avec le soutien financier du Etat, s'est ouvert en 1990 Adénor, un centre d'innovation appliquée, dédié à la PME. Le CESTAR, centre d'étude et de recherche agro-alimentaire, va s'agrandir, afin d'accueillir l'implantation d'un centre national des fruits et légumes. Les recettes de la région agro-alimentaire sont importantes. Des entreprises comme les sociétés Arnaud (produits alimentaires), l'engrais d'usine, Dard (engrais), Bismuth et l'arrivée d'Alger (Bismuth) sont les champions de la zone. L'agroalimentaire est une source de richesse pour la région. Les entreprises agro-alimentaires sont nombreuses. Elles produisent des produits agro-alimentaires. Elles emploient des salariés. Elles contribuent à l'économie régionale.

« Avec un outil inutilisable, le club était condamné à périr », dit Claude-Louis Gallien, président du PUC. Nous avons donc voulu anticiper et présenter à la Ville de Paris, qui a une dette morale envers nous depuis l'expropriation d'avant-guerre, un projet de nouveau stade. En 1988, Jacques Chirac trouva en faveur d'une enceinte de 20 000 places qui répond au vieux rêve de la Fédération française d'athlétisme (FFA). La Ville financera seule le projet qui comprend en outre la réalisation des

PARIS

CHARLÉTY, VERSION LUXE

Suite de la page 17

Les dirigeants du club retirent des recettes inattendues de la location des emplacements publicitaires, sur le mur antirugby qui les protège des voitures. Mais ces sommes ne suffisent pas à boucher les trous financiers. Au début des années 80, le PUC est lourdement endetté. Et faute de soins suivis, ses installations, utilisées pour un aménagement maximal, se dégradent. Les douches sont insalubres. Sur les terrains, le gazon n'est par endroits plus qu'un souvenir. Le contreplaqué supplante peu à peu les vieux casiers des bâtiments. Malgré l'atmosphère si particulière, cette convivialité entre athlètes, qui y régnait, malgré les centaines de gamins qui viennent chaque week-end y tripler le ballon, le lieu commence à devenir sinistre. Et le PUC rencoentre de plus en plus de difficultés pour remplir sa mission de club formateur.

« Avec un outil inutilisable, le club était condamné à périr », dit Claude-Louis Gallien, président du PUC. Nous avons donc voulu anticiper et présenter à la Ville de Paris, qui a une dette morale envers nous depuis l'expropriation d'avant-guerre, un projet de nouveau stade. En 1988, Jacques Chirac trouva en faveur d'une enceinte de 20 000 places qui répond au vieux rêve de la Fédération française d'athlétisme (FFA). La Ville financera seule le projet qui comprend en outre la réalisation des

installations annexes, une barre de logements et une autre de bureaux, dans laquelle la FFA doit installer son nouveau siège.

Le concours d'architecture est remporté par Henri et Bruno Gaudin, qui se chargeront également des plans de la maison des sports, sur un coin de terrain concédé au Comité national olympique français (CNOSF). Le stade et les installations vestues sont rasés dès l'automne 1989, « pour rendre les choses irréversibles », selon M. Gallien.

Le navire du CNOSF

Trop tôt. Pendant plus de deux années le chantier donne l'impression de rester bloqué. Le temps de se plier aux revendications des écologistes qui soupçonnent le programme immobilier de déboucher sur une hécatoïde d'arbres. La copie est donc revue une première fois pour remplacer la barre de logements par un petit parc. Puis une deuxième fois, lorsque M. Chirac, effaré par le coût du programme initial, demande à ce que les dépenses se limitent à la barre des 700 millions de francs. « Une fois ces difficultés réglées, les travaux ont commencé », explique Bernard Saladin, responsable du programme pour la direction de l'architecture de Paris. Mais de l'extérieur, les gens ne pouvaient s'en rendre compte. Pour que le ven d'ailleurs pas les performances, le nouveau terrain a été enfoncé sous

Quelles compétitions ?

Après quelques compétitions de rodage, le nouveau Charléty devrait être inauguré officiellement en septembre 1994, lors du centenaire du Comité olympique international, avec la finale du Grand Prix d'athlétisme. « Un tel équipement était devenu indispensable dans la capitale », explique Jean Poczobut, président de la Fédération française d'athlétisme. Songez que la ville avait renoncé à l'organisation du meeting de Paris, transféré à Villeneuve-d'Ascq, faute de stade. La taille de la nouvelle enceinte permettra d'héberger toutes sortes d'épreuves, à l'exception de championnats d'Europe ou du monde.

Charléty pourrait toutefois accueillir, dès ses premiers mois d'existence, une compétition dont plus personne ne semble vouloir : les deuxièmes Jeux de la francophonie. Initia-

lement prévus en juillet 1993, dans le département de l'Essonne qui y avait renoncé pour des questions de financement, ces Jeux ont émigré à Marseille. Mais ils ont désormais toutes les chances d'être retardés d'un an, et de se tenir à Paris. Jacques Toubon, ministre de la culture et de la francophonie, en a fait la demande au comité international des Jeux, qui doit rendre sa décision définitive, lundi 24 mai. Si le report à l'été 1994 devait être accepté, M. Toubon, également maire du 13^e arrondissement où se trouve Charléty, pourrait alors proposer que le nouveau stade accueille les cérémonies et les épreuves d'athlétisme des Jeux de la francophonie. L'enceinte tant attendue unirait alors sa jeune existence avec une compétition devenue indésirable.

J. F.

le niveau des rues qui l'entourent. Le terrassement a été d'autant plus long qu'il a fallu détourner une canalisation.

Le stade n'a réellement commencé à sortir de terre qu'à la mi-92, alors que son nouveau voisin, le superbe navire du CNOSF, était déjà presque terminé. L'ironie suscitée par les retards du chantier, les réticences de nombreux pucistes se sont pourtant émoussées. Les membres du club ont peu à peu pris conscience du « bijou » qu'allait leur offrir la municipalité. La Ville gèrera le stade, que le PUC utilisera en dehors des grandes manifestations d'athlétisme. Le club aura la responsabilité du reste : une salle couverte polyvalente de 1 500 places, quatre salles de squash, la plus grande salle de judo de Paris, cachée dans les flancs du stade, ainsi qu'un terrain d'échauffement, des tennis et un club-house.

Cette opération, mise au service d'un club qui avait appris à vivre chichement, n'a pas empêché quelques malentendus entre le club et la ville. Côté PUC, on a craint que les valeurs d'un club à part n'achèvent de se dissoudre dans le luxe des nouvelles installations. Côté mairie, on s'avoue parfois déçu par les demandes de ces sportifs atypiques.

Les dernières interrogations concernent le revêtement du terrain d'échauffement. La Ville comptait le recouvrir d'une surface synthétique, adaptée à une utilisation intensive. Suivant l'avis de sa section rugby, le PUC a fait savoir qu'il souhaitait un terrain engazonné, indispensable à la pratique de l'ovale. « Nous ne sommes pas des soixante-huitards attardés », explique le dessinateur Roger Blachon, le coprésident de la section rugby, qui s'est rendu célèbre en démontant dans l'Equipe magazine les semaines qui séparent le stade de son inauguration. Nous ne fonctionnons pas selon des lubes, mais nous adressons à la Ville des demandes de techniciens du sport.

M. Gallien pensait pourtant avoir gagné cette course au gazon, matière sportive de plus en plus rare dans la capitale. Le président du PUC avait obtenu de la mairie l'utilisation de deux terrains rénovés par la Ville - dont un sera recouvert de gazon - dans la cité universitaire voisine. « Ces terrains ajoutés à ceux de Charléty, explique-t-il, vont constituer un vrai pôle du sport universitaire parisien, qui a toujours souffert du manque d'infrastructures ». Par la même occasion, M. Gallien pensait convaincre les rugbymen de prendre leurs quartiers à un jet de ballon de leur Charléty. Mais les pucistes ont trop longtemps été séparés pour ne pas se méfier d'un exil de quelques centaines de mètres. Dans le luxe de leurs nouvelles installations, ils aimeraient retrouver la chaleur d'un foyer unique.

Jérôme Fenoglio

VAL-DE-MARNE

ADIEU PICASSO

Polémique après la destruction d'une propriété où aurait séjourné le peintre

La ville de Maisons-Alfort dans le département du Val-de-Marne a décidé de démolir plusieurs maisons rue de la Cité-d'Alfort, une des voies les plus anciennes de la commune, située entre l'Ecole vétérinaire et la Marne. Une opération réalisée pour permettre l'aménagement de la ZAC d'Alfort qui va accueillir, à cet emplacement, le siège du Crédit d'équipement des PME (CEPME).

Parmi ces maisons figurait une petite propriété, située au numéro 6. Bâtie en son temps, la demeure détruite avait vu Picasso y courir Marie-Thérèse Walter, la future mère de Maya. Elle avait quinze ans, il avait dépassé la quarantaine. La jeune fille vivait là avec sa mère et ses deux sœurs.

Selon les responsables de l'association Pour quel Paris, qui défendent le paysage urbain de la capitale et de sa couronne, Picasso aurait trouvé ici l'inspiration pour réaliser un de ses chefs-d'œuvre, l'Atelier de la modiste. Hélène Faaritz, une des animatrices de l'association, laisse entendre que Picasso aurait même pu peindre dans cette maison. Elle assure que des pincesaux et des tubes de peinture, qui auraient pu avoir été laissés là par l'artiste, ont été découverts il y a quelques années. Elle rappelle que Picasso avait fait installer un colombier dans le jardin et elle cite un biographe canadien du peintre pour qui cette villa faisait « indéniablement partie de l'histoire internationale de l'art ».

Pour quel Paris a tout tenté pour sauver ce que certains Maisonnais appellent la « maison Picasso ». L'association avait déposé le 29 janvier un recours en annulation de l'arrêté préfectoral déclarant la ZAC d'utilité publique, pour excès de pouvoir, et une demande de sursis à exécution. Le 30 avril, Hélène Luc (PC), sénateur, demandait au ministre de la culture et de la francophonie d'user de toute urgence de son autorité pour

faire annuler ce projet et assurer la sauvegarde de ce lieu de mémoire de la vie architecturale et artistique de notre pays. Le 3 mai, la propriété était rasée.

Le maire, Michel Herbillon (UDF-PR), qui réfute tout lien entre l'intervention de M^{me} Luc et la destruction de la villa, se défend d'avoir fait supprimer un quelconque élément du patrimoine de sa ville. Il affirme que parler de la « maison Picasso » est un abus de langage : « Ce n'était pas la maison de Picasso, ni son atelier, il n'y a jamais peint ».

Selon lui, deux lettres envoyées par Maya, en 1987 avant la création de la ZAC, à l'association Maisons-Alfort mille ans d'histoire qu'il préside, en réponse à des demandes de renseignements, en font foi. La fille de Pablo et de Marie-Thérèse y écrit le 9 mars : « Ma grand-mère, ma mère et ses sœurs y vécurent avant la guerre de 40. Ma mère la quitta vers 1930, ma grand-mère vers 1939. De retour de l'exode en 1940, nous nous y installâmes pour six mois avant de la quitter pour toujours à l'été 1941. (...) Papa y est venu souvent au début pour faire la cour à maman, mais je ne pense pas qu'il y ait couché. La maison appartient toujours à la famille (...) et se délabre de plus en plus. » Le 29 octobre, elle ajoutait : « Mon père n'a jamais peint quoi que ce soit à Maisons-Alfort. » A propos d'une branche de lilas qu'il lui aurait peinte, pensait-on, sur les bords de Marne, elle précise qu'elle « a été faite à Paris, boulevard Henri-IV ». Entre l'association Pour quel Paris et la municipalité, la polémique n'est pas près de s'éteindre. Mais les défenseurs des anciennes demeures ont déjà trouvé une nouvelle cause pour se mobiliser. Dans la maison située au numéro 12 de la même rue, habitait autrefois le physicien Paul Langevin, qui y organisait des soirées littéraires. En hommage au passé, Pour quel Paris poursuit le combat.

Francis Gouge

Le Monde

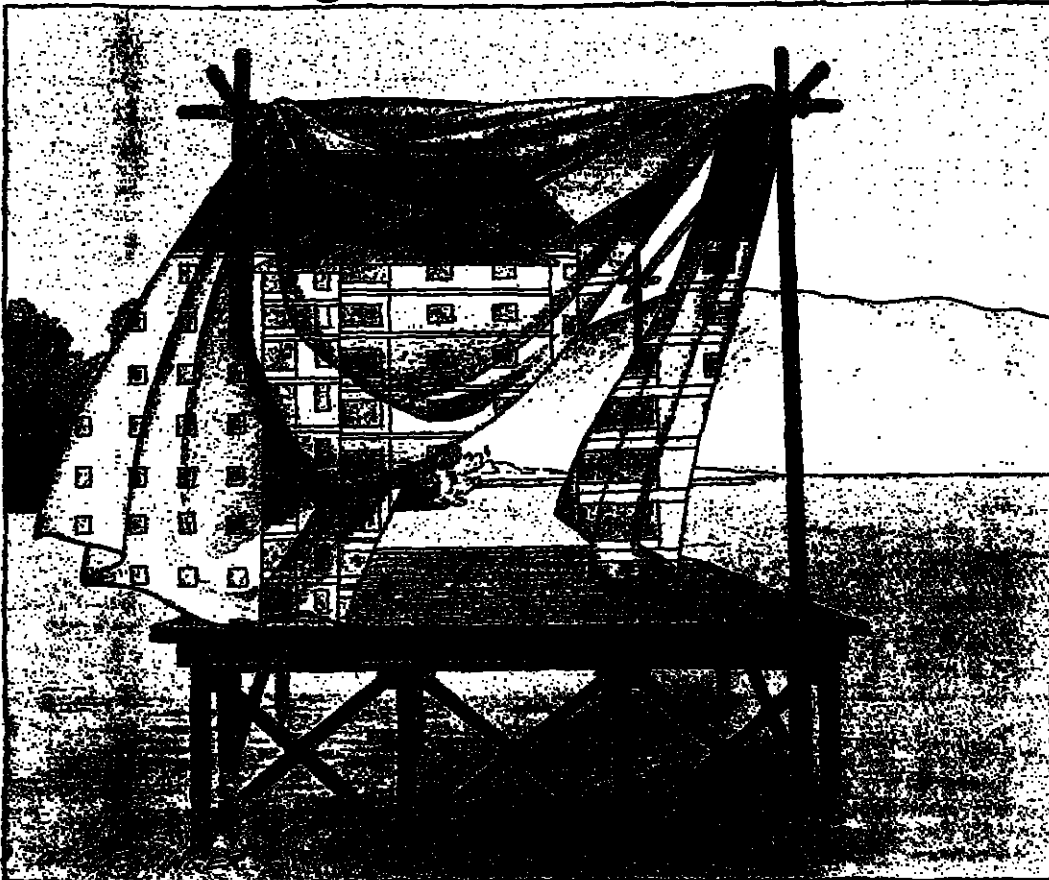
LES ÉLECTIONS

LÉGISLATIVES-MARS 93

En vente chez votre marchand de journaux

ANNECY

Un héritage en trompe-l'œil



LES riches retraités ne se sont pas trompés. Ils ont installé leurs quartiers dans cet environnement de vacances perpétuelles au pied des Alpes, non loin de la vieille ville restaurée où, en toutes saisons, il fait bon flâner sur les berges du lac, le long de l'avenue d'Albigny, à proximité de la pelouse du Paquier, dans un somptueux décor de montagnes, à l'abri du vent. Ici se joue la comédie du bonheur et de la douceur de vivre. Sur ce plan-là, les apparences sont, en tous points, conformes à la réalité. Aucune faute de goût majeure dans ce cadre préservé, où chaque détail semble avoir été soigneusement mis en scène.

Le seul manège autorisé est la ronde des chevaux de bois à l'ancienne qui a trouvé sa place, discrète, à l'abri des arbres. L'eau translucide prend les couleurs du ciel, en se chargeant au passage du reflet des dernières neiges ou d'un soleil couchant sur les bâtiments colorés. A cette heure-là, des «joggers» en survêtement fluo n'en finissent pas d'élimer le trop-plein d'une énergie à peine dépensée. A ce moment-là, les clubs du troisième âge regagnent les cars, une fois leur «croisière» achevée sur l'un des cinq bateaux à quai, après s'être, une dernière fois, attardés le long des canaux qui sillonnent les ruelles piétonnes enlacées, sous la protection définitive des tours du château.

«Méfions-nous de devenir le Festival de Cannes.» La formule de Bernard Bosson (CDS), quarante-cinq ans, élu maire en 1983, ne visait pas le principal rendez-vous mondial du cinéma d'animation qui doit se tenir au centre Bonlieu, au début du mois de juin, à peine les projecteurs éteints sur la Croisette. Le bon mot de cet habitué des gouvernements de colabitation, qui, après les affaires européennes, a hérité du ministère de l'équipement, a fait grincer des dents. Mais il traduit bel et bien une réalité: Annecy a pris un coup de vieux. Le revers de la médaille ou l'envers de la carte postale.

En l'espace de deux recensements, la ville a perdu des habitants. La part des jeunes ménages est passée de 30 % à 20 %, remplacés dans la même proportion par des personnes âgées. Trop belle, trop chère: les «forces vives» se sont égarées à la périphérie, où les impôts sont moins élevés. Trop prospère et trop coquette: elle cultivait son jardin secret avant que la crise ne s'abatte d'un seul coup, avec une augmenta-

tion record du chômage de 27,1 % en un an. Pourtant, les signaux d'alarme n'ont pas manqué. Cela n'empêchait pas le chef-lieu de la Haute-Savoie d'être plébiscité aux palmarès des villes moyennes, dressés par des magazines célébrant son dynamisme, son niveau d'équipements et sa qualité de vie dans un cadre naturel, un terrain de jeux sans bornes pour la pratique du ski et de la montagne, les stations de La Clusaz et du Grand-Bornand sont à moins de 30 kilomètres, comme des joies nautiques.

«Dans la compétition actuelle, cet argument ne suffit plus. Nous avons pris une décennie de retard», énonce un responsable économique qui, insidieusement, remarque l'absence d'implantation significative depuis une vingtaine d'années. Autrefois championne de la croissance, la ville, qui a atteint les limites de sa capacité de

résistance», signale Roger Bonazzi, directeur de la chambre de commerce et d'industrie (CCI), cherche un retour aux origines d'un héritage que, bien mieux que d'autres, elle avait su faire fructifier.

Trop coquette, trop prospère, trop chère, la ville a pris un coup de vieux

Dans ce domaine-là, les apparences sont trompeuses. La «Venise des Alpes» a forgé les clichés de son image grâce aux dividendes de l'activité industrielle. Jean-Pierre Toubhans, secrétaire départemental de la CFDT, n'hésite pas à faire coïncider l'essor d'une modeste

bourgade, elle comptait à peine plus de vingt mille habitants après la guerre, avec l'arrivée de Gillette, qui, au début des années 50, fut une des premières sociétés étrangères à bénéficier de la politique de décentralisation et d'aménagement du territoire.

Avec ses filiales, Crickit et ST Dupont à Faverges, la firme de Boston, généreuse et tout aussi soucieuse de son prestige, a employé jusqu'à 3 000 personnes, dont la grande majorité a disparu, après d'épiques résistances du personnel. D'autres sociétés de renom embrayèrent le pas: CIT-Alcatel, Dassault, Renault par le biais de l'usine de roulements à billes, la SNR... Quelques fortes mais discrètes personnalités locales contribuèrent à cette embellie: la famille Fournier, fondateurs de Carrefour, les papeteriers Aussedat, Jacques Entremont, responsable de l'un des principaux groupes français de l'agroalimentaire, ou encore Georges Salomon qui, de l'atelier artisanal de ses parents, a créé une prospère, bien qu'un temps fragile, société de matériel de sports d'hiver.

Ce développement économique a doublé la population en une vingtaine d'années, avec, à la fois, l'arrivée des montagnards solidaires à la tâche et de jeunes cadres porteurs de savoir-faire technologique, de dynamisme social et d'exigences en termes de formation et de culture», souligne Pierre Jacquier, professeur retraité et observateur attentif de la réalité locale. Comme on ne quitte pas facilement un tel éldorado, les mêmes sont toujours là, mais moins actifs, tempère un autre.

D'autres villes ont digéré cette croissance dans une urbanisation anarchique. Pour M. Jacquier, elle fut parfaitement maîtrisée par «un groupe d'élus visionnaires, adeptes de la démocratie directe». Il n'a pas fallu plus d'une génération pour y parvenir. Celle qui sépare le maire actuel, Bernard Bosson, de son père Charles, ancien sénateur et premier magistrat de 1954 à 1975.

Ce résilient du plateau des Glières, militant de la démocratie chrétienne et sociale, pré-cise-t-on ici, était un «étranger» dans cette cité conservatrice de tradition catholique, que la Réforme a définitivement coupée de Genève «la protestante». Il sut s'entourer en puisant notam-

ment dans le vivier associatif des précurseurs de l'historique maison des jeunes et de la culture, les Marquisats, érigée symboliquement sur la Commanderie occupée par la milice, au bord du lac. Ce courant socioculturel, pétri d'humanisme, fut encouragé sous le regard attentif du sociologue Joffre Dumazetier qui avait trouvé là un terrain d'expérimentation de «la civilisation des loisirs». Une civilisation du futur qui ne serait pas coupée de ses racines.

La vieille ville historique était encore un taudis au début des années 60, lorsque commencèrent, bien avant les autres, les premiers travaux de restauration jusqu'à l'Îlot Sainte-Claire. La ZUP des HLM de Novel, la seconde créée en France, n'a pas eu besoin des procédures DSQ attribuées à des grands ensembles plus jeunes. De cette époque date le collecteur des eaux usées du tour du lac, protégé des voies de contournement et de l'autoroute. Les anciens se souviennent encore avoir érigé un mur de contestation contre les prétentions des promoteurs sur le front du lac, comme sur les hauteurs du Semnoz. Il en est resté un attachement viscéral à ce territoire «municipalisé», au point que la rénovation du Palais de l'Impérial, vaisseau fantôme détruit par un incendie, fut accordée à un investisseur allemand, le groupe Hopf, à la condition qu'il laisse l'accès libre aux berges.

Revendiqué par d'actives associations de création et de diffusion artistiques, le centre Bonlieu, ouvert en 1981, a apporté un point final à cette «reconstruction». C'était un choix symbolique, se souvient Daniel Sourin, directeur depuis l'origine du centre d'animation culturelle devenu scène nationale. Malgré toutes les pressions, la collectivité a réservé à la culture le meilleur espace disponible, comme point de rencontres face au lac, avec deux tiers du bâtiment pour un nouveau théâtre et une bibliothèque. Avec plus de dix ans de recul, ce pari est, à coup sûr, une réussite.

«Il faut arrêter de se dire qu'on est les meilleurs. Il est grand temps de redéfinir notre projet», Jean Régis, premier adjoint, peut bien revendiquer tous ces acquis. En 1975, celui qui «tient la boutique» pendant l'absence du maire, considère que toutes ces réalisations assurent encore une «longueur d'avance». Mais il ne cache pas que la «grande secousse du moment est salutaire pour changer les habitudes et réviser les acquis». Le MJC des Marquisats, placée en règlement judiciaire, avec un passif de 2,5 millions de francs, vient de faire les frais de la «gestion de la rigueur», découpée par appartements, malgré le sursaut ultime d'un comité de soutien des adhérents. Le centre d'animation culturelle, un atout du «bien vivre et de l'image de marque», est aussi invité à se reconstruire, au prix de quelques licenciements. Quant au football professionnel, il doit se contenter d'une subvention de 1 million de francs, «autant que l'apport des sponsors» sou-

ligne M. Régis, plus attentif à la pratique des quelques 40 000 inscrits, dont 32 000 licenciés dans les clubs.

Effet de la crise ou mutation profonde de la société locale, le tissu associatif est moins vigoureux et la «technocratie domine la gestion municipale», dénonce Jean Excoffier (PS), responsable d'un petit groupe d'élus minoritaires. Malgré la ponction de 11 millions de francs de dotation de solidarité urbaine, «une profonde injustice», proclame Jean Régis, la municipalité de Bernard Bosson ne veut pas croire l'œuvre achevée. L'an dernier, à l'arraché, il a réuni les dix communes de l'agglomération, plutôt réticentes, dans un district pour de nouvelles zones industrielles et le partage de certaines dépenses publiques.

Il faut arrêter de se dire qu'on est les meilleurs. Nous devons redéfinir notre projet

Soucieux du rajeunissement de la population, il a décidé d'engager la rénovation de trois nouveaux quartiers, dont une caserne qui sera libérée en 1996. Une occasion de réduire le déficit de logements sociaux (11,6 %), considéré comme un frein au développement économique.

Mais, surtout, «Annecy a besoin de confirmer son ouverture, en dépassant l'esprit de concurrence». C'est le sens du rapprochement engagé avec Chambéry, la rivale de toujours, dans un réseau de villes. Les deux municipalités se concertent désormais fréquemment. Elles se sont déjà entendues pour installer le metteur en scène Alain Françon, chassé de Lyon, à la tête d'un Centre dramatique national. Elles se retrouvent autour du développement de l'université de Savoie, que la Haute-Savoie, cantonnée à des sections technologiques, veut étendre à des formations générales pour ses bacheliers.

Avec son homologue Louis Bosson (PS), ancien ministre de l'équipement, Bernard Bosson, l'actuel titulaire du poste, partage la même vision de la place de ces deux villes moyennes, dans le sillon alpin, élargi à Aix-les-Bains et Annemasse, pour former un front commun en faveur d'une liaison ferroviaire à grande vitesse, complément du TGV transalpin Lyon-Turin. Dans cette perspective, Annecy compte beaucoup sur son maire-ministre. Déjà, elle semble lui avoir pardonné le peu de temps qu'il lui reste pour manifester son attachement «viscéral» à cette ville qui lui «a tout donné».

de notre envoyé spécial Michel Delberghe

Prochain article: BAYONNE

Croisière sur le lac

Le lac d'Annecy n'avait pas à être sauvé de la pollution... puisqu'il avait peu de raisons d'être pollué. Et surtout pas par l'industrie locale, située en aval, qui envoie ses rejets dans le Fier, un affluent du Rhône. L'évidence apparaît sur la maquette en relief qui constitue une des curiosités du nouvel observatoire des lacs alpins, qui doit ouvrir ses portes, au début du mois de juin, dans la tour Perrière du château.

Dans les années 60 pourtant, Paul Servetaz, adjoint au maire, prit l'initiative de réunir toutes les communes riveraines pour constituer un syndicat aménageur d'un réseau de collecte des eaux usées tout le long des 32 kilomètres de son périmètre. Cet acte «précurseur d'écologie appliquée», bien avant que le sujet ne soit à l'ordre du jour, est aussi avantageux pour la promotion touristique de la région. Le résultat de ce traitement préventif est, il est vrai, indéniable: le lac a conservé la couleur translucide des torrents proches, sa principale source d'alimentation, tout en renvoyant, tel un miroir, les reflets du ciel et des montagnes.

En fait, Annecy entretient avec son lac des relations qui

dépoussent la raison. Les élus de l'après-guerre l'ont bien compris qui l'ont totalement protégé de toute urbanisation résidentielle et touristique. L'exutoire des canaux du Thion, qui traversent la vieille ville entre les rambardes fleuries, est à l'origine de l'industrie manufacturière locale. Si Napoléon III a conservé son nom le long d'un quai, c'est pour avoir offert le premier bateau de croisière à l'occasion du rattachement de la Savoie à la France. En son honneur furent organisées les premières Fêtes du lac, une tradition perpétuée chaque année en août, lors d'un spectacle pyrotechnique.

Dans sa configuration historique, Annecy pourtant n'avait rien d'une cité attractive. L'Impérial, seul palais doté d'un casino, a été construit en 1912, bien à l'écart de la petite bourgade dont l'habitat était plutôt vétuste, au point d'échapper de peu à la totale destruction. Dans les années 30, cet établissement privé fut racheté à une caisse autonome d'anciens combattants, avant d'être réquisitionné par les Allemands pour servir d'hôpital militaire.

Repris par la ville après un incendie, il a été récemment

restauré par un groupe privé qui gère un casino et le centre de congrès. Mais, souligne son directeur, le complexe de l'Impérial souffre d'une absence de concurrence dans la ville, au point, selon lui, qu'il est difficile d'y organiser des manifestations, faute d'un hébergement adapté.

Comme l'industrie, le tourisme est une activité récente dans une ville qui, du passé et de son environnement naturel, semble avoir su tirer le meilleur parti. Le nouvel observatoire des lacs alpins en est le témoin.

Dans une des tours restaurées du château, devenu musée, différentes sections d'archéologie, d'ethnologie, de biologie, d'hydrologie et des beaux-arts présentent le fonctionnement de cette entité géographique du chapelet de lacs situés au pied des Alpes (Léman, Le Bourget, Aiguebellette et Paladru). Avec une mention particulière pour celui d'Annecy, qui reste un des modèles reconnus, non seulement pour la qualité de ses eaux, mais pour les études scientifiques qui continuent d'en sonder les profondeurs, pour en découvrir tous les secrets.

M. D.

Chiffres

■ Préfecture du département de la Haute-Savoie, Annecy, compte 48 644 habitants.

■ L'agglomération, qui réunit quinze communes, compte 126 729 habitants et se situe au quarante-huitième rang du classement effectué par l'INSEE des cent premières agglomérations de France métropolitaine.

■ Résultats des élections municipales du 12 mars 1989:

1. 28 314; V. 16 347; A. 42,26 %; E. 15 964.

PS (Excoffier), 3 102 (19,43 %); 4 élus (2 PS, 2 div.).

Divers (Mora), 1 515 (9,49 %); 2 élus (2 Divers).

Divers (Dena), 1 239 (7,76 %); 1 élu (1 Divers).

PC (Miral-Boffod), 808 (3,79 %).

■ Résultats du référendum sur l'Union européenne du 22 septembre 1992:

1. 27 807; V. 18 619; A. 33,04 %; E. 18 188.

Oui... 11 704 (64,96 %); Non... 6 492 (35,04 %).

■ Dans la série «Cités», le Monde a déjà publié: Arras (daté 15-16 novembre 1992); Saint-Malo (daté 22-23 novembre); Mâcon (daté 29-30 novembre); Perpignan (daté 6-7 décembre); La Rochelle (daté 13-14 décembre); Rodez (daté 20-21 décembre); Lisieux (daté 27-28 décembre); Valenciennes (daté 3-4 janvier 1993); Aurillac (10-11 janvier); Troyes (17-18 janvier); Tulle (24-25 janvier); Blois (31 janvier-1^{er} février); Albertville (7-8 février); Angers (14-15 février); Périgueux (21-22 février); Vesoul (28 février-1^{er} mars); Bastia (7-8 mars); Thorville (14-15 mars); Ardes (21-22 mars); Colmar (28-29 mars); Le Havre (4-5 avril); Saint-Quentin (11-12 avril); Auxerre (18-19 avril); Carcassonne (25-26 avril); Versailles (9-10 mai); et Caen (16-17 mai).

RADIO T

Les dernier
de la « télé